



**FRANCE DERNIÈRE
CRISE AVANT
LA PROCHAINE**

**ROYAUME-UNI — RISHI SUNAK,
LE SAUVEUR DES CONSERVATEURS ?**
BRÉSIL — RIEN N'EST JOUÉ POUR LULA



Courrier international

N° 1669 du 27 octobre
au 2 novembre 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$ CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,
Italie 5,40 €, Japon 850 ¥,
Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,
Portugal cont. 5,40 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF,
TOM 850 XPF, Tunisie 7,70 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.



CORÉE DU SUD

LA MACHINE À DIVERTIR

K-pop, séries, cinéma, bandes dessinées, gastronomie...
Comment Séoul a su imposer sa puissance culturelle partout dans le monde.



M 03183 - 1669 - F : 4,50 €

AGIR POUR ÉVITER LES COUPURES D'ÉLECTRICITÉ, ÇA PEUT PARAÎTRE COMPLIQUÉ. *AVEC Mon Bonus ENGIE, C'EST* TOUT DE SUITE PLUS SIMPLE.

Cet hiver, ENGIE vous aide à réduire votre consommation d'énergie avec des outils simples et pratiques. Avec Mon Bonus ENGIE*, réduisez votre consommation, notamment les jours de forte tension sur le réseau électrique, et bénéficiez d'une prime en euros si vous atteignez l'objectif!
Plus d'infos sur particuliers.engie.fr



L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*Mon Bonus ENGIE : dispositif réservé aux clients disposant d'un contrat électricité à prix de marché ENGIE équipés d'un compteur communicant Linky installé et activé et bénéficiant du service Ma conso Jour. Pour plus de détails, consultez le règlement du challenge Mon Bonus ENGIE.

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011€ - RCS NANTERRE 542 107 651.





LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Corée du Sud : la machine à divertir

C'est un dossier complètement décalé, au vu de l'actualité internationale récente, que nous avons choisi de mettre en avant cette semaine. Bien sûr, il est fortement question dans ce numéro de la crise sociale en France. Comment gouverner à coups de 49.3, pourquoi les luttes n'ont-elles pas convergé alors que l'hiver s'annonce des plus périlleux sur le terrain social ? Pour la presse étrangère, pas de doute : ce n'est que partie remise, et le gouvernement aurait tort de se réjouir. "La véritable conflagration sociale est à venir", écrit John Lichfield dans **The Local**. Le journaliste britannique voit bien la

situation dégénérer en février ou mars, quand sera discutée la réforme des retraites. À suivre. Il est aussi question dans l'hebdomadaire de l'Ukraine, et de la stratégie de la terreur russe contre les populations civiles; du Brésil, où le second tour de la présidentielle entre Lula et Bolsonaro, le 30 octobre, s'annonce très incertain; de Xi Jinping, plus puissant que jamais, et des conservateurs britanniques qui n'en finissent plus d'en finir. Rishi Sunak sera-t-il leur sauveur ? C'est en tout cas la première fois que le pays va être dirigé par un Premier ministre d'origine indienne. Et ce n'est pas rien. Cette actualité-là, nous la traitons largement, mais c'est ailleurs que nous avons décidé de porter notre regard : en Corée du Sud, devenue une incroyable machine à divertir le monde. Il y a dix ans (déjà), en 2012, nous avions consacré une couverture à la "vague coréenne", portée par le succès surprise de *Gangnam Style*, du rappeur Psy, "première vidéo à atteindre le milliard de vues sur YouTube",

rappelle **The Guardian**. "Le carton planétaire de Psy faisait écho aux retentissants retournements de situation qui caractérisent l'histoire de la péninsule", explique le quotidien britannique dans le long article qui ouvre nos pages 360° cette semaine. Classé parmi les nations les plus pauvres de la planète après la guerre de Corée, le "royaume ermite" a renversé le cours de son histoire pour se hisser, à la fin des années 1990, parmi les premières puissances industrielles et technologiques". En 2012, *Gangnam Style* a montré au monde que l'Occident n'avait pas le monopole de la dérision et de l'humour et révélé un "goût pour l'irrévérence et la légèreté qui [a fait] voler en éclats les idées reçues sur la raideur présumée de la culture coréenne", ajoute **The Guardian**. Dix ans plus tard, ce n'est plus une vague mais bien une déferlante : musique, séries, cinéma, jeux vidéo, bandes dessinées, art contemporain, gastronomie..., la Corée du Sud a compris à quel point l'art et le

divertissement pouvaient être un vecteur d'influence et a imposé au monde sa puissance culturelle et son image de pays cool. L'article du **Guardian**, comme celui de **Hankyoreh**, que nous avons traduit du coréen, décryptent les mécanismes qui ont permis cette métamorphose. Dans le sillage du succès planétaire du groupe BTS – dont les membres ont été invités à parler dérèglement climatique à l'ONU et racisme à la Maison-Blanche, c'est dire l'influence qu'on leur prête –, la K-pop connaît un succès mondial. Le journaliste du **Guardian** s'est rendu à Séoul pour comprendre la façon dont se forment les boys et girls bands promus marques culturelles nationales. Un système parfaitement rodé, du repérage des futures stars aux franchises à l'étranger, ou encore à l'organisation de concerts virtuels qui peuvent réunir plusieurs millions de personnes en ligne. Après la K-pop, l'engouement mondial pour les séries sud-coréennes qui déferlent

aujourd'hui sur les plateformes de streaming est aussi saisissant. Même le Mexique, berceau des telenovelas, a succombé aux séries coréennes, parce qu'elles "apportent un soin particulier aux émotions", explique une anthropologue à **El País Mexico**. Palme d'or à Cannes, Oscar du meilleur film (le premier dans une autre langue que l'anglais), *Parasite* avait marqué les esprits en 2019. Aujourd'hui, la culture sud-coréenne investit tous les domaines. De la foire d'art contemporain qui s'est tenue à Séoul début septembre à l'exposition majeure qui vient de s'ouvrir à Londres, nous vous proposons un décryptage en profondeur des coulisses de ce nouveau "K-monde". Bon voyage.

En couverture :

Corée du Sud : dessin de **JiYeun Kang** paru dans **Allure magazine**, New York. *Anna Goodson Illustration Agency*. *France* : dessin de **Chappatte**, Suisse.



Sommaire

FRANCE p.10

Dernière crise avant la prochaine

Ce serait une erreur pour le gouvernement de pousser un soupir de soulagement une fois les grèves terminées et après l'échec des motions de censure. Les analyses de la presse étrangère.

CHINE p.6

Xi Jinping tout-puissant

Règles d'âge bafouées, éviction de toute personne non directement liée au président... À l'issue du 20^e Congrès du PCC, le quotidien en chinois de Singapour **Lianhe Zaobao** s'inquiète.

ROYAUME-UNI p.16

Rishi Sunak, dernière chance des conservateurs ?

Celui qui succède à Liz Truss pourra-t-il enfin installer un gouvernement stable ?

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

African Arguments (africanarguments.org) Londres, en ligne. **Ha'aretz** Tel-Aviv, quotidien. **Berlingske** Copenhague, quotidien. **Dawn Karachi** Lahore, Islamabad, quotidien. **Deutsche Welle Brasil** (dw.com/pt-br) Bonn, en ligne. **Le Djely** (ledjely.com) Conakry, en ligne. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **The Guardian** Londres, quotidien. **Hankyoreh** Séoul, quotidien. **Lianhe Zaobao** Singapour, quotidien. **The Local** (thelocal.fr) Paris, en ligne. **Nameh News** (namehnews.com) Téhéran, en ligne. **The New York Times** New York, quotidien. **Le Nouvelliste** Port-au-Prince, quotidien. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **Visual Capitalist** (visualcapitalist.com) Vancouver, en ligne. **VOD** (vodenglish.news) Phnom Penh, en ligne. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **The Washington Post** Washington, quotidien.

DESSIN DE RAYMA, VENEZUELA, CAGLE CARTOONS



BRÉSIL p.26

Rien n'est joué pour Lula

Si l'ex-président de gauche reste légèrement favori dans les sondages pour le second tour de la présidentielle face au sortant Bolsonaro, une victoire de ce dernier n'est plus impossible, estime la presse brésilienne, qui se montre sévère à l'égard de la campagne de Lula.



DESSIN DE KICHKA, ISRAËL



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Chine.** Xi Jinping, seul maître à bord

8. **Tchad.** Une cocotte-minute près d'exploser

À la une

10. **France.** Dernière crise avant la prochaine

D'un continent à l'autre

16. **Royaume-Uni.** Rishi Sunak sauveur des torys ?

18. **Ukraine.** À Kharkiv, "les Russes veulent nous plonger dans le froid et le noir"

20. **Suède.** Ulf Kristersson, Premier ministre mal élu

22. **Maroc.** Absence royale, tensions sociales

24. **Ouganda.** Sur les traces des disparus du régime de Museveni

26. **Brésil.** Rien n'est joué pour Lula

28. **Haïti.** "Les morts bourdonnent dans ma tête"

30. **États-Unis.** Richland, la fierté atomique

32. **Cambodge.** Le temple d'Angkor vidé de ses habitants

33. **Pakistan.** Dans l'attente du reflux, on se réfugie sur le bitume

34. **Iran.** Défendre le régime à tout prix

Transversales

36. **Sciences.** L'Amazonie n'a aucun secret pour eux

38. **Économie.** La lutte des cheveux gris

39. **Signaux.** Big Brother n'est pas un mythe

360°

40. **Corée du Sud.** La machine à divertir



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Sur la ligne de front

De Kherson à Bakhmout, les affrontements redoublent de violence, alors que la Russie s'échine toujours à priver l'Ukraine d'électricité avant l'hiver. Reportages, analyses, témoignages... Suivez l'actualité du front ukrainien sur notre site.

Royaume-Uni. Les premiers pas de Rishi Sunak

Le nouveau Premier ministre hérite d'un pays en crise, ébranlé par les démissions successives de ses dirigeants. Quelle sera sa marge de manœuvre ? Comment ses premières mesures seront-elles accueillies ? Les réponses de la presse britannique.

La personne à suivre. Emma Chamberlain est-elle encore normale ?

Chaque lundi, *Courrier international* vous invite à découvrir une influenceuse ou un influenceur. Cette semaine, nous revenons sur le parcours d'Emma Chamberlain, l'une des plus riches influenceuses américaines, qui a foulé le tapis du Met Gala, en mai, parée d'une tiare de maharaja.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre. Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres géographiques et économiques ? Faut-il encore faire des enfants ? Les réponses de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80 €~~*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80 €~~*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP [] [] [] [] VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : [boutique.courrierinternational.com/cgv-co](https://www.courrierinternational.com/cgv-co). Vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles communiquées à l'occasion de la souscription de votre abonnement pour les besoins de votre commande et de la relation client. Sauf opposition de votre part, votre adresse postale pourra être utilisée pour des actions marketing de la part de *Courrier international* ou de ses partenaires.
 Je m'oppose à l'utilisation de mon adresse postale à des fins marketing. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles>, ou écrivez à notre délégué à la protection des données, 67-69 avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil.

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Octobre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 16 74), Benjamin Morante (Italie, 19 73), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Châteauneuf (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowski (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechar (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béleil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditeur web, 17 36), Hoda Saliby (éditeur web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42) TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Erriichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torunn Amiel, Giuseppe Ardiri, Étienne Bianchi, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Méline Bourgain, Enzo Cailleton, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Elisabetta Di Matteo, Jeanne Fourneau, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Servan Le Janne, Florent Normand, Maïa Raclot, Maëlys Sour, Isabelle Taudière, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque *Courrier international* Stevee Dublin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Stevee Dublin (steeve.dublin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellane (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Létamend (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortissements 08 05 05 01 47 Service clients Abonnements *Courrier international*, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. : 03 21 13 04 31 Fax : 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international,
USPS number 013-465,
is published weekly
48 times per year (triple
issue in Aug and in Dec),
by *Courrier international* SA
c/o Distribution Grid, at
900 Castle Rd Secaucus,
NJ 07094, USA. Periodicals
Postage paid at Secaucus,
NJ, and at additional mailing
offices. POSTMASTER:
Send address changes to
Courrier international c/o
ExpressMag, 8275, avenue
Marco-Polo, Montréal, QC
H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org

Origine du papier :
UK, Allemagne,
100% de fibres
recyclées. Ce maga-
zine est imprimé
chez MAURY
certifié PEFC.
Étrophisations :
Pwt : 0,0083 kg /
tonne de papier.
Papier issu de forêts
gérées durablement
et de sources
contrôlées. Ouvrage
imprimé à 100%
avec des encres
conformes à la
norme Blue Angel.



Ce numéro comporte un encart *Courrier international* posé sur la totalité des abonnés France métropolitaine et sur les relances routées.

SIX PIEDS SUR TERRE

Les forêts disparaissent peu à peu. Comment protéger et gérer ces écosystèmes essentiels? Découvrez les réponses de scientifiques, d'économistes, de militants dans notre nouvelle série "L'Appel de la forêt".



UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

7 jours dans
le monde

Chine. Xi Jinping, seul maître à bord

Les pleins pouvoirs obtenus par le président chinois à l'issue du 20^e Congrès du Parti communiste augmentent l'inquiétude sur l'évolution future de la Chine, selon ce média de Singapour.



—Lianhe Zaobao (extraits) Singapour

Le secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) Xi Jinping entame son troisième mandat à l'issue du 20^e Congrès, et sa position et son autorité politiques, en sortent encore raffermies. Il a notamment bouleversé les pratiques et les règles en vigueur depuis des décennies en ce qui concerne la nomination des membres du Bureau politique du Comité central et de son Comité permanent, en faisant entrer massivement des cadres acquis à sa cause dans ce qui constitue le cœur du pouvoir du PCC. Présentant le nouveau Comité permanent aux médias chinois et étrangers, il a réaffirmé sa résolution à conduire la grande renaissance de la nation chinoise, grâce à une modernisation aux caractéristiques chinoises. Aux yeux de l'opinion internationale, cela signifie que le PCC n'est prêt à faire aucune concession politique à l'Occident.

Le Comité permanent, composé de sept membres, avec à sa tête Xi Jinping, 69 ans, ne s'est pas contenté d'entériner

le nouveau mandat de ce dernier, mais a connu de surprenants bouleversements : le Premier ministre Li Keqiang, 67 ans, et Wang Yang, président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), se sont retirés [les fonctions à la tête de l'État sont directement liées à l'appartenance aux instances dirigeantes du parti].

Les quatre nouveaux membres – Li Qiang, Cai Qi, Ding Xuexiang et Li Xi – sont tous considérés comme des proches de Xi Jinping. Ce renouvellement des élites dirigeantes a été l'occasion de réécrire la fameuse règle de l'âge [règle non écrite interdisant toute promotion après 67 ans], ainsi que celle de la diversité d'origine géographique des membres de la plus haute instance politique du pays.

Jusqu'à présent, tous ceux qui accédaient au poste de Premier ministre [le numéro deux sur la liste des membres du Comité permanent] avaient été vice-Premier ministre auparavant. Aucun des membres du nouveau Comité permanent n'a jamais occupé un tel poste. De plus, celui qui a le plus de

Grossièreté ou éviction?

●●● Lors de la cérémonie de clôture du 20^e Congrès, le prédécesseur de Xi Jinping, Hu Jintao, a été escorté sans ménagement hors des lieux. À l'étranger, cette image a été vue comme le signe de la chute irrémédiable des tenants d'une politique plus souple. Les autorités affirment que Hu a eu un "problème de santé". Selon les commentateurs, la déférence due aux anciens a été bafouée. Pour Wu Guoguang, chercheur à l'université Stanford, "quelles qu'aient été les raisons de son départ, les dirigeants du premier rang auraient dû se lever et lui dire au revoir, rapporte **Radio Free Asia**. Les anciens dirigeants sont là pour afficher l'unité régnant derrière celui au pouvoir... Le traitement réservé à Hu Jintao a fait voler cette illusion en éclats".

chances de devenir Premier ministre [car il est numéro deux], Li Qiang, s'est fait connaître comme secrétaire du comité du parti de Shanghai, où il a été contraint de confiner la municipalité, faute d'avoir effectué les préparatifs adéquats pour combattre l'épidémie. Le tout en provoquant des troubles économiques et sociaux, et en entamant gravement la confiance des investisseurs étrangers. Malgré cela, le fait qu'il ait appliqué fidèlement la politique "zéro Covid", chère à Xi Jinping, a été apprécié.

Esprit de "combat". Sur les 25 membres du précédent Bureau politique, 13 se sont retirés, mais les 12 restants ne respectent pas la règle non écrite d'une limite d'âge à 67 ans. [Et] il ne reste plus aucun membre de la "bande des Jeunesses communistes" [affiliée au prédécesseur de Xi, Hu Jintao].

Autre signe qui montre que Xi Jinping tient fermement les rênes du pouvoir : la grande majorité des idées politiques qu'il a mises en avant au cours de ses dix dernières années d'exercice ont été incluses dans la dernière révision de la charte du parti, en particulier la notion de "démocratie populaire de tout le processus" [concept présenté en octobre 2021 par Xi Jinping].

Xi Jinping vient de montrer toute l'étendue de sa force et de sa dextérité politiques, ce qui ne laisse présager aucun infléchissement dans un avenir proche des grandes orientations politiques actuelles en Chine que sont la lutte contre l'expansion démesurée du capital, la promotion d'une "prosperité commune" ou encore la stratégie "zéro Covid". Toutefois, si la rupture de l'équilibre existant entre les factions au sein du parti peut sans aucun doute permettre d'accélérer le processus de décision, cela présente aussi l'inconvénient

✓ Sur l'estrade : 20^e Congrès du Parti communiste. Sur le papier : Héritage de Xi. Dessin de Heng paru dans **Yazhou Zhoukan**, Hong Kong.

d'augmenter les angles morts dans la gouvernance, faute de contrepois et en l'absence de débats.

En outre, la forte concentration des pouvoirs entraîne une augmentation de l'incertitude sur l'évolution future de la Chine. Au départ, la montée en puissance de la Chine n'était déjà pas sans laisser sceptique la communauté internationale. Mais le 20^e Congrès a montré que Xi Jinping était parvenu à ses fins, notamment en faisant figurer dans la charte du parti la nécessité de "promouvoir un esprit de combat et [de] renforcer la capacité de combat", comme il le souhaitait.

Cela fait craindre aux observateurs étrangers une escalade des tensions en matière de concurrence entre la Chine et les États-Unis et le reste de l'Occident. Ils redoutent que la tendance au "combat" ne l'emporte sur la recherche de compromis ou la coopération, que ce soit dans le détroit de Taïwan, en mer de Chine méridionale, ou à propos des microprocesseurs ou du découplage économique. S'ajoute à tout cela la crainte d'une recrudescence des troubles géopolitiques.

Notons cependant que le rapport du 20^e Congrès ne sort pas du cadre du développement de la Chine déterminé depuis le lancement de la politique de réforme et d'ouverture [en 1979 par Deng Xiaoping]. Il n'a fait que réaffirmer le vieux credo du PCC, à savoir que le développement est la priorité du parti à la tête du pays pour le conduire à la prospérité. Pas de surprise non plus à propos de Taïwan. Le PCC compte donc toujours profiter de ce qu'il définit comme une période de "coexistence d'opportunités stratégiques et de défis risqués" pour réaliser son objectif lointain de modernisation socialiste du pays d'ici à 2035, tout en maintenant une stabilité générale dans ses relations intérieures et extérieures.

Malgré les facteurs d'incertitude, qui devraient continuer de se multiplier, nous pouvons espérer que la Chine, deuxième économie mondiale, s'efforce de maintenir sa politique d'ouverture sur le monde extérieur et de développement.—

Publié le 24 octobre

SOURCE



LIANHE ZAobao

Singapour, Singapour
Quotidien
zaobao.com.sg

Né de la fusion, en 1983, de deux anciens journaux singapouriens, *Nanyang Siang Pau* et *Sin Chew*, il est aujourd'hui l'un des plus lus de la région et le premier quotidien en langue chinoise de la cité-État.

“Giorgia et ses Frères” au pouvoir



ITALIE — “Voici le gouvernement de Giorgia”, titre **La Stampa** le 22 octobre. Le jour même, la nouvelle

présidente du Conseil, Giorgia Meloni, a prêté serment au palais du Quirinal, à Rome, devant le président de la République, Sergio Mattarella. Elle a été suivie de ses deux vice-Premiers ministres, Matteo Salvini, le chef de la Ligue, et Antonio Tajani, du parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia. Dans un éditorial intitulé “La petite patrie de Meloni et ses Frères”, en référence au parti Fratelli d'Italia (“Frères d'Italie”), qu'elle a créé en 2011, le journal turinois estime qu'à 45 ans Giorgia Meloni “a écrit une page d'histoire. Pour deux raisons au moins : elle est la première femme Premier ministre d'Italie et elle dirige le premier gouvernement de la droite post-MSI de l'après-guerre”. Le MSI (Mouvement social italien) était un parti d'inspiration néofasciste fondé en 1946. Ainsi, “d'un seul coup, elle brise le plafond de verre de la position subalterne des femmes et le tabou irréductible de la ‘matrice fasciste’”.

Le Nil Bleu s'enfonce dans le chaos

SOUDAN — Après la mort d'au moins 200 personnes dans des affrontements tribaux, des milliers de manifestants ont mis le feu, le 23 octobre, au siège du gouvernement de l'État du Nil Bleu à Damazine et pillé un entrepôt d'armes, rapporte **Sudan Tribune**, qui parle d'une “extension du chaos dans la région”. Depuis juillet, les Haoussa dénoncent la loi tribale qui leur interdit de posséder des terres, car arrivés en dernier dans le Nil Bleu. Ils accusent les Berta d'être derrière ce déchaînement de violences et parlent même de “nettoyage ethnique”. Dans le courant de l'été, 150 personnes avaient déjà été tuées, et 65 000 déplacées.

UNION EUROPÉENNE

Le couple franco-allemand se met en pause

Entre autres choses, l'énergie et la défense divisent Paris et Berlin. Une brouille malvenue alors que la guerre en Ukraine redouble d'intensité.

— **Süddeutsche Zeitung Munich**

Il est toujours navrant d'apprendre que l'Union européenne (UE) pourrait partir en capilotade à cause des vacances d'automne en Allemagne. Cinq ministres allemands auraient prévu – de longue date – de partir en congés et, à en croire la chancellerie, leur absence est une raison suffisante pour annuler le Conseil des ministres franco-allemand [initialement prévu le 26 octobre à Fontainebleau].

Cette annonce est intervenue à la veille du sommet européen [du 20 octobre] à Bruxelles, que le chancelier allemand, Olaf Scholz, et le président français, Emmanuel Macron, abordent avec des positions très différentes sur des sujets essentiels, comme la politique économique et énergétique. La nouvelle a de quoi surprendre : le couple franco-allemand se met en pause alors que la guerre sévit en Europe.

Dire que le gouvernement allemand, avec la complicité de la France, fait preuve d'ambiguïté est encore indulgent. La guerre fait rage en Ukraine depuis le 24 février, cela n'aura échappé à aucun responsable des agendas.

Duplicité morale. Les vacances, ainsi que le sommet européen, étaient planifiées depuis longtemps. Et l'on sait l'importance du duo franco-allemand dans la viabilité du projet européen depuis la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca), en 1951. Mais les deux pays partenaires prennent aujourd'hui des chemins différents, et voilà pourquoi le Conseil de Fontainebleau a été annulé.

Paris et Berlin étant dans l'incapacité de se mettre d'accord sur la question de l'énergie, cela fait des semaines que l'UE tourne en rond. [Les Français préconisent notamment un plafonnement des prix du gaz au niveau européen, ce que les Allemands voient comme une mesure dangereuse sur le plan économique.]

Les chefs d'État et de gouvernement réunis à l'occasion du sommet européen doivent trouver – on l'espère – une solution commune pour garder le contrôle sur

l'évolution des prix [le président du Conseil européen, Charles Michel, a annoncé, dans la nuit du 20 au 21 octobre, que les dirigeants de l'UE s'étaient mis d'accord pour “travailler à des mesures” pour endiguer la flambée des prix de l'énergie]. Mais cela ne devrait rassurer personne. Il n'est pas possible de diriger l'Europe suivant le principe que les choses ont toujours fini par s'arranger. L'UE est une construction qu'il faut soigner, sinon les choses risquent de ne plus s'améliorer.

Les regards se tournent à présent vers les ministres allemands, notamment [celle des Affaires étrangères,] Annalena Baerbock, et vers ce qu'ils vont faire pendant ces vacances. L'affaire tombe à point nommé pour le chancelier, qui cherche à détourner l'attention de ses erreurs. Il n'a pas réussi à s'entendre avec le président français sur des questions capitales pour l'avenir de l'Europe, telles que l'énergie ou la défense.

On sait qu'Emmanuel Macron aime défendre des intérêts nationaux en prétendant agir au nom de l'Europe. Sauf qu'en matière de duplicité morale Olaf Scholz semble faire mieux encore, notamment avec son plan d'aide de 200 milliards d'euros destiné aux ménages et aux

entreprises allemandes, qu'il a décrété sans l'avoir soumis à ses partenaires européens.

Prospérité perdue. Vu de Bruxelles, l'Allemagne est désormais un sujet de préoccupation. Deux piliers de la prospérité allemande – le gaz russe bon marché et les dividendes de la paix [ces économies faites par le pays lorsque d'autres États prenaient en charge sa sécurité] – sont à terre. Et le troisième – les échanges commerciaux avec la Chine – est en train de chanceler [à cause des tensions entre Pékin et Taïwan].

À présent, une coalition gouvernementale inédite – [elle rassemble les sociaux-démocrates, les Verts et les libéraux] – tente de sauver ce qui peut l'être, sans se soucier des autres pays du Vieux Continent. C'est l'opinion qui domine chez les partenaires européens, aussi injuste soit-elle. Voilà ce que le chancelier devrait garder à l'esprit plutôt que de jouer au génie incompris.

Olaf Scholz [était] attendu à Paris pour un tête-à-tête avec Macron [le 26 octobre], ce qui [devrait être] l'occasion de poser les bases d'un nouveau départ.

— **Josef Kelnberger**
Publié le 20 octobre

10^E ÉDITION

LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ONT UN INCROYABLE TALENT !

LE 24 OCTOBRE 2022, LEPETITJOURNAL.COM, LE MÉDIA DES FRANÇAIS ET DES FRANCOPHONES À L'ÉTRANGER, A RÉCOMPENSÉ AU QUAI D'ORSAY 7 FRANÇAIS EXCEPTIONNELS QUI ONT RÉUSSI À L'ÉTRANGER.

SINGAPOUR



CLAIRE CHABRIÈRES
ShiokFarm
Trophée Entrepreneur
EDHEC

PHILIPPINES



FRÉDÉRIC TARDIEU
Sulubaai
Trophée Innovation
MisterFly

BELGIQUE



CLAIRE DE KERAUTEM
11 toit 2 âges
Trophée Impact Social
Malakoff Humanis

SINGAPOUR



ARNAUD DE FONTGALLAND
Sing'Baroque
Trophée Culture /
Art de Vivre
France Médias Monde

IRLANDE



MURIEL GRENON
Cell Explorers
Trophée Education
CNED

INDE



FRÉDÉRIC GEFFROY
Planète Tigre
Prix du Public
Banque
Transatlantique

ESWATINI



CLAUDIA CASTELLANOS
Black Mamba
Trophée Ancien-ne élève
des Lycées français
du monde
AEFE

LEPETITJOURNAL.COM REMERCIE SES PARTENAIRES












✓ Le fantôme d'Idriss Déby conseillant son fils Mahamat Déby lors de son investiture comme président de la transition, le 10 octobre. Dessin de Glez paru dans l'antenne sénégalaise de RFI, Dakar.

Vols à l'étalage

PORTUGAL — Dans certaines grandes surfaces, des boîtes de thon, des bouteilles d'huile d'olive, mais aussi de la morue, du saumon ou du poulpe congelés sont en vente... avec un antivol. Car "la crise fait grimper les vols de nourriture dans les supermarchés", annonce le 21 octobre l'hebdomadaire **Expresso**. Le prix d'un panier de courses moyen, calculé par l'association de défense des consommateurs Deco Proteste, coûte désormais 214,30 euros, soit 30,67 euros de plus qu'avant que la guerre n'éclate en Ukraine.

Port à vendre



ALLEMAGNE — "Le piège chinois." Sur sa une du 21 octobre, le **Hamburger Morgenpost**

ne cache pas ses craintes après les révélations selon lesquelles la chancellerie soutiendrait la vente partielle du port de Hambourg au chinois Cosco. Selon le tabloïd, la perspective d'une telle transaction a provoqué une "colère immense". Face aux critiques, le gouvernement envisage un compromis pour limiter la participation du géant asiatique au sein des infrastructures portuaires.

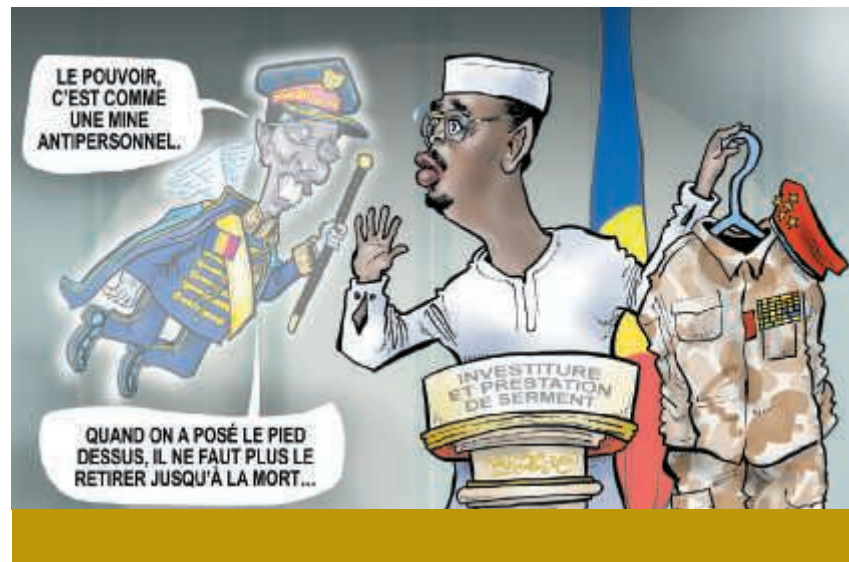
Une peste salubre

GÉNÉTIQUE — "De nombreux Européens sont porteurs de mutations génétiques qui ont protégé leurs ancêtres de la peste bubonique", rapporte **The New York Times**. L'analyse de l'ADN de personnes mortes avant, pendant et après la "peste noire" du milieu du XIV^e siècle a permis d'identifier quatre gènes pour lesquels différentes versions conféraient soit une protection contre la maladie, soit une prédisposition, détaille l'étude publiée dans *Nature* le 19 octobre. La plupart de ceux qui ont survécu à l'événement le plus meurtrier de l'histoire de l'humanité étaient dotés de la version protectrice des gènes. Fâcheuse contrepartie : ceux qui en ont hérité courent un risque plus élevé de maladies auto-immunes.

TCHAD

Une cocotte-minute près d'exploser

La répression sanglante de la manifestation du 20 octobre montre la volonté du clan Déby de s'agripper au pouvoir.



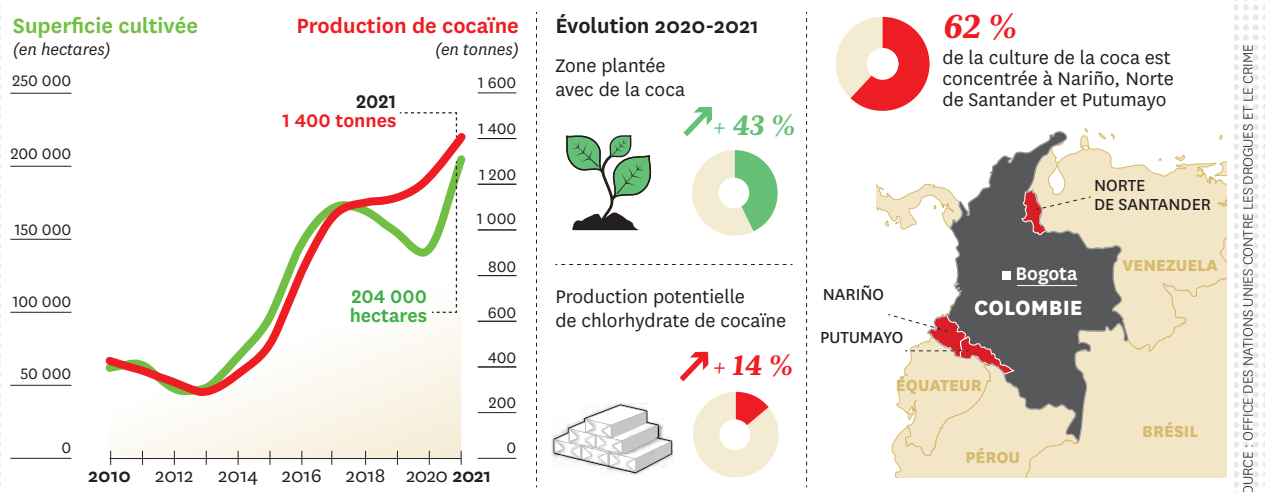
— Le Djely Conakry

Ce lundi 24 octobre, les Tchadiens commencent une nouvelle semaine qu'ils espèrent moins sanglante que celle qui vient de s'achever. En effet, jeudi dernier, le pays a été le théâtre d'une des manifestations les plus meurtrières de son histoire. Une cinquantaine de morts, selon le pouvoir, beaucoup plus selon les opposants. Des morts et des blessés consécutifs à la répression aveugle et sourde que le pouvoir de N'Djamena a réservée à des citoyens dont le seul tort était d'exprimer leur désaccord vis-à-vis de l'extension [annoncée de deux ans] de la période de transition.

Cette répression, au-delà des questions se rapportant strictement à la gestion de la transition, en dit long sur la volonté du clan Déby de s'agripper au pouvoir. Envers et contre tout, et quoi que cela puisse coûter. Au-delà d'une répression, il y a une volonté de punir pour dissuader. Et c'est pourquoi le débat sur le rapport entre les Déby et le pouvoir doit être clairement posé. Il n'est, en effet, pas évident que les Tchadiens consentent à ce qu'après trente ans de règne du père il soit permis au fils de

L'INFOGRAPHIE DE LA SEMAINE

Les plantations de coca en pleine expansion



COLOMBIE — "En 2021, la culture de la coca a atteint des niveaux historiques en Colombie. La tendance à la baisse des trois dernières années est rompue", résume **El Tiempo** après la publication, le 20 octobre, d'un rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. En un an, les surfaces consacrées

à la culture de la plante à la base de la production de la cocaïne ont presque augmenté de moitié (+43%), passant de 143 000 à 204 000 hectares. Il s'agit d'un record depuis 2001, date à laquelle l'ONU a commencé ses inspections. Parmi les raisons de cette expansion, l'émergence de nouveaux groupes

criminels, mais aussi l'explosion de la pauvreté due à la pandémie de Covid-19, qui en encourage beaucoup à investir dans cette culture rentable. Quant à la production de cocaïne, elle continue de se développer : quelque 1 400 tonnes ont ainsi été fabriquées en 2021, contre 1 228 l'année précédente.

SOURCE : OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LES DROGUES ET LE CRIME

reprenre le flambeau. La communauté internationale devrait sortir des condamnations de principe et se saisir de la crise tchadienne par le bon bout. Jusqu'ici, elle a feint de ne pas voir la réalité en face. Mais après la journée de violences de jeudi dernier, personne ne peut plus se voiler la face. Le Tchad est une cocotte-minute qui peut exploser à tout moment. Les frustrations et les rancœurs sont telles que les populations n'en peuvent plus de les contenir. Et, bien sûr, au premier rang des malaises qui tenaillent les Tchadiens, il y a le sentiment que, dans ce pays, le pouvoir est une propriété exclusive des Déby.

Ainsi, de 1990 à avril 2021, soit durant trente et un ans, le pays n'a connu qu'un seul président, à savoir Idriss Déby Itno. Durant son long règne, les scrutins qu'il a organisés ne l'ont été que de façade. Avant même le vote, tout le monde était certain de sa victoire. Ayant verrouillé l'espace civique et politique, Déby père, à sa mort, ne revendiquait pas non plus un bilan économique et social digne d'éloges.

Dans un tel contexte, sa mort au combat [en avril 2021] avait été perçue comme la possibilité d'une alternance au sommet du pays. Sauf qu'avec le temps cet espoir s'est

mué en cauchemar. Surtout depuis qu'à la suite du dernier Dialogue national inclusif et souverain (DNIS) son fils a été autorisé à rester à la tête du pays pendant deux nouvelles années. Et qu'il peut même, à la fin de cette transition, se porter candidat à la présidentielle devant mettre fin à la période d'exception. C'est cette sombre perspective que les Tchadiens ont voulu dénoncer. D'où l'ampleur exceptionnelle de leur mobilisation.

Traque. En face, on n'y est pas non plus allé avec le dos de la cuillère. Redoutant la perte du pouvoir, les faucons du régime ont maté la contestation. De cette façon, ils entendaient administrer à l'opposition une leçon qu'elle n'oublierait pas de sitôt. À la subtilité des négociations et du dialogue, ils préfèrent la force dissuasive de la kalach.

Partisans affirmés de l'approche radicale, ils sont inaccessibles au remords. Ainsi, alors que le pays se remet péniblement de la folle journée de jeudi et que les blessés pansent leurs plaies, les sécurocrates du régime continuent de traquer les opposants, dont plusieurs centaines, raflés comme de banals malfrats, sont expédiés manu militari dans le nord du pays pour

y être emprisonnés et peut-être torturés. Ce face-à-face dont le Tchad sortira absolument perdant, la communauté internationale doit aider à l'arrêter. D'autant qu'à la dimension strictement politique pourraient très rapidement se greffer des considérations ethniques.

En effet, même si on n'en parle que timidement pour le moment, la domination de l'ethnie des Zaghawas sur le pays commence à agacer. Le fait qu'elle tienne les leviers du pouvoir depuis bien trop longtemps alors qu'elle ne représente que 10 % de la population est de plus en plus insupportable.

Par ailleurs, de manière plus globale, les Tchadiens du sud du pays rongent leur frein. Ils en ont de plus en plus marre de ce qu'ils voient comme leur marginalisation. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si c'est dans les villes de cette zone-là que les manifestations ont été les plus violentes.

Ces menaces rampantes, il faudra y mettre un terme. Ce qui ne peut se faire avec l'arrogance et le déni qui caractérisent le pouvoir tchadien. Pourtant, dans un pays dont une partie de l'opposition est armée, l'arrogance n'est pas la meilleure des alliées.

— **Boubacar Sanso Barry**
Publié le 24 octobre

Chronologie

UNE TRANSITION AVORTÉE

2021. 19 avril — Idriss Déby meurt à l'âge de 68 ans après avoir été blessé dans des combats contre les rebelles.

20 avril — Un conseil militaire de transition (CMT), présidé par son fils Mahamat Déby, 37 ans, "dissout la Constitution, le gouvernement et l'Assemblée nationale", annonce **Tchad Infos**. Il promet des élections libres dans dix-huit mois.

27 avril — Des manifestations interdites contre la junte se soldent par la mort de six personnes. Le général Déby promet "un dialogue national inclusif". Le 12 août, les groupes armés sont alors invités à y participer. Il ne s'ouvrira qu'un an plus tard, le 20 août 2022, mais il est boycotté par la majorité de l'opposition.

2022. 1^{er} octobre — La période de transition est prolongée de deux ans. Mahamat Déby reste à la tête du pays.

20 octobre — Le jour où la transition aurait dû prendre fin, l'opposition appelle à manifester. Des affrontements éclatent. On dénombre une cinquantaine de morts.



Avec Cynthia Fleury,
Dominique Bourg,
Virginie Maris,
Baptiste Morizot...

Egalement dans ce numéro :
Ruben Östlund,
Michael Schur,
Diderot...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR PHILOMAG.COM



dossier



FRANCE

DERNIÈRE CRISE AVANT LA PROCHAINE

Il n'y a pas eu de "convergence des luttes" ni de retour des "gilets jaunes". Mais ce serait une erreur pour le gouvernement de pousser un soupir de soulagement, car rien n'est terminé, estiment les médias internationaux. L'hiver sera dur en France pour de nombreux ménages. Face à l'inflation et à un sentiment d'injustice, la question de la juste répartition des richesses se pose avec une nouvelle urgence, et pourrait bien devenir explosive quand l'Élysée attaquera les prochaines réformes. Les analyses de la presse étrangère.

Après le pétard mouillé, le feu d'artifice reste à venir

Le conflit social dur annoncé est seulement repoussé, surtout si le gouvernement et les syndicats maintiennent leurs caps respectifs, estime ce journaliste britannique.

—The Local Paris

L'inflation est en roue libre en France ainsi que la surenchère dans le discours des politiques et des médias.

La grève en demi-teinte du 18 octobre en France était annoncée comme le début d'un "nouveau Mai 68". Le dirigeant de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon avait même affirmé que cette mobilisation serait le commencement d'un nouveau "Front populaire" (le mouvement qui a permis aux Français d'avoir deux semaines de congés payés dans les années 1930). La réalité s'est avérée toute autre.

Seul un cheminot sur quatre a rejoint la grève de mardi. Un dépôt ferroviaire sur trois a voté la prolongation de la mobilisation. La grève a été observée par 6 % des professeurs et 4 % des fonctionnaires. Le métro parisien fonctionnait normalement, les bus de la capitale un peu moins.

Après plus de deux semaines de blocage dans les raffineries, 90 salariés du pétrole étaient encore en grève mercredi (sur 5 000 ou plus dans le pays), et une station-service sur quatre était encore à court de carburant.

La manifestation de Mélenchon à Paris dimanche "contre la vie chère" avait aussi des airs de pétard mouillé. Il avait promis 300 000 manifestants dans les rues et a finalement annoncé 140 000. Selon le comptage réalisé par un cabinet indépendant pour un collectif de médias français, 29 500 personnes seulement avaient fait le déplacement.

Le président Emmanuel Macron et la Première ministre Élisabeth Borne peuvent-ils enfin pousser un soupir de soulagement ? La révolution n'aura-t-elle finalement pas lieu ?

C'est encore trop tôt pour le dire. La grève dans les raffineries de pétrole risque de continuer encore un peu. Il n'y a peut-être que 90 salariés en grève sur cinq des sept raffineries, mais ce sont eux qui ont le pouvoir d'ouvrir les vannes et de faire couler à flots l'essence et le gazole.

Malgré la réquisition de certains travailleurs grévistes par le gouvernement, il faudra attendre encore une bonne semaine pour que la distribution de carburant revienne à la normale.

Même si la menace d'une grève de grande ampleur dans les transports a été écartée, certains cheminots appellent à une série de nouvelles "journées d'action" (c'est-à-dire d'inaction) ce mois-ci et le mois prochain. Les salariés du secteur

nucléaire, déjà régulièrement en grève depuis janvier, menacent d'interrompre les travaux de réparation et de maintenance des réacteurs français mal en point, pourtant indispensables pour que la France ne se trouve pas dans le noir cet hiver.

Par ailleurs, il y a un vrai problème avec les salaires. Certains secteurs n'ont pas ajusté les salaires sur l'inflation (officiellement 5,9 %, l'inflation la plus faible de la zone euro). Par conséquent, certains salariés jugent que la hausse cumulée de 8 % du salaire minimum les a relégués au rang des salariés les moins bien payés.

Le président Emmanuel Macron et la Première ministre Élisabeth Borne ont mis du temps à saisir l'ampleur du problème et tardé à voir que les juteux profits inattendus du secteur pétrolier allaient transformer les salariés des raffineries, pourtant très bien payés, en un symbole improbable de l'injustice sociale. Plusieurs ministres ont récemment, mais sans doute trop tard, appelé les employeurs à revaloriser les salaires le plus vite possible.

Le prochain dossier épineux qui attend le gouvernement est celui des salariés du nucléaire.

Les grèves du 18 octobre étaient en théorie une réaction à la décision du gouvernement de casser (ou du moins d'assouplir) la grève des raffineries en forçant quelques salariés grévistes à reprendre le travail. La justice a confirmé que la décision du gouvernement était parfaitement légale, mais ce recours a eu de toute évidence pour effet de durcir la mobilisation. Pourtant, d'autres facteurs entrent également en ligne de compte.

Tout d'abord se tiendront en décembre les élections professionnelles, qui ont lieu tous les quatre ans et qui décideront de l'équilibre des forces en présence entre les cinq principaux syndicats de l'Hexagone. La CGT, traditionnellement partisane d'une ligne dure, veut prouver que l'intransigeance fonctionne mieux que l'approche plus conciliante et plus rigoureuse de la CFDT, qui a pris la place de la CGT il y a quatre ans en tant que premier syndicat de France.

Il y a également une lutte de pouvoir en interne à la CGT, puisque son dirigeant, Philippe Martinez, doit prendre sa retraite au début de 2023 (il a

SOURCE



THE LOCAL

Paris, France

thelocal.fr

The Local est un site d'information en anglais établi dans plusieurs pays européens. Il s'attache à raconter la société à travers la vie quotidienne de ces différentes communautés. Il revendique 5 millions de lecteurs mensuels.

← Grève. Dessin de Chappatte paru dans Der Spiegel, Hambourg.

62 ans). Ce n'est pas une coïncidence si la branche pétrochimie de la CGT, à laquelle appartiennent les salariés des raffineries, est aussi l'une des plus contestataires dans une fédération déjà jusqu'au-boutiste.

Pour les militants des syndicats et de nombreux manifestants interrogés mardi, les grèves sont aussi un avertissement lancé à Macron et à Borne en prévision de la réforme des retraites, programmée pour cet hiver.

Les salariés du secteur du pétrole, du nucléaire et de la SNCF bénéficient de régimes spéciaux qui leur permettent de partir à la retraite avant l'âge de 62 ans avec une retraite à taux plein. Ils ont également les moyens d'infliger le plus de dégâts à l'économie française.

Si le gouvernement arrive à bien gérer les grèves, il hésitera moins à faire passer en force son projet d'augmenter l'âge du départ à la retraite, de 62 à 64 ans (voire 65 ans) lors de ces quatre prochaines années.

Le gouvernement minoritaire de Borne va utiliser le 49.3 pour faire passer en première lecture son projet de budget 2023. Ce qui provoquera une explosion de fausse indignation au sein des rangs de l'opposition – à gauche, à droite et à l'extrême droite –, qui ont tout fait ces derniers jours pour rendre ce recours inévitable. [La Première ministre a déclenché deux 49.3 les 19 et 20 octobre, juste après la publication de cet article. Deux motions de censure ont été déposées en réaction, une par la Nupes, une par le Rassemblement national.]

Mais ce ne sera rien comparé à la levée de boucliers, pour ce qui est des grèves et des manifestations, si Macron dégainait également le 49.3 (comme il en a le pouvoir et a dit vouloir le faire) pour faire voter la réforme des retraites en février ou en mars prochain. Car si seuls 38 % des Français soutenaient les grèves de mardi, plus de 70 % sont opposés à une réforme des retraites.

La mobilisation sociale actuelle devrait s'esouffler encore pendant un temps. Le prochain dossier épineux qui attend le gouvernement est celui des salariés du nucléaire et non des 90 grévistes des raffineries. Mais la véritable conflagration sociale est à venir.

—John Lichfield
Publié le 19 octobre

Dernière minute

Trois motions rejetées

●●● "C'était la chronique d'un échec annoncé", écrivait **EL MUNDO** après le rejet, le 24 octobre, des trois motions de censure contre le gouvernement présentées par la Nupes et le Rassemblement national (RN). Échec peut-être, mais moins cuisant qu'attendu, le RN ayant, à la dernière minute, joint ses voix à celles de la gauche – il manquait 50 voix pour faire chuter le gouvernement. **Le Soir** retient que "mathématiquement, la séquence a permis à l'exécutif d'éprouver qu'il représentait toujours la seule majorité parlementaire, fût-elle relative." Mais "les prochains mois seront éprouvants", anticipe le quotidien. Et **Politico** de mettre en garde : "L'alliance improbable des oppositions devient de plus en plus dangereuse pour M. Macron."

L'argent n'a pas suffi à éteindre la colère

De nombreux Français redoutent que leur situation financière empire malgré les milliards mobilisés par l'État pour enrayer l'inflation et prévenir une nouvelle grogne sociale d'ampleur. Ce quotidien américain est allé à leur rencontre en Seine-Saint-Denis.

—The Washington Post Washington

De Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis)

Rares sont les pays à avoir pris des mesures aussi audacieuses que la France pour protéger leurs citoyens des effets de la crise énergétique que connaît l'Europe. Pourtant Hélène Bakker ne peut pas s'empêcher de se demander si elles suffiront en remontant une file interminable de véhicules qui font la queue pour acheter du carburant à une station-service de Neuilly-sur-Marne, à vingt minutes seulement de train de Paris, en cette semaine d'octobre.

Les automobilistes avancent centimètre par centimètre en klaxonnant et en se criant dessus – pour arriver à un panneau qui annonce “plus d'essence”. Les policiers présents portant des fusils ont du mal à calmer la tension. Certains conducteurs tentent de resquiller sur fond de crissement de pneus et les agents s'interposent.

“Ce n'est pas un quartier riche ici, déclare Hélène Bakker, 59 ans. Le contexte est explosif. Ça pourrait bien déboucher sur quelque chose de plus grave.”

La pénurie de carburant que connaît la France est due à une grève des salariés des raffineries : ils demandent une augmentation des salaires, entre autres parce que les compagnies pétrolières et gazières réalisent de gros profits du fait de l'augmentation des prix de l'énergie en Europe. Cependant cette pénurie catalyse un sentiment plus général : l'hiver sera rude – mais seulement pour ceux qui n'ont pas les moyens.

“Les riches s'en sortiront toujours, déclare une retraitée approchant des 70 ans qui se présente comme M^{me} Chauvette. Ce sont les classes moyenne et ouvrière qui souffrent.”

Elle espérait acheter un petit bidon d'essence pour la voiture de sa fille mais le panneau électronique qui indique les prix s'est éteint et elle a quitté la station-service les mains vides. D'après la télévision française, 28 % des stations-service sont à court d'essence ou de gazole. [Selon le gouvernement, le 24 octobre, “un peu plus de 10% des stations” se trouvaient encore en difficulté].

Un livreur d'Uber Eats se tient à côté. Il a pu refaire le plein de sa voiture il y a quatre jours mais n'a pu accepter de livraison depuis le week-end, confie-t-il.

Certains commencent à faire des comparaisons entre le mécontentement actuel et le mouvement

des “gilets jaunes”. Celui-ci avait commencé en 2018 pour protester contre un projet d'augmentation des taxes sur le carburant mais s'était rapidement étendu aux inégalités sociales. Le tour violent qu'il avait pris en 2019 avait bloqué le programme d'Emmanuel Macron.

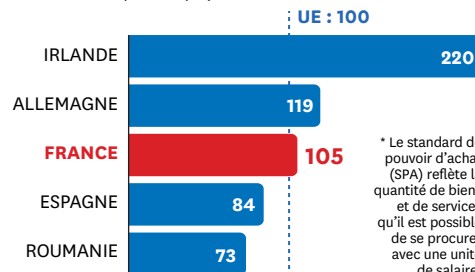
Ce mouvement étant toujours bien présent dans les mémoires, les prix du gaz naturel ont été bloqués au niveau de ceux de l'automne 2021 et l'augmentation des prix de l'électricité a été plafonnée à 4 %. Le prix de l'essence a en outre été fortement subventionné. Conséquence, l'inflation demeure plus faible en France que dans nombre d'autres pays.

Les prix vont augmenter progressivement l'année prochaine mais devraient encore être plus bas que dans la plupart des pays européens, confrontés à l'augmentation du prix de l'énergie.

Le pouvoir d'achat en Europe

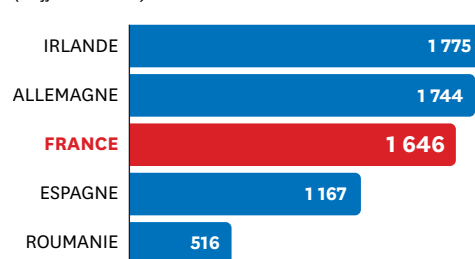
PIB par habitant

En SPA*, base 100 = moyenne des 27 États membres de l'Union européenne (UE), 2021



Salaire minimum

Montant mensuel brut en euros, au 22 juillet 2022 (chiffres arrondis)



(À noter : un salarié qui vit avec 516 euros en Roumanie a un pouvoir d'achat nettement supérieur à un travailleur qui toucherait le même salaire en France.)

SOURCES : TOUTE L'EUROPE, EUROSTAT, COMMISSION EUROPÉENNE



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Vive la France, vive le col roulé! Parade d'Emmanuel Macron et de ses ministres à la hausse des tarifs de l'énergie, la recommandation du port du col roulé a passablement agacé la classe politique française. Pourtant, il a du mérite, soutient **The Spectator** avec un brin d'ironie.

La France – où le mécontentement social s'exprime souvent rapidement et bruyamment – est particulièrement sensible à toute augmentation du coût de la vie depuis cinq ans que Macron cherche à libéraliser l'économie tout en faisant taire ceux qui expriment leur préoccupation quant aux répercussions sociales de ses projets.

Cependant elle offre toujours un avertissement important aux autres pays d'Europe : le plafonnement des prix de l'énergie profite le plus à ceux qui en ont le moins besoin, ce qui exacerbe encore les inégalités au lieu de les résorber.

Le plafonnement des tarifs s'applique à tous les foyers à peu près de la même façon. Or “il faut avoir une limite, de façon que les foyers qui consomment beaucoup d'énergie n'en bénéficient pas autant

Le plafonnement des prix de l'énergie profite le plus à ceux qui en ont le moins besoin, exacerbant les inégalités.

que les autres”, sauf s'ils ont une bonne raison de consommer beaucoup, déclare Ray Galvin, un scientifique spécialiste de l'environnement.

Les habitants des quartiers pauvres surveillaient déjà leur consommation d'énergie bien avant la crise actuelle pour faire des économies, mais ce sont eux qui seront le plus durement affectés par l'inflation et l'augmentation du prix du gaz. En revanche, la crise ne touchera peut-être que très légèrement les zones riches de la capitale, les alentours de la tour Eiffel ou les Champs-Élysées, même si leurs habitants consomment en général plus de cinq fois plus en chauffage, électricité et gaz par tête que les habitants des quartiers pauvres.

Certains pays et villes tentent de résorber ce déséquilibre par des mesures qui visent les riches. L'Espagne va introduire un impôt de solidarité provisoire pour les plus riches. Le maire de Kitzbühel, une station de ski autrichienne fréquentée par les riches et les célébrités, compte aller encore plus loin : les propriétaires qui continuent à chauffer le garage de leur Ferrari ou à illuminer la façade de leur villa malgré les avertissements se verront privés d'électricité. En Allemagne, le prix du gaz naturel ne devrait être plafonné que jusqu'à un certain niveau de consommation cet hiver, ce qui incitera les riches à faire attention aussi.

La Première ministre française, Elisabeth Borne, vise une réduction de la consommation d'énergie de 10 % au cours des deux prochaines années et appelle la population à se limiter et à baisser le chauffage.

Or ce que les gens ont en général retenu de son plan de “sobriété énergétique”, ce sont les photos qui accompagnaient la campagne : Borne vêtue d'une veste à la fermeture éclair baissée dans les pièces somptueuses de sa résidence et Macron en pull à col roulé à l'Élysée.

Les moqueries ont fusé en ligne mais cette campagne exacerbe les peurs pour l'hiver à venir dans les quartiers pauvres.

Pendant que l'élite parisienne célèbre la Fashion Week ce mois-ci, les maires de France baissent

SOURCE

THE WASHINGTON POST

Washington, États-Unis
Quotidien, 475 000 ex
washingtonpost.com

Le grand quotidien de la capitale américaine et l'un des titres les plus influents de la presse mondiale. Traditionnellement au centre droit, **The Washington Post** doit sa réputation à son légendaire travail d'enquête dans l'affaire du Watergate, qui entraîna la chute du président Nixon au début des années 1970. Il se distingue aussi par sa couverture très pointue de la vie politique américaine, ses analyses, ses reportages, ainsi que par ses nombreux chroniqueurs de tous bords politiques.



le chauffage dans les écoles, ferment les piscines et réduisent les heures d'ouverture des musées.

Pour éviter les coupures de courant, les chaînes publiques diffusent désormais des sortes de bulletins météo de la consommation d'énergie du pays. Dans les zones rurales, où le sentiment d'être négligé par le gouvernement est particulièrement prononcé, les syndicats de soignants annoncent que les chauffeurs d'ambulance, les infirmières et les médecins commencent à être à court de carburant.

À Neuilly-sur-Marne, habitants et responsables craignent que le gouvernement Macron, qui est tourné vers les entreprises, ne saisisse pas vraiment l'ampleur des problèmes sociaux à venir. Le monument aux morts est entouré de drapeaux français et porte le slogan "Liberté, égalité, fraternité" mais la ville présente un taux de pauvreté d'environ 20 %, et ses habitants vivent dans un monde bien différent de celui de Neuilly-sur-Seine, son homonyme situé de l'autre côté de Paris, où les avenues sont bordées d'hôtels particuliers.

Zartosht Bakhtiari, le maire, a déjà baissé le chauffage dans les salles de classe – même s'il reconnaît qu'il sera plus difficile d'apprendre dans ces conditions – et a annulé les illuminations de

Noël, que certains habitants attendaient depuis des mois. Cela ne suffira probablement pas. La ville verra ses dépenses énergétiques sextupler au cours des mois à venir parce que les mesures de plafonnement que le gouvernement a adoptées pour les particuliers ne s'appliquent en général pas aux municipalités.

"Même si on éteignait toutes les lumières, cela ne représenterait qu'un dixième de l'augmentation des dépenses", confie Bakhtiari. Il a lancé une pétition demandant l'aide du gouvernement. "Les villes qui n'ont pas beaucoup de ressources – ou dont les habitants dépendent beaucoup des services publics – seront durement touchées", annonce-t-il.

Il n'est pas le seul à s'inquiéter des inégalités. Entre l'inflation et la piètre isolation des immeubles, les appartements vont devenir des "passoires thermiques", déclare Hélène Bakker. Le gouvernement va verser une aide pouvant aller

Selon un sondage, le pouvoir d'achat, trois fois plus cité que l'immigration, est le souci premier des Français.

↑ Dessin de Chappatte paru dans *Le Temps*, Genève.

jusqu'à 200 euros aux ménages vulnérables pour les soulager dans l'immédiat. Une somme que certains jugent insuffisante pour compenser les répercussions de l'inflation dans certaines communautés. "On a une crise de l'énergie sans précédent, comme on n'en avait pas vu depuis le choc pétrolier de 1973, déclare Sébastien Jumel, un député d'extrême gauche [Parti communiste]. Et alors qu'il faudrait en quelque sorte des mesures de temps de guerre, on agit à coups de cuillère à café."

Cinquante-huit pour cent des Français se disent "mécontents" de l'état de leur pays et un tiers se disent "très en colère", selon un sondage récent. Le pouvoir d'achat constitue la préoccupation principale, il est trois fois plus cité que l'immigration et la délinquance.

La manifestation de ce week-end [le 16 octobre] vise peut-être aussi à empêcher ces sentiments de déborder et de déboucher sur un mouvement plus violent et moins structuré, comme les "gilets jaunes". Si la colère populaire "s'exprime de façon désorganisée et sans s'appuyer sur des revendications et des solutions, toute la République risque d'être déstabilisée", déclare Jumel.

— Rick Noack
Publié le 15 octobre



Le 49.3 ne s'use que si l'on s'en sert

Imposer le projet de loi de finances grâce à ce dispositif pourrait fragiliser davantage l'image du président et la marge de manœuvre du gouvernement dans les mois à venir.

C'est le nombre magique de la vie parlementaire française : 49.3", écrit le quotidien espagnol **El País**. C'est à l'aide de ce célèbre article de la Constitution qu'Élisabeth Borne a donc déclaré la fin des débats portant sur le projet de loi de finances le mercredi 19 octobre. À ce moment-là, les discussions des 3349 amendements au texte duraient depuis cinquante heures. Le projet de loi a été adopté sans d'autres discussions. Suivi de la loi sur le financement de la Sécurité sociale, adoptée, elle aussi, par le même procédé.

L'événement a été scruté par la presse internationale. A-t-il permis de sortir d'une impasse parlementaire? Est-il annonciateur des mois à venir?

Pour ce cas précis, rappelle le quotidien espagnol, l'utilisation du 49.3 avait été annoncée depuis longtemps : "L'opposition avait déjà fait le choix de l'obstruction." **The Guardian**, au Royaume-Uni, détaille que tous les groupes d'opposition avaient martelé, dès cet été, leur refus de voter

le budget, "ce qui permet au parti présidentiel d'affirmer que c'est contraint et forcé qu'il recourt à cet article constitutionnel d'usage exceptionnel". Du côté des motions de censure, le scénario semblait écrit d'avance. Même la jonction des voix de la Nupes et du Rassemblement national, annoncée à la dernière minute, n'ayant pas procuré la

majorité absolue nécessaire, elles sont "considérées comme largement symboliques", note **The Guardian**.

En somme, résume même le site britannique **UnHerd**, "le gouvernement a montré que l'opposition bluffait, ce que tout le monde savait. Comme la journée de grève du 18 octobre, le recours au 49.3 est une fausse crise. Comme cette journée de grève, il présage cependant d'une vraie crise dans le courant de l'hiver ou au début de l'année." Privé d'appui parlementaire, le gouvernement continuera à avoir du mal à diriger la France. D'autres utilisations du 49.3 pourraient suivre, avance le site. Dans ce sens, les Français viennent d'assister à "la première conséquence significative de cette réalité politique inédite que vit la France : un gouvernement sans majorité parlementaire", comme le rappelle le quotidien conservateur espagnol **La Razón**.

La brutalité du procédé est problématique. Pour **El País**, "le recours au 49.3 a pour effet immédiat d'augmenter la tension politique, et ce en plein épisode de tension sociale". Le

chef de l'État et son gouvernement, immédiatement accusés par les représentants de la Nupes et du RN de "mépris" et de "dénigrement de démocratie", ne sortiront probablement pas indemnes de cet épisode, surtout au regard des promesses du président "de faire advenir une gouvernance plus fédératrice", ajoute **The Guardian**. Le site britannique



← Dessin de Chappatte paru dans **Le Temps**, Genève.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Fuir le marasme anglais pour échouer dans une France où tout part en vrille.

Le Royaume-Uni, à la situation politique et économique plus que fébrile, donnait envie à ce journaliste du **Times** d'aller respirer un air plus tranquille chez ses voisins français. Mauvaise pioche, le voilà au beau milieu d'un vaste mouvement social et des pénuries de carburant, sans compter d'innombrables autres problèmes, qu'il relate dans ce billet d'humeur.

Repères

Le prochain dossier qui fâche : les retraites

●●● À Munich, la **Süddeutsche Zeitung** l'appelle "l'éternelle réforme de Macron". Après plusieurs tentatives de revoir les régimes de retraite de fond en comble durant son premier mandat, le président de la République remet aujourd'hui la pression : "Maintenant, quelques mois seulement après le début de son second mandat, il faut que tout aille très vite", observe le quotidien allemand. Du projet initial ambitieux reste désormais essentiellement un allongement de la durée de cotisation et le report de l'âge de départ. Un texte est annoncé, qui devra être discuté. Mais sur ces points, l'exécutif s'annonce intraitable : début 2023, quelques semaines sont prévues pour consulter les partenaires sociaux; il ne s'agira pas d'engager des négociations. "Si les syndicats continuent à s'opposer au projet, il fera quand même passer sa réforme grâce à un amendement au budget" de la Sécurité sociale.

Spiked écrit : "Autoritarisme libéral, c'est la locution qui décrit le mieux le mode de gouvernement de Macron – cela consiste à mettre de côté la démocratie et à faire appel au pouvoir répressif de l'État pour faire passer un programme économique de 'libéralisation'".

En même temps, au milieu des grèves et des manifestations, et alors que les pénuries de carburant ont sérieusement touché le pays, le passage en force permet sans conteste d'avancer, concède **Blick**, en Suisse. L'utilisation du 49.3 constitue alors "un pari", estime le quotidien : "Celui d'une France gouvernable malgré ses fractures parlementaires, et en dépit de la colère sociale qui gronde. Emmanuel Macron veut y croire, et son entourage ne cesse de distiller des compléments sur sa Première ministre, issue de la gauche et réputée tenace dans l'épreuve. Problème : rien ne démontre que ce calcul peut tenir le temps du quinquennat."

La question a tout d'un cas d'école, estime également la **Neue Zürcher Zeitung** (NZZ), qui va jusqu'à conseiller l'étude des derniers 49.3 dans les universités tant ils constituent "un support excellent pour un cours de droit constitutionnel et de science politique".

Comme **Blick**, la NZZ trouve que "le recours au 49.3 sert en fin de compte la stabilité. Ce procédé peu démocratique évite en effet à la France de se retrouver dans le tourbillon d'une crise gouvernementale qui n'aurait pas manqué d'arriver." Mais pour combien de temps sans remettre trop profondément en cause la légitimité d'un gouvernement "en position de faiblesse et d'infériorité numérique qui fait appel à cette méthode démocratiquement douteuse"? À en croire l'écho de la presse internationale, pas très longtemps.

— **Courrier international**

d'un
continent
à l'autre.
europe



Afrique.....	22
Amériques.....	26
Asie.....	32
Moyen-Orient...	34

Royaume-Uni. Rishi Sunak sauveur des torys ?

L'ancien ministre des Finances succède à Liz Truss à la tête du parti conservateur et du gouvernement. À 42 ans, il devient le plus jeune chef de l'exécutif depuis 1812 et la première personne issue d'une minorité ethnique à occuper ces fonctions.

Le 57^e Premier ministre du Royaume-Uni, le cinquième en six ans, s'appelle Rishi Sunak. L'ancien ministre des Finances de Boris Johnson a été désigné leader de la majorité parlementaire conservatrice, lundi 24 octobre, et par extension chef du gouvernement de Sa Majesté le roi Charles III. "En ce jour de Diwali, l'une des plus importantes fêtes en Inde, M. Sunak devient le premier Premier ministre britannique d'origine indienne", relève le tabloïd **The Sun**. Le plus jeune, aussi, depuis 1812.

Dans le sillage du retrait de Boris Johnson, dimanche soir, et de Penny Mordaunt, lundi en début d'après-midi, le député de 42 ans s'est retrouvé seul en lice pour succéder à Liz Truss, démissionnaire la semaine dernière. "Rishi Sunak a obtenu le soutien d'une majorité écrasante de députés torys", explique le journal populaire conservateur. La ministre chargée des relations avec le Parlement a peiné, pour sa part, à atteindre la barre fatidique des 100 parrainages nécessaires avant 14 heures ce lundi. Un vote des militants conservateurs était

initialement prévu pour départager les finalistes. Une étape rendue caduque, donc, par l'abandon de Penny Mordaunt.

"Rishi Sunak arrive au pouvoir six semaines après avoir perdu ce même vote des adhérents face à Liz Truss, dont le mandat – le plus court de l'histoire – s'est achevé dans l'ignominie" le 20 octobre, relève **The Daily Telegraph**. "Il se présente comme une personne compétente en économie et capable d'apporter de la stabilité, à lui de le prouver désormais."

Car ce diplômé d'Oxford et de Stanford, natif de Southampton, dans le sud de l'Angleterre, doit encore faire ses preuves sur la scène politique nationale, estime la presse britannique. "Il n'est député que depuis sept ans, constate **The Guardian**, et n'a été membre de premier plan du gouvernement que durant deux années. Même ses soutiens reconnaissent qu'il n'a pas encore l'expérience pour affronter les multiples crises en cours."

Les dégâts causés par le Covid-19 sur le système public de santé, la périlleuse situation

économique aggravée par sa pré-décèsseur, la perspective d'un hiver du mécontentement sur fond d'inflation galopante et de hausse des taux d'intérêt, "le Royaume-Uni s'apprête pourtant à affronter six mois difficiles", euphémise le journal de gauche.

Son ascension rapide, Sunak "la doit en partie à son soutien pour le Brexit lors du référendum de 2016", analyse le magazine **The Economist**. Une fois les députés europhiles écartés par Boris Johnson, architecte de la sortie de l'Union européenne, l'élu du Yorkshire a bénéficié

de la réorganisation des Torys autour d'un noyau eurosceptique.

Sa première tâche, prévient l'hebdomadaire **The Spectator**,

"sera d'unir un parti gangrené par des guerres intestines et un nombrilisme jamais vu depuis trente ans". Certes, plus de 180 députés conservateurs sur 357 le considèrent aujourd'hui comme leur sauveur, indique **The Guardian** : lui, le chancelier à l'origine de la mise en place du chômage partiel pendant le Covid, qui avait aussi prédit cet été l'échec

du projet économique néothatchérien de sa rivale Liz Truss.

Les adhérents et une partie de l'électorat, en revanche, le tiennent toujours pour responsable de la chute de Boris Johnson en juillet, précipitée par sa démission du ministère des Finances. Ils lui reprochent aussi, en tant que riche ancien banquier passé par Goldman Sachs, une certaine déconnexion d'avec la réalité. "Son goût pour le luxe passe mal, souligne **The Guardian**. En pleine crise du coût de la vie, il est le député le plus aisé de toute la Chambre des communes."

Dans une époque "où le pays s'inquiète de plus en plus du sort des perdants de la mondialisation, Sunak pâtit du fait qu'il en est clairement l'un des grands gagnants", complète **The Economist**. En témoigne, encore, la polémique survenue en début d'année autour de sa détention d'une *green card* américaine. Et du statut fiscal douteux de son épouse, héritière d'un empire indien de la tech.

Fils d'un médecin et d'une pharmacienne originaires des communautés indiennes installées en Afrique de l'Est, Rishi Sunak "symbolise néanmoins à quel

point nous avons évolué en tant que société, salue le magazine conservateur **The Spectator**. Peu de cas a été fait de l'aspect le plus révolutionnaire de son futur mandat, à savoir qu'il sera le Premier chef de gouvernement britannique non blanc."

La passation avec Liz Truss effectuée le 25 octobre, "les clés du royaume [sont] enfin à vous, Rishi Sunak, conclut **The Spectator**. Bon courage – vous allez en avoir besoin."

— **Courrier international**



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Rishi Sunak ou le triomphe du multiculturalisme à la britannique

Le **Daily Telegraph** salue le symbole d'une démocratie multiethnique en bonne santé.





Un club sur le déclin

Chasser Liz Truss de son poste après seulement six semaines de mandat est l'une des pires idées du petit cercle au pouvoir, raille ce journaliste de gauche.

—The Guardian Londres

En cet été 2022, la vie politique au Royaume-Uni a touché le fond comme rarement dans son histoire.

Quoi qu'il sorte de la semaine à venir, la "mère des Parlements" [expression désignant le Royaume-Uni tirée d'un discours du politicien John Bright en 1865] n'est plus qu'une mauvaise blague, et sa Constitution la risée du monde. Quatre Premiers ministres se sont vus éjectés en six ans, et jamais par un vote démocratique. Un cinquième va être désigné, et ce ne sera toujours pas par le biais d'une élection.

La vie politique britannique, c'est connu, est davantage la démocratie d'un petit club que celle du petit peuple. L'électorat – le petit peuple, donc – peut,

certes, désigner les membres du petit club tous les cinq ans, mais ensuite le petit club règne en maître. C'est lui qui choisit la personne la plus digne de lui faire allégeance pour diriger la nation. Lui qui détermine, en la mettant à l'essai, quand cette personne est bonne pour la casse. L'homme qui a porté le coup fatal à la Première ministre [jeudi 20 octobre] est ainsi Graham Brady [président de l'influent Comité 1922, qui regroupe tous les députés conservateurs], chargé de faire passer ces essais destructeurs pour le compte des torys.

Bagarre. Il n'aura fallu que six semaines à Liz Truss pour partir au rebut. Reconnaissons au Royaume-Uni le mérite de savoir corriger sans tarder un mauvais choix de direction (d'autres pays

pourront prendre exemple sur lui), mais, à part cela, tout ce processus d'indignation et de défenestration auquel on a assisté est parfaitement indéfendable. Le petit club, très fermé et d'ordinaire maniaque du règlement, a sombré dans la bagarre de sortie de pub, comme souvent en pareil cas. C'est que le vivier de talents

Le remède semble aller de soi : la démocratie doit de nouveau se tourner vers l'électorat.

du Parti conservateur est à sec depuis longtemps, vidé par Boris Johnson et ses habitudes de copinage. Quatre chefs de gouvernement et quatre gouvernements se sont succédé, chaque fois moins capables que les précédents. Un Premier ministre est tout de même censé incarner quelque chose. Liz Truss n'incarnait rien à Downing Street.

Le remède semble aller de soi : la démocratie doit de nouveau se tourner vers l'électorat. Une fois les conservateurs dotés d'un nouveau chef, les partis doivent établir leur programme et le soumettre au jugement de l'opinion. Dans le chambardement de l'après-référendum du Brexit, c'est d'ailleurs le choix qu'avaient fait Theresa May, en 2017, et Boris Johnson, en 2019. L'élection est d'autant plus souhaitable aujourd'hui que les travaillistes devraient l'emporter de façon écrasante. Ainsi un mandat clair serait-il donné, quand bien même ce serait à un nouveau pouvoir inexpérimenté placé sous la direction de Keir Starmer, car celui-ci verrait son autorité renforcée par le sentiment d'urgence nationale. La démocratie en sortirait revigorée.

À l'heure où nous parlons, ce scénario semble peu probable. Le petit club habituel occupe toujours Westminster, et la plupart de ses membres sont peu enclins à prendre la porte. L'intérêt de la nation doit aussi être pris en compte. Le pays a un nouveau ministre des Finances, Jeremy Hunt, qui semble maîtriser son sujet et être prêt à présenter un programme d'urgence. Il sera dur et impopulaire, mais vital. Le saborder en le soumettant à une campagne législative n'aurait aucun sens. Aussi grands

soient ses espoirs, le Parti travailliste doit avoir du bon sens et le comprendre. Il arrive que l'économique doive l'emporter sur le politique.

Que dire de Liz Truss? Elle a été élue par son parti il y a six semaines et a reçu un bon accueil, malgré une certaine nervosité, de la part de ses députés. Et puis il y a eu son mini-budget, en parfaite contradiction avec le programme de Johnson, sur lequel elle et son gouvernement avaient été élus. Cette absurdité idéologique n'a même pas eu besoin d'être rejetée par ses députés. Ironie de l'histoire, ce sont les forces du capitalisme sauvage qui ont ramené le gouvernement conservateur à la raison – et qui l'ont mis à genoux. Renvoyer dans la foulée son chancelier, Kwasi Kwarteng, était scandaleux et malhonnête de la part de Liz Truss.

Regret. Et quand elle a dû accepter la révision complète de son budget par Jeremy Hunt, l'humiliation était totale. Ses interventions en public ont perdu toute substance. Les conservateurs n'ont alors pas caché qu'ils regrettaient leur choix. Faut-il s'attendre à ce qu'ils présentent leurs excuses lors de la prochaine élection?

Les prochaines semaines risquent d'être encore plus compliquées. Les députés doivent se regrouper pour désigner une équipe intérimaire qui les mènera aux prochaines élections. La dernière chose dont ils ont besoin, c'est bien de reprendre leurs manœuvres politiciennes dans une campagne placée sous le signe de la division. L'opinion publique ne s'en remettrait pas.

C'est la dernière chance du petit club. La Chambre des communes a le droit et le devoir d'interpréter la volonté de l'électorat quand le contexte change, c'est l'essence même de la souveraineté parlementaire. Or depuis les dernières élections, en 2019, les députés conservateurs ont manqué à tous leurs droits et devoirs. Dans leur mission, qui consiste à donner au pays un gouvernement cohérent et stable, avec une véritable crédibilité morale, ils ont lamentablement échoué. S'ils laissent passer cette dernière chance, le peuple descendra dans la rue. Et il aura raison.

—Simon Jenkins
Publié le 21 octobre

À la une

LE "DAILY MAIL" RETOURNE SA VESTE



"La femme de la situation", s'enthousiasmait le Daily Mail au moment de la prise de fonction de Liz Truss, le 6 septembre.



"Enfin un vrai budget conservateur", se félicitait le tabloïd conservateur au lendemain de la présentation du fameux "mini-budget", le 23 septembre.

Dans les jours suivants, la publication pro-Brexit qualifie de "dindes" les députés conservateurs alarmés par la réaction des marchés.



"Truss n'a été qu'une passade désastreuse", lâchait enfin le journal populaire, vendu à 800 000 exemplaires quotidiens, après la démission, trois semaines plus tard, de la Première ministre qui aura eu le mandat le plus court de l'histoire du pays.

✎ Dessin de Schot,
Pays-Bas.

UKRAINE

À Kharkiv, “les Russes veulent nous plonger dans le froid et le noir”

Plus de générateurs, ni de gazinières dans les magasins, circulation réduite des trams et trolleybus, eau chaude au compte-gouttes... Malgré les succès de la contre-offensive face à l'armée russe, cette région industrielle du Nord-Est ukrainien se prépare à un hiver difficile.



—Süddeutsche Zeitung
Munich

Quand la nuit tombe, Kharkiv s'éteint. Pas d'enseignes lumineuses, pas de réverbères, seulement des appartements calfeutrés et des vitrines occultées. Cette métropole qui comptait autrefois plus d'un million d'habitants est plongée dans les ténèbres, comme si la ville voulait se fondre dans le décor et ne plus offrir de cibles aux missiles russes et aux drones iraniens. Kiev, la capitale, peut bien scintiller et rayonner. À Kharkiv, les maîtres promènent leurs chiens dans des rues désertes à la lueur de leur téléphone portable. Les rares

restaurants encore ouverts ne se risquent qu'à un éclairage discret. Et bientôt, peut-être, même ça, ce sera terminé.

Après les attaques de ces dernières semaines, près de la moitié des infrastructures électriques du pays sont endommagées. Il y a peu, c'est une centrale de Kryviy Rih qui a été touchée, dans le Sud,

à la suite de quoi la ville s'est retrouvée sans courant. Le ministre de l'Énergie, Herman Halouchchenko, a mis en garde contre de nouvelles frappes contre le réseau. Le conseiller à la présidence, Oleksiy Arestovitch, a évoqué des “mois” sans gaz, sans eau ni chauffage. Et le président Volodymyr Zelensky lui-même a appelé ses concitoyens

à prendre chaque soir des mesures pour économiser l'énergie.

Du point de vue d'Iryna Valentynova, c'est comme s'il enfonçait des portes ouvertes. Âgée de 31 ans, elle travaille dans le service public et préfère que nous n'utilisions pas son vrai nom. En ce mois d'octobre, le matin, à l'heure de pointe, elle attend le métro. Le soir, elle ferme les fenêtres, éteint la lumière, et son compagnon et elle passent les heures suivantes sur leurs téléphones ou leurs ordinateurs portables. “On fait chauffer quelque chose rapidement sur la cuisinière à gaz, et après il fait noir”, dit-elle. À chaque coupure – et il y en a eu plus d'une ces dernières semaines –, les transports locaux s'arrêtent. Et quand il n'y a pas de

métro ? “Alors, on prend un taxi, c'est tout”, explique Iryna.

Le ton est combatif, comme à chaque fois qu'on interroge les Ukrainiens sur les difficultés à venir. Mais alors que les jours raccourcissent et que tombe une pluie froide, bien des gens se demandent discrètement ce que risque de leur apporter l'hiver. Jusqu'à présent, Kharkiv s'en est plutôt tiré à bon compte. L'administration de la ville préférerait encore imposer des coupures de quelques heures dans les villages environnants que d'éteindre les lumières dans la ville.

Listes d'attente. Si cette dernière était encore le centre industriel qu'elle était avant-guerre, il y aurait déjà longtemps que le réseau aurait lâché. Mais la plupart des entreprises se sont repliées dans des régions plus sûres, ou elles ont fermé. Un dixième des boutiques du centre-ville peut-être, sont encore ouvertes.

Selon les données des spécialistes, le métro consomme à lui seul près d'un tiers des besoins en énergie de la ville, et à cela s'ajoutent les tramways et les trolleybus. C'est pourquoi le maire, Ihor Terekhov, souhaite à l'avenir économiser en particulier dans le domaine des transports. Les escaliers mécaniques du métro sont à l'arrêt jusqu'aux niveaux les plus bas, l'éclairage est réduit de moitié dans les stations. Trams et trolleybus circulent moins souvent, l'eau chaude est rationnée. Reste à savoir si cela suffira. Il paraît difficile de faire du porte-à-porte pour vérifier si les gens ont laissé chauffer leur bouilloire trop longtemps, concède un employé du secteur de l'énergie.

La municipalité a acheté des générateurs pour les hôpitaux et d'autres infrastructures clés. Et

les habitants de Kharkiv font de même. Dans un Epitsentr, chaîne de grandes surfaces qui commercialise des articles de jardinage et de bricolage, au rayon des générateurs, on trouve un petit modèle de Black & Decker, un Kärcher, un produit polonais, et guère plus. “C'est tout ce qui reste. Nous sommes submergés de demandes, nous avons ouvert des listes d'attente. Mais il n'y a que quelques fournisseurs, et on n'attend plus rien avant la fin du mois”, commente Dmytro Podkopaï, vendeur chez Epitsentr.

Hennadiy Zahorouïko parcourt les allées de l'Epitsentr en quête d'un deuxième générateur. Le premier, il l'a emporté avec lui quand les Russes sont arrivés à Oskil. Zahorouïko est le maire du petit village d'Oskil, près d'Izioum, qui a été libéré lors de la grande offensive d'été ukrainienne. Depuis,

La plupart des entreprises se sont repliées dans des régions plus sûres, ou elles ont fermé.

70 % des zones libérées ont de nouveau l'électricité, a affirmé dans une conférence de presse Oleh Syniehubov, gouverneur de l'oblast de Kharkiv. C'est loin d'être encore le cas à Oskil : “Les gens cherchent des générateurs sur Internet, sur les marchés, mais on n'y trouve plus grand-chose”, assure Zahorouïko. La situation n'est pas plus réjouissante pour ce qui est des gazinières. Il est désormais presque unimaginable de mettre la main sur une *bourjouïka*, un de ces poêles à bois en fonte, compact, une invention de l'époque soviétique. Et il serait de toute façon interdit d'en installer une dans un bâtiment préfabriqué.

-4,9°C

CELSIUS. C'EST LA TEMPÉRATURE MOYENNE À KHARKIV au mois de janvier, selon les données

du site **Climate-data.org**, qui relève les moyennes mensuelles depuis 1990. De fait, la température est négative dans cet oblast durant les trois mois d'hiver : décembre, janvier et février. Sans électricité, sans générateur, la population de la ville devra avoir recours au système D pour se chauffer.

REPORTAGE

La centrale thermique 5 de Kharkiv, la deuxième plus grande du pays, date elle aussi de l'époque soviétique. Le 11 septembre, elle a été touchée par un incendie à la suite d'une frappe. Actuellement, dit-on, elle ne fournirait que 15 à 20 % de sa production d'avant-guerre. Dans les années 1970, la centrale était un des fleurons de l'ingénierie soviétique, construite par des spécialistes tant russes qu'ukrainiens. Sur le plan idéologique, l'électricité avait une grande valeur, comme le prouve la célèbre phrase de Lénine : "Le communisme, c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification de tout le pays."

Panique espérée. La chute de l'Union soviétique a eu lieu il y a trente ans, et ce que les Russes savent de ce réseau autrefois commun constitue aujourd'hui pour l'Ukraine un désavantage tactique. Au début de la guerre, Kiev a déconnecté son réseau de la Russie et de la Biélorussie. L'intégration aux réseaux d'Europe occidentale est prévue depuis des années, mais elle ne s'est pas encore concrétisée.

Les fournisseurs d'énergie de Kharkiv se joignent donc au ministre Halouchchenko quand il réclame le soutien de l'Europe pour "fermer le ciel" du pays. "Sans une défense antiaérienne solide, nous ne pourrions pas tenir longtemps", déclare un responsable de

Kharkivoblenerho, prestataire énergétique régional. *Si les restrictions restent à ce niveau pour les gens, ils s'en accommoderont. Mais ce que veulent les Russes, c'est que nous vivions dans l'obscurité et le froid, que nous ne puissions pas nous réjouir quand l'armée nous annonce des succès.* Semer la panique dans la population, rendre les villes inhabitables, tels seraient les objectifs de Moscou.

En dépit de toutes les inquiétudes, il faut également considérer le côté positif. Au départ, l'armée russe n'a pas endommagé les centrales électriques, car le Kremlin s'attendait à une victoire rapide et comptait utiliser les installations pour approvisionner ses nouveaux sujets. "Maintenant, ils ont compris qu'ils ne parviendraient pas à conquérir l'Ukraine. C'est pourquoi ils ne font plus que la détruire."

—**Sonja Zekri**
Publié le 21 octobre

SOURCE

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

Munich, Allemagne

Quotidien, 317 200 ex.

sueddeutsche.de

Créé en 1945, le "Journal du sud de l'Allemagne", de tendance libérale, est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l'État de droit.



242^e JOUR DE GUERRE (situation au lundi 24 octobre 2022)

■ Zones récupérées par l'armée ukrainienne lors de récentes contre-offensives
■ Zones tombées sous le contrôle de l'armée russe depuis le 24 février
■ Zones sous contrôle des Russes ou des séparatistes prorusses avant le 24 février

Du nord au sud, le front s'enflamme

Vu d'Ukraine. Repli russe de Kherson, dans le Sud, terrible bataille à Bakhmout, dans le Nord-Est, rumeur au sujet d'une "bombe sale", plus que jamais ce sont les armes qui ont la parole en ce huitième mois de guerre.

Si les médias ukrainiens continuent de respecter le black-out imposé par l'état-major sur les opérations en cours, la situation sur le front sud fait l'objet de toutes les spéculations. Un temps, il a été annoncé que les Russes quittaient Kherson, la seule capitale régionale prise par les forces de Moscou depuis le début de l'invasion le 24 février.

À ce sujet, dans un grand entretien accordé au site **Oukraïnska Pravda**, le général Kyrylo Boudanov, directeur du HUR, le renseignement militaire ukrainien, rebondit sur les déclarations du général russe Sergueï Sourovikine, nouveau commandant en chef de l'"opération militaire spéciale". Ce dernier a affirmé il y a peu qu'il faudrait prendre bientôt des "décisions difficiles" à Kherson. Pourquoi ? Parce que les Russes, assure Boudanov, "comprennent qu'ils se dirigent vers une défaite tant globale que locale". Par ses déclarations, Sourovikine s'efforcerait de préparer l'opinion publique russe à l'idée d'un retrait de Kherson.

Or, ajoute Boudanov : "Je ne peux pas vous dire que là ils fuient Kherson. Non, ce n'est pas le cas. Ils amènent sur place de nouvelles unités, ils préparent les rues pour la défense." En revanche, "ils comprennent que si nous nous emparons au moins du barrage de Kakhovka [plus au nord], qui est actuellement l'unique artère de transport à fonctionner pleinement, ils devront prendre une décision très rapidement".

"Ils vont devoir très très vite abandonner la ville et partir, car ils risquent de se retrouver dans la situation où se sont trouvées nos unités à Marioupol. La situation est un peu différente, mais très ressemblante sur le plan conceptuel. Et donc, ils préparent ce qu'il faut pour pouvoir évacuer très rapidement.

Mais pour le moment, ils ne se disposent pas à partir, mais à défendre [la ville]."

Tandis que la situation à Kherson suscite ces interrogations, sur le front du nord-est, la ville de Bakhmout fait l'objet de violentes affrontements entre les forces ukrainiennes et les mercenaires de la société Wagner. Mais pourquoi les "Wagner" s'acharnent-ils à vouloir prendre Bakhmout ? se demande le site d'information **Focus**. "La direction de la société Wagner ignore les pertes et jette ses hommes sur les positions des forces armées ukrainiennes. [...] Les mercenaires russes de Wagner poursuivent leurs efforts pour s'emparer de Bakhmout. Le grondement de l'artillerie n'y cesse pas depuis quatre mois."

Or, souligne le site, il y a une logique derrière cette obstination. "Pour le chef de l'armée privée, Evgueni Prigojine, Bakhmout constituerait un trophée important. Sa prise distinguerait l'oligarque proche de Poutine des troupes régulières qui ont récemment fui en désordre à Izioum."

"Prigojine n'épargne pas ses combattants et lance des vagues de combattants dans la bataille pour avancer vers Bakhmout." D'après "des soldats ukrainiens expérimentés, qui servent dans les forces armées depuis plus d'un an, la bataille de Bakhmout est l'une des plus terribles de tous les temps. Cependant, même si la ville est prise, les forces armées russes n'auront pas les moyens de poursuivre leur avancée. Il n'y a pas de forces pour avancer sur Kramatorsk et Sloviansk."

Une autre information préoccupe les rédactions ukrainiennes. Ces jours derniers, "le ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, a appelé ses homologues turc, français, britannique et américain pour leur dire que l'Ukraine se préparerait à

utiliser une "bombe sale", une arme conventionnelle chargée de matériaux radioactifs", explique sur son site l'hebdomadaire **Dzerkalo Tyjnia**. Cette "invention russe sur une bombe sale" et la communication de Choïgou à ce propos surviennent "alors que le recul russe à Kherson semble inévitable. Et que l'armée ukrainienne continue à repousser les forces d'occupation dans plusieurs directions."

Ce que confirme l'ancien chef d'état-major adjoint des forces armées ukrainiennes, le général Ihor Romanenko, sur le site d'information **Obozrevatel**. "Ces quatre appels téléphoniques

D'après un général ukrainien, la Russie sait qu'elle "se dirige vers une défaite tant globale que locale".

du ministre de la Défense de l'État terroriste de Russie Sergueï Choïgou à ses homologues turc, britannique, français et américain au sujet d'une "bombe sale" ukrainienne sont une tentative visant à détourner l'attention de la défaite de l'occupant à Kherson et de la perte inévitable de ses positions."

Et le général Romanenko conclut : "Il y a eu la rumeur sur l'utilisation d'une arme nucléaire tactique, puis celle d'un accident à la centrale nucléaire de Zaporijjia. Et maintenant, la 'bombe sale'. C'est Poutine qui a ordonné ça. Choïgou se charge donc de cette activité, qui n'est pas militaire, mais du domaine de la politique propagandiste."

—**Courrier international**



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

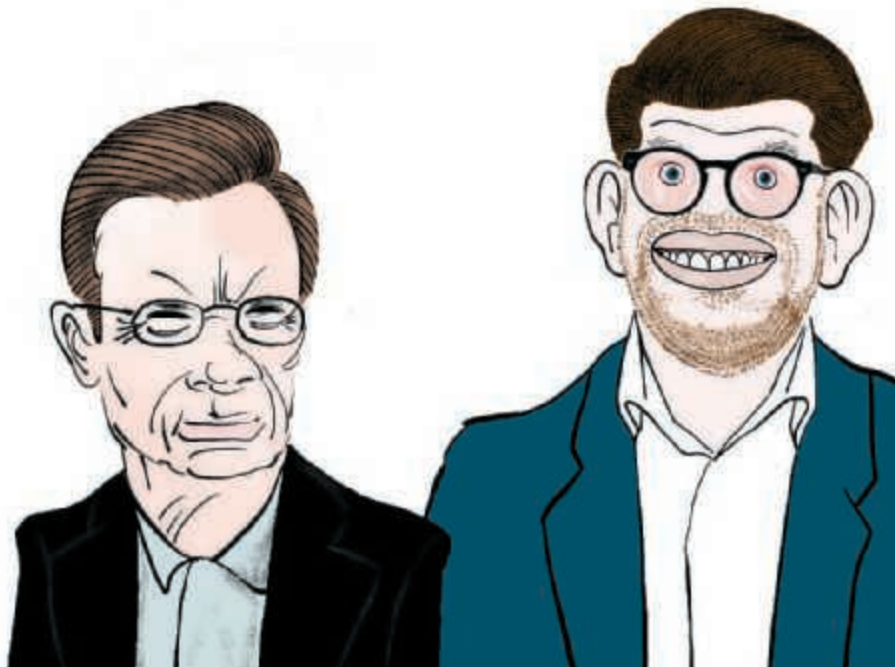
Les trois scénarios pour l'armée russe à Kherson : "abandon", "forteresse", "frappe nucléaire".

La tension ne cesse de monter dans la région de Kherson. Le commandement russe est désormais face à trois choix, tous difficiles, estime le site d'information russophone **Meduza**.

SUÈDE

Ulf Kristersson, l'éternel perdant devenu Premier ministre mal élu

Après avoir accumulé les échecs politiques, ce conservateur de 58 ans est, grâce à une alliance avec l'extrême droite, le nouveau chef de gouvernement d'un pays divisé. Il pourrait être surpris par le peu de marge de manœuvre que lui laisseront ses nouveaux soutiens, relève le quotidien danois *Berlingske*.



—*Berlingske* Copenhague

Ulf Kristersson est longtemps passé pour un homme qui perdait tout ce qu'il touchait. Et pourtant, ce chef des Modérés (le parti conservateur du royaume) vient d'accéder au poste de Premier ministre. C'est aussi un homme pour qui le pouvoir compte peut-être plus que ce à quoi il veut l'utiliser.

Pendant longtemps, le conservateur a été d'accord avec les autres leaders politiques suédois, aussi bien à gauche que dans le camp dit "bourgeois", au centre droit. Personne, absolument personne ne voulait approcher Jimmie Akesson ou son parti, les Démocrates de Suède. Une formation que tout le monde qualifiait de néonazie et de raciste. Aujourd'hui, Akesson est l'homme qui a réussi à forcer la main à Kristersson. Reste à savoir qui va gouverner le pays.

En Suède – et au sein de son propre parti –, Kristersson a longtemps eu la réputation d'être

"l'éternel perdant" – l'homme qui n'arrive jamais à rien. Il a d'abord perdu la bataille pour la présidence de la Fédération des jeunes modérés (MUF). Ensuite, il n'a pas seulement été mis sur la touche, mais presque à la porte de son parti.

Paresseux ou éloquent ? Il a dû faire un détour par la politique locale, puis par un poste de conseiller municipal à Stockholm, avant d'entrer au Parlement. Là, il a acquis la réputation d'être plutôt paresseux après avoir raconté lors d'une interview qu'il se réjouissait d'avoir douze semaines de vacances d'été. D'autres ont vu en lui un homme politique énergique, éloquent et ambitieux – sans que cela modifie l'opinion négative au sommet du parti à son égard.

Si Kristersson est devenu Premier ministre, il le doit aux Démocrates de Suède. D'une part parce qu'ils soutiennent son gouvernement au Parlement. D'autre part parce qu'ils lui avaient indirectement permis de prendre la tête du Parti conservateur.

En 2017, cette formation implorait au beau milieu d'une longue discussion sur une éventuelle coopération avec l'extrême droite. Personne n'avait envie de la diriger. Kristersson a levé le doigt, et il ne s'est pas retourné depuis.

C'est la raison pour laquelle on ne peut parler de Kristersson sans évoquer Akesson. Il est l'homme dont Kristersson ne peut se passer. Au Parlement, les députés de gauche qualifient toujours les Démocrates de Suède de néonazis et de racistes. Dans la droite de l'hémicycle, les députés se soucient surtout du pouvoir – ils les tolèrent maintenant.

S'il y a un homme politique suédois capable de faire avec cette situation, c'est bien Kristersson. Cela en dit long sur l'homme et le

“Nous ne mènerons aucune négociation gouvernementale avec les Démocrates de Suède.”

Ulf Kristersson en 2018

À gauche, Ulf Kristersson, le nouveau Premier ministre suédois, et à droite, Jimmie Akesson, chef des Démocrates de Suède. Dessin de Hajo paru dans *As Safir*, Beyrouth.

personnage politique, qui a commencé comme ultralibéral mais va maintenant gouverner avec les voix d'un parti ultranationaliste.

En plein milieu de la campagne électorale, j'ai rencontré Kristersson sur un terrain de football dans une banlieue de Stockholm. "Bonjour! Ravi de vous voir. Passionnant, vraiment passionnant!" disait-il, rappelant le fond sonore lénifiant auquel ont recourus les supermarchés pour créer une bonne ambiance.

Bloc des droites. Kristersson sait parler aux gens d'égal à égal et leur dire des choses qu'ils aiment entendre. Il aimerait passer pour le bâtisseur de ponts dont la Suède a désespérément besoin. Reste à savoir s'il l'est. Il va diriger un pays où le banditisme est en forte hausse. Un pays scindé entre les migrants non occidentaux qui s'entassent dans les banlieues des grandes villes et les Suédois de souche qui vivent dans leurs propres quartiers. Et un pays qui a du mal à trouver une identité commune.

Il y a peu de sujets sur lesquels Kristersson n'est pas capable de parler de manière détaillée. Le sport sur un terrain de foot. Les caisses de chômage lors d'une visite dans une entreprise industrielle. Les bandes et le nombre record de meurtres lors d'une sortie dans un quartier difficile.

La clef pour comprendre qui il est se trouve peut-être dans les mots qu'il a utilisés à propos de l'extrême droite. Deux mois avant les élections de 2018, il représentait pour la première fois son propre parti lors d'un important meeting politique. "Nous ne mènerons aucune négociation gouvernementale avec les Démocrates de Suède. Nous ne gouvernerons pas avec eux", assurait-il alors. Quatre ans plus tard, lors de la dernière campagne électorale, il a ouvertement déclaré vouloir être Premier ministre et travailler étroitement avec eux pour atteindre l'objectif.

Le ton à l'égard du parti a changé du tout au tout. Il l'a mis en avant comme étant le parti qui s'est battu "contre vents et marées" pour que l'immigration n'augmente pas. Il a parlé d'un bloc des droites – comprenant les Démocrates de Suède – dont les membres se parlaient comme des adultes, étaient d'accord pour combattre la criminalité, contrer

“Moult concessions” à l'extrême droite

●●● Depuis le 17 octobre, Ulf Kristersson est le nouveau Premier ministre suédois. Malgré la troisième place de son parti aux législatives du 11 septembre, il avait été chargé de former un gouvernement à droite, la gauche et les centristes ayant perdu la majorité au Parlement. Mission accomplie. Mais le gouvernement Kristersson n'a dû son adoubement qu'aux 73 voix d'extrême droite (sur un total de 349). En échange, la coalition au pouvoir – comptant conservateurs, libéraux et chrétiens-démocrates – a "fait moult concessions" à une extrême droite jugée infréquentable quatre ans auparavant, relève *Aftonbladet* (social-démocrate). Cela se retrouve notamment dans la politique que le gouvernement entend mener en matière d'immigration.

l'immigration et rétablir l'énergie nucléaire.

Ulf Kristersson a 58 ans. Après son enfance à Eskilstuna, il a fait des études de sciences économiques à l'université d'Uppsala. Aujourd'hui, il habite à Strängnäs, au sud de Stockholm, dans l'une des plus belles villas de la ville, une maison de 246 m², avec une toiture de tuiles noires et un garage double.

Il y vit avec sa femme, Birgitta Ed, une ex-gestionnaire de crise et conseillère en relations publiques qui a complètement changé d'orientation et commencé des études de théologie pour devenir pasteur. Le couple a trois enfants, tous adoptés en Chine. Il n'a jamais caché que les nombreuses années sans enfants sont ce que sa femme et lui ont vécu de plus pénible.

Cela lui a peut-être donné l'invincibilité nécessaire pour ne pas se laisser abattre par plusieurs décennies d'échecs et d'humiliations politiques. Garder le sourire – pour mieux avancer.

—*Peter Suppli Benson*
Publié le 16 octobre



**Protéger votre maison
ne suffira plus demain...**





afrique

Maroc. Absence royale, tensions sociales

Le royaume déploie une politique internationale très active. Mais sur le plan intérieur, la situation sociale et les absences répétées de Mohammed VI commencent à inquiéter.



—Ha'Aretz (extraits) Tel-Aviv

Mohammed VI, le roi du Maroc, est un homme malade. Il a été opéré du cœur en 2020 et il a eu le Covid en 2022. Ces derniers mois, il a passé plus de temps à Paris que dans son pays, et il donne des consignes à ses conseillers et à son Premier ministre par téléphone ou visioconférence.

Ses soucis ne se limitent toutefois pas à sa santé fragile. Pendant l'été, il a été filmé en compagnie d'amis et semblait en état d'ébriété, un verre à la main. Ses gardes du corps ont voulu empêcher la personne de filmer, mais la vidéo a circulé sur les réseaux sociaux.

Cet épisode avait été précédé par un autre scandale, après que trois lutteurs allemands d'origine marocaine, les frères Zuaïter, ont été accueillis au palais royal

et photographiés en la présence du roi. Ça n'aurait pas été polémique si les frères n'avaient pas exploité les photos à leur profit, pour acheter des terrains et obtenir des créations d'entreprises, le tout fondé sur leur relation avec le roi.

Mohammed VI n'est pas allé aux funérailles de la reine Élisabeth II, préférant envoyer son fils, le prince Moulay Hassan, ce qui indiquait par la même occasion l'identité probable de l'héritier du trône. Les conseillers du roi ont fait savoir qu'il ne s'était pas déplacé à Londres en raison de son état de santé. Officieusement, il s'occupait aussi de sa mère malade à Paris.

Le Maroc n'est pas en meilleure santé que son souverain. Le pays a énormément investi dans l'achat d'armes, de missiles et d'autres équipements militaires, notamment un système

de défense antimissiles israélien appelé Dôme de fer et des missiles sol-air israéliens. Mais le Maroc ne s'est pas relevé du double choc provoqué par le coronavirus et une grave sécheresse. Au début de 2022, la Banque mondiale estimait la croissance économique annuelle du pays à 3,2 %, mais cette prévision a récemment été révisée à 1,5 %.

Le royaume importe 90 % du pétrole et du gaz naturel qu'il consomme, dont le coût a flambé depuis l'invasion de l'Ukraine, grevant ainsi le budget public. Le tourisme reprend progressivement, mais les recettes tirées de ce secteur – 2,7 millions de dollars [2,7 millions d'euros] au premier semestre – se sont révélées bien plus basses que les attentes, et inférieures à l'avant-Covid. Des dizaines de milliers de personnes ont perdu leur emploi dans le tourisme et beaucoup n'en ont pas retrouvé. Le taux d'occupation hôtelière est inférieur à 50 %, selon les estimations.

Exaspération. Dans ce contexte, on comprend l'immense colère populaire qui a éclaté quand la ministre du Tourisme marocaine, Fatim-Zahra Ammor, a préféré passer ses vacances à Zanzibar plutôt qu'au Maroc.

Des chiffres officiels estiment le taux de chômage à plus de 12 %, mais ce pourcentage est plus proche de 30 % chez les jeunes. La gravité de la sécheresse a créé un exode rural, dont il découle une baisse de l'emploi dans l'agriculture, qui représente plus de 14 % du PIB marocain et emploie 40 % de la population. Selon des enquêtes récentes, les zones rurales périphériques ont perdu plus de 150 000 emplois au profit des grandes villes.

Cette situation a aussi d'importantes répercussions dans l'immobilier, que ce soit le logement locatif ou le coût du logement en général. De plus, les grandes villes n'ont pas les infrastructures nécessaires à l'accueil de centaines de milliers de personnes venues des campagnes, sur le plan de la santé, de l'école ou de l'assainissement.

Le secteur immobilier, qui servait d'indicateur de la santé et de la croissance économique du pays, donne des signes de faiblesse. Les logements existent, mais sont en majorité haut de

gamme et ne conviennent pas à la classe moyenne – et ouvrière –, qui représente l'essentiel des personnes cherchant à se loger. Les ventes immobilières ont chuté de 17 % au premier semestre 2022. Cette chute résulte aussi de l'annulation d'une exonération de 50 % des frais de notaires.

Les coûts en hausse des matériaux de construction, notamment le fer, l'aluminium et le ciment, à la suite de la guerre en Ukraine, ont également aggravé la situation pour les nombreuses personnes qui n'ont pas les moyens d'acheter un appartement. Elles sont maintenant contraintes de régler des loyers bien plus élevés qu'en 2020 ou 2021.

La conjoncture s'est aussi traduite par de l'exaspération et de la colère, en raison de la forte détérioration de la qualité de vie. En avril, l'administration publique de la planification a publié des données montrant que plus de 76 % des personnes interrogées signalaient une baisse considérable de leur qualité de vie. Parmi elles, 87 % s'attendaient à ce que le taux de chômage s'aggrave, et 47 % avaient besoin de prêts pour boucler les fins de mois.

En 2021, le roi a nommé Aziz Akhannouch, qui serait l'une des plus grandes fortunes du Maroc, au poste de Premier ministre [il est l'un des actionnaires principaux du groupe énergétique Akwa Group]. Son patrimoine est estimé à 1,5 milliard de dollars [1,5 milliard d'euros], et il a sous sa coupe une cinquantaine

Le pays ne s'est pas relevé du double choc provoqué par le coronavirus et une grave sécheresse.

d'entreprises. Certains se sont alors dit que son expérience dans le milieu des affaires et le soutien du roi propulseraient l'économie et extirperaient le pays de la crise. Il a notamment décidé d'augmenter le salaire minimum des fonctionnaires de 10 % en deux ans, pour atteindre l'équivalent de 320 dollars par mois [320 euros]. Mais pour la première fois depuis 2008, l'inflation a atteint 8 % entre août 2021 et août 2022, ce qui a largement érodé cette hausse des rémunérations.

Les espoirs que suscitait le nouveau Premier ministre auprès de la population semblent désormais purement théoriques, et il y a déjà eu des articles appelant à sa démission. Face aux critiques, le roi pourrait accéder à ces revendications et remplacer Aziz Akhannouch, qui n'aura de toute façon pas de solution miracle. Mais cette désignation avait donné l'impression qu'au moins le roi était attentif au grand public – même depuis Paris.

Normalisation. Pendant ce temps, les relations entre le Maroc et Israël se renforcent progressivement, notamment dans le domaine militaire. Le Maroc souhaite se procurer des équipements militaires de pointe auprès d'Israël, outre les armes déjà achetées. Un accord commercial a été signé entre les deux en février 2022 et des délégations commerciales se sont rendues dans l'un et l'autre pays.

En novembre, le ministre de la Défense israélien, Benny Gantz, a fait sa première visite officielle au Maroc, notamment pour signer le premier accord de coopération bilatéral. Et en juillet, le chef d'état-major israélien, Aviv Kochavi, s'est aussi rendu au Maroc, suivi d'un déplacement en Israël du chef marocain des armées, Belkhir El-Farouk, avec une délégation de l'approvisionnement militaire.

Ces visites réciproques ont mis en place les conditions formelles d'une coopération militaire qui, dans les faits, existait bien avant la signature des accords d'Abraham [ou accords de normalisation, signés en décembre 2020, garantissant la normalisation des relations diplomatiques entre Israël, d'une part, et les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc, d'autre part] : dans ce cadre et sous les auspices des États-Unis, le Maroc a suivi les Émirats arabes unis et Bahreïn dans l'établissement de relations diplomatiques avec Israël. Le Maroc a acheté des drones israéliens Heron, utilisés dans la lutte contre le Front Polisario au Sahara occidental. Cependant on ne peut dire qu'elle sera l'ampleur des bénéfices de la normalisation des relations commerciales entre Israël et le Maroc.

—Zvi Bar'el

Publié le 22 septembre



Assurance et Banque

...si nous ne nous investissons pas aussi pour la planète.

Parce que les choix que l'on fait en tant qu'assureur peuvent accélérer nos actions en faveur de la planète, AXA a multiplié ses investissements pour l'écologie depuis 2017, avec un objectif de 26 milliards d'euros d'ici à 2023.

Tous nos engagements sur axa.com/climat

Know You Can*

***La confiance est une force.**

AXA. Siège social : 25 avenue Matignon 75008 Paris.

UGANDA

Sur la trace des disparus du régime de Museveni

Sous le régime de Yoweri Museveni, les disparitions forcées, les centres de détention clandestins et la torture sont devenus un moyen comme un autre de museler l'opposition et de mettre au pas tout un pays.



—African Arguments (extraits) Londres

Le 23 août, Moses Bukenya sortait libre de la prison de Kitanya, dans la banlieue de Kampala, la capitale ougandaise, où il était détenu sans jugement depuis dix-neuf mois. Son "crime" était d'avoir porté un béret rouge, symbole associé aux partisans du musicien entré en politique Bobi Wine. [De son vrai nom Robert Kyagulanyi Ssentamu, il dirige la Plateforme de l'unité nationale (ou NUP, pour National Unity Platform, en anglais), un parti en opposition avec la politique du président Yoweri Museveni. Candidat à l'élection présidentielle de 2021, il a été arrêté au lendemain du dépôt de sa candidature sous le prétexte d'une violation des directives sanitaires liées au Covid-19. Il a été placé en résidence surveillée après l'élection, officiellement remportée par Museveni. La mesure a ensuite été levée.] Sa famille avait perdu tout espoir de le revoir, au point d'avoir organisé son service funèbre.

Dans les mois qui ont précédé la présidentielle de 2021, les forces de sécurité ougandaises ont arrêté plus d'un millier de personnes. À l'époque, Yoweri Museveni avait balayé les informations évoquant ces disparus. "Il ne faut prêter aucune attention à ces rumeurs de disparitions, car cela ne peut pas se produire sous le [Mouvement de résistance nationale, au pouvoir]", déclarait-il dans un discours télévisé en février 2021.

Dix-huit mois après ce discours, on est toujours sans nouvelles de certains des jeunes hommes enlevés par les autorités. La NUP, le parti que dirige Bobi Wine, fait état d'une grosse vingtaine de disparus dans les rangs de ses partisans, pour la plupart avant l'élection de 2021, sans compter ceux qui croupissent en prison, à l'image des 31 adhérents qui se sont vu refuser une libération sous caution par une cour martiale. Nous avons rencontré des proches de ces disparus.

La fille cadette de Shafik Wangolo gambade dans la pièce minuscule où elle vit avec sa mère

et les deux autres membres de la fratrie. Elle n'a jamais vu son père. Le 3 décembre 2020, quelques mois avant qu'elle ne voie le jour, il a été jeté dans un véhicule qui l'a emmené. Il se tenait près d'un stand de recharge monétaire mobile quand une dispute a éclaté au sujet des affiches de campagne de Museveni. Depuis ce jour, sa famille est sans nouvelles de lui.

À l'autre bout de Kampala, Dorothy Najjuka raconte une histoire très similaire. Son frère, Vincent Nalumosu, a été enlevé par des hommes en civil sur le marché de Bugolobi le 1^{er} décembre 2020.

Avec lui se trouvait un de ses amis, qui a été libéré quatre mois plus tard : les deux hommes étaient ensemble en détention, et ils ont été battus et torturés. "Nous ne savons pas où il se trouve", raconte Dorothy Najjuka. *Les enfants n'arrêtaient pas de poser des questions sur leur père, et parfois nous ne savons plus comment leur répondre.* Généralement, ces enlèvements ne ciblent pas les meneurs de la NUP, mais ses militants. "Cela



↳ Dessin de Cau Gomez, Brésil.

instaure une terreur qui est bien sûr dissuasive, constate David Lewis Rubongoya, secrétaire général du parti. *Les gens ont peur de s'engager.*"

Du côté du pouvoir, personne ne dit où se trouvent ces personnes. Le colonel Deo Akiiki, un des porte-parole de l'armée, et le porte-parole de la police, Fred Enanga, clament leur ignorance, même si la police a reconnu avoir arrêté l'un des disparus, du nom de John Ddamulira.

Pris en flagrant déni. Chris Baryomunsi, ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement, dit ne pas savoir si les disparus ont fait l'objet d'une arrestation. "Nous ne ciblons jamais un groupe politique ou une ethnie en particulier, nous ciblons des délinquants, insiste-t-il. S'il est avéré qu'on est sans nouvelles des personnes listées, nous prions la police de respecter le droit, c'est-à-dire de les libérer, ou bien de les présenter à la justice." Et la chaîne de dénis monte jusqu'au sommet de l'État.

Dans une lettre ouverte publiée l'an dernier, Museveni affirmait que 51 personnes étaient aux mains du Special Forces Command (SFC), une garde présidentielle d'élite placée à l'époque sous la direction de son fils, Muhoozi Kainerugaba. La nouvelle avait fait la une des journaux. En mai, nous avons interviewé pour le magazine *The Economist* ce même Kainerugaba, qui n'avait aucun souvenir de cette lettre ouverte. À la lecture du passage en question, il s'est contenté de contredire son père. "Peut-être a-t-il mal saisi, a-t-il commenté. Je ne crois pas que le SFC avait ces individus sous sa garde, c'était une autre unité, pas le SFC." Une chose est sûre : l'un des deux hommes a menti.

Pendant ce temps, les arrestations et les enlèvements se poursuivent. Rien que ces trente derniers jours, au moins six personnes ont été interpellées pour des raisons politiques à Kampala et dans la région. Quatre d'entre elles ont été présentées devant un tribunal militaire ou civil pour divers chefs d'accusation, avant d'être placées en détention. Rencontrées séparément, leurs familles assurent qu'ils ont été emmenés par des hommes armés en uniforme. Ces proches ne savent pas s'ils sont en vie.

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Le fils du président ougandais fait tanguer tout l'est de l'Afrique

Yoweri Museveni a dû présenter des excuses au Kenya après des tweets controversés de son fils, alors commandant des forces terrestres et destiné à lui succéder.

l'homme et la Commission ougandaise des droits humains ont recensé plusieurs cas d'arrestations arbitraires et de torture au Karamoja, dans le nord-est du pays : dans une présentation réalisée dans le district d'Amudat le mois dernier, ils font état de détentions prolongées dans des bâtiments militaires, d'emprisonnement d'enfants, et d'arrestations visant des proches des suspects.

Quoi qu'en dise le président Museveni, les détentions arbitraires et les disparitions forcées n'ont rien d'impossible. Pis, elles font partie d'une tactique pour asseoir son pouvoir. Et laissent derrière elles des torrents de larmes. "Si ces hommes ont commis le moindre délit, qu'ils soient traduits en justice, implore Dorothy Najjuka, la sœur de Vincent Nalumosu. S'ils n'ont rien contre eux, qu'ils nous rendent nos proches."

—Liam Taylor
et Derrick Wandera
Publié le 12 octobre

SOURCE



AFRICAN ARGUMENTS

Londres, Royaume-Uni
africanarguments.org

Cette revue en ligne est consacrée à l'analyse des enjeux de l'Afrique contemporaine. Lancée en 2007 et éditée par la Royal African Society, une fondation britannique qui promeut le continent, elle est l'une des plateformes de débat sur l'Afrique les plus bouillonnantes.



ELLE
active

avec

L'ORÉAL
PARIS

CHANGEZ VOTRE VIE PROFESSIONNELLE

UN ÉVÈNEMENT DU MAGAZINE ELLE

18 NOVEMBRE 2022

ESPACE NIEMEYER • Paris, 19^e

ENTREPRENDRE ● SE TROUVER ● S'AFFIRMER

EN PRÉSENCE DE ANNE-ÉLISABETH LEMOINE,
CINDY BRUNA, JEAN-YVES ESPIÈ, CRISTINA CORDULA



PROGRAMME ET INSCRIPTION

SUR **ACTIVE.ELLE.FR**





amériques

Brésil. Rien n'est joué pour Lula

Si l'ex-président de gauche reste légèrement favori dans les sondages pour le second tour de la présidentielle face au sortant Bolsonaro, une victoire de ce dernier n'est plus impossible.

A l'image du premier tour de la présidentielle brésilienne, en début de mois, le second tour de l'élection, dimanche 30 octobre, s'annonce très serré entre Luiz Inácio Lula da Silva et Jair Bolsonaro. Dans la dernière ligne droite d'une campagne polarisée à l'extrême, "les principaux instituts de sondage montrent une réduction de l'avantage" de l'ex-chef d'État (2003-2010) sur le dirigeant sortant, souligne Malu Gaspar, éditorialiste d'**O Globo**.

Selon l'enquête de Datafolha, publiée le 19 octobre, Lula n'était plus crédité que de 52 % des intentions de vote, contre 48 % pour Jair Bolsonaro. Le 2 octobre dernier, lors du premier tour, Lula avait devancé son opposant de cinq points, avec 48 % des voix, contre 43 %. "Malgré les manifestations d'optimisme" de dirigeants du Parti des travailleurs (PT) de Lula et de ses alliés, la possibilité que Jair Bolsonaro "inverse la tendance" n'est "plus considérée comme impossible, au contraire", rapporte **Folha de São Paulo**.

Comment expliquer un tel scénario? **Veja** souligne en premier lieu le "déversement obscène d'argent" public du gouvernement Bolsonaro afin de financer l'augmentation, jusqu'à la fin de l'année, de l'allocation mensuelle Auxílio Brasil, versée aux plus pauvres. Un électoral traditionnellement acquis au Parti des travailleurs de Lula. Mais, pour l'hebdomadaire, le camp du candidat de gauche porte une grande part de responsabilité : "Indéniablement, les erreurs commises par Lula et son équipe de campagne ont fini par contribuer à la situation actuelle d'un quasi-équilibre au second tour."

Parmi elles, la manière d'évoquer les scandales de corruption

ayant éclaboussé le PT lorsque celui-ci gouvernait le Brésil, un sujet sur lequel Jair Bolsonaro n'a pas manqué de l'attaquer lors du premier débat en face-à-face, le 16 octobre dernier. "Bien que Lula ait répété le discours selon lequel les gouvernements du PT ont mis en place les conditions nécessaires à l'investigation des cas de corruption, sa gêne [...] est toujours évidente", estime **Veja**.

Invité deux jours plus tard par le podcast **Flow**, Lula a associé la règle du plafond constitutionnel des dépenses publiques – qu'il souhaite supprimer – "à une sorte de cadeau aux banquiers au détriment d'investissements nécessaires dans l'éducation et la santé", s'agace **Veja**. "Il est peu probable" que cet entretien l'ait aidé à récupérer

le vote "de ceux qui se méfient" de la "superficialité" avec laquelle il aborde les thèmes économiques.

"Avec son habile sens politique", le candidat

"appuie son discours de campagne sur un pilier : l'expérience accumulée au cours de ses deux précédents mandats, entre 2003 et 2010", observe l'hebdomadaire dans son édition du 14 octobre.

À l'époque, le pays connaissait une solide croissance portée par le boom des matières premières, ce qui avait permis au gouvernement de financer d'importants programmes d'investissements et d'aides sociales, que Lula entend relancer. Mais, prévient l'hebdomadaire, "le fait est que le scénario mondial et la réalité brésilienne ont beaucoup changé en deux décennies. La guerre en Ukraine, [...] l'inflation dans les pays les plus riches, alliées à la perspective d'une récession mondiale, jettent une ombre sur 2023." "Au milieu de cet environnement hostile, le Brésil doit conclure des



CAGLE CARTOONS

réformes structurelles abandonnées à mi-chemin par l'actuel gouvernement [...] et Lula n'a presque rien dit à cet égard."

En coulisses, des proches de Lula assurent que le choix de ne pas détailler son programme économique l'aiderait "à négocier des soutiens", en particulier "parmi les figures du centre de l'échiquier politique", rapporte **CNN Brasil**. Le candidat a notamment obtenu ces dernières semaines le soutien des troisième et quatrième du premier tour, Simone Tebet et Ciro Gomes.

Dans les colonnes d'**O Globo**, un commentateur se montre bien plus critique. Il estime que la gauche brésilienne n'a tout simplement "pas compris que la société a changé, en particulier à l'intérieur des régions et dans les périphéries des grandes villes".

"C'est une société beaucoup plus entrepreneuriale, plus capitaliste, du chacun pour soi."

Quant aux "valeurs civilisationnelles fondamentales" telles que la liberté d'expression et la démocratie, dont la gauche se pose en principal défenseur, souligne l'éditorialiste, elles "ne pèsent pas dans le Brésil profond".

— **Courrier international**

À Quatro Pontes, c'est Bolsonaro ou rien

Après avoir voté pour le président d'extrême droite au premier tour, les habitants de ce village, peuplé majoritairement de descendants de colons européens, espèrent sa victoire le 30 octobre.

— **El País América Mexico**

Le phénomène Bolsonaro a donné à Ivette Izabel Krüger une sorte de deuxième jeunesse. Cette commerçante âgée de 60 ans se dévoue corps et âme à sa cause, qui tient pour elle en deux mots : patrie et discipline. "Quand j'étais enfant, les figures de l'autorité étaient le prêtre et le professeur, et tout le monde les respectaient, explique-t-elle, enthousiaste à l'idée de voir un militaire à la tête de l'État. Je veux que cette époque revienne."

La seule idée que la gauche [de Lula] batte le chef de l'extrême droite dans les urnes [le 30 octobre] et reprenne le pouvoir au Brésil l'enflamme : "Ça me met tellement en colère que j'irais jusqu'à

faire la guerre pour sauver mon pays. Je le jure devant Dieu. Nous ne pouvons pas laisser le Brésil aux mains de la gauche."

Elle fait campagne pour que le président Jair Bolsonaro, 67 ans, soit réélu. Rares sont ceux qu'il faut encore convaincre dans son village, Quatro Pontes. Bolsonaro y a remporté la victoire au premier tour avec 80,3 % des voix, ce qui en a fait la troisième municipalité du pays à avoir voté massivement pour l'ancien capitaine d'artillerie.

Quatro Pontes et ses villages voisins de Nova Santa Rosa (deuxième municipalité pro-Bolsonaro, avec 82 % des voix) et Mercedes (cinquième, avec 78 %) forment le coin le plus bolsonariste du Brésil. Ils ont été fondés il y a quelques décennies par des colons enfants ou

← Dessin de Rayma, Venezuela.

petits-enfants d'Allemands pauvres, attirés par la promesse d'un bout de terre à défricher et d'un avenir meilleur. Les champs immenses que nous avons aujourd'hui sous les yeux étaient jadis des forêts touffues. Ils ont travaillé dur. Et ils sont devenus prospères dans cette région proche des chutes d'Iguazú et de la frontière avec le Paraguay et l'Argentine.

C'est un Brésil qui ne ressemble pas au Brésil. Avec ses 4000 habitants, Quatro Pontes est un village coquet, peuplé de Blancs aux yeux bleus qui vivent de l'agriculture. Les maisons aux couleurs pimpantes n'ont pas de portail, les services sont excellents, les rues arborent une propreté impeccable et la mairie ressemble à un chalet alpin.

Ici, on trouve des familles conservatrices attachées aux traditions et très croyantes, qu'elles soient catholiques ou protestantes. Des gens bien, comme dirait Bolsonaro. Des travailleurs reconnaissants envers le président parce qu'il les écoute et dorlote leur secteur, l'agriculture, qui produit un tiers du PIB national. Des familles qui ont peur de perdre ce niveau de vie, obtenu au prix de tant d'efforts. Leurs inquiétudes rappellent celles des classes moyennes appauvries des États-Unis ou d'Europe.

Comme Bolsonaro, les gens du coin se méfient des sondages. Beaucoup étaient convaincus qu'il allait gagner dès le premier tour [le 2 octobre]. Bien que lesdits sondages aient sous-estimé Bolsonaro, son score de 43 % l'oblige à disputer la présidence au favori, l'innommable Luiz Inácio Lula da Silva, qui a remporté 48 % des voix et décidé de briguer un troisième mandat à 76 ans.

Les habitants ont l'habitude d'épeler leur nom, souvent imprononçable : Marzinkowski, Schweich, Buchholtz, Fucks, Probs, Mittanck, Arend... Ils accepteraient plus ou moins à contrecœur que le président concède sa défaite, du moins si défaite il y a. Et, ajoutent certains, "à condition que les élections aient été justes et transparentes". Mais tous disent que la déception serait énorme. Et que cela condamnerait leur pays à un avenir catastrophique.

Ils craignent que les expulsions des fermiers reprennent ou que certains territoires soient réservés

aux peuples autochtones. Mais leur plus grande peur est que la première puissance d'Amérique latine suive les traces du Venezuela ou de l'Argentine. "Regardez ce qui s'est passé en Argentine", dit Renato Smaniotto, 39 ans, exploitant agricole et membre du syndicat rural de Nova Santa Rosa : "Avant c'était

"Voter pour le PT reviendrait à dire à mes enfants qu'ils peuvent voler et avorter".

Waldinei, BOULANGER

un pays très fort. Quand j'étais jeune, les touristes argentins venaient au Brésil dépenser leur argent. C'est tout l'inverse maintenant. Les impôts y sont très élevés et il y a beaucoup de terres abandonnées."

Nous lui demandons s'il connaît des sympathisants du Parti des travailleurs. Il réfléchit un instant : "Là tout de suite, je n'en vois pas. S'il y a quelqu'un qui vote pour le PT ici, il ne le dit pas."

À ce qu'en sait le boulanger, Waldinei, 55 ans, il n'y a pas non plus de "pétiste" parmi ses clients. Il est persuadé que tous les partis sans exception sont corrompus à un niveau ou un autre, mais ce qui le met en colère, c'est que le PT l'ait fait sans vergogne et à grande échelle : "Voter pour le PT reviendrait à dire à mes enfants qu'ils peuvent voler et avorter."

Bien que ceux qui l'expriment ouvertement soient rares, il existe un "classisme" et un racisme sous-jacents à l'encontre des habitants du Nordeste, terre de pauvres, métis ou Noirs qui votent pour Lula avec le même enthousiasme qu'eux-mêmes votent pour Bolsonaro. Ici,

beaucoup aimeraient que le Sud soit un pays indépendant. "Ils ne travaillent pas, ils ne cherchent pas à changer les choses, dit M^{me} Krüger, plus radicale que ses voisins. Ils pourraient faire un effort, comme nous." Tous partagent le même credo : l'effort personnel est la clé de la prospérité. Moins il y a d'État, mieux c'est pour tout le monde.

Milton Becker, 72 ans, est le patron de l'une des plus grandes entreprises de Quatro Pontes, un élevage de 5000 porcs dont s'occupent 80 employés. Il a commencé il y a un demi-siècle avec 10 porcs. "La gauche est socialiste, elle veut aider les gens mais pas par le biais de la production, lance-t-il. La dignité voudrait qu'ils produisent quelque chose, et pas distribuer des aides sans aucune contrepartie."

Beaucoup disent que si le président d'extrême droite n'a pas obtenu de meilleurs résultats jusqu'à présent, c'est parce que tout le monde, c'est-à-dire l'opposition, la presse, les sondages et la Cour suprême, est contre lui. Ils répètent en chœur que l'homme n'est peut-être pas parfait, mais qu'il reste la meilleure option.

"Ici, les seules personnes qui ont faim sont celles qui ne travaillent pas. On trouve toujours à se faire embaucher à la journée, assure Geraldo Schadeck, un chauffeur routier de 70 ans. J'ai commencé à travailler dans les champs à l'âge de 8 ans, et c'est grâce à ça que je ne suis pas devenu un délinquant", dit-il en montrant fièrement ses grosses mains fortes et calleuses.

Ces villages sont exempts de deux des grands maux qui gangrènent le pays : l'insécurité et les inégalités. Fait très rare au Brésil, ils n'ont pas d'écoles privées : ici, tous les enfants vont à l'école

publique. Il y a quelques années, beaucoup d'enfants commençaient leur scolarité sans parler le portugais parce qu'ils avaient été élevés dans la langue allemande.

Bolsonaro a apporté de grands bienfaits à Quatro Pontes, soutient le maire, João Inácio Laufer, 51 ans. La nouvelle route qui mène à la ville de Sinop [dans l'État du Mato Grosso], le cœur de l'industrie du soja, attire les investissements. Les impôts ont baissé, les entrepreneurs peuvent bénéficier d'aides pour acheter des machines et une maison de retraite va bientôt être inaugurée, insiste-t-il : "Notre village a voté pour lui parce qu'il voit que le pays se développe, même avec la pandémie et la crise de l'eau."

Parmi les bolsonaristes les plus fidèles, beaucoup pardonnent presque tous ses péchés à leur idole, même sa gestion négligente de la pandémie et le retard dans l'achat de vaccins. Mais le noyau dur n'est pas aussi compact qu'on le croit souvent au Brésil et ailleurs. André

"Sa vulgarité le rend authentique, différent de tous les politiciens."

Henrique Matos, PROPRIÉTAIRE D'UN STAND DE TIR

Henrique Matos, 34 ans, est propriétaire d'un stand de tir comptant près de 500 membres à Cascavel, la principale ville de la région. Il adore le style de Bolsonaro : "Sa vulgarité le rend authentique, différent de tous les politiciens."

Matos a abandonné le communisme qu'il défendait plus jeune lorsqu'il est devenu chef d'entreprise et que les impôts qu'il devait payer lui ont fait l'effet d'un vol. Grâce à la libéralisation de la vente d'armes par Bolsonaro, ses affaires sont florissantes. Bien que le Covid ait emporté son père, qui n'était pas vacciné, André ne s'est pas fait vacciner non plus. Que le président ait donné la priorité à la liberté individuelle et laissé chacun décider de se confiner et de se faire vacciner ou non lui semble parfait. Il n'a aucun reproche à lui faire malgré les [687000 morts recensés au 17 octobre]. En revanche il n'aime pas l'acharnement de Bolsonaro à mêler religion et politique. L'un des sujets sur lesquels il n'est pas d'accord avec lui est l'avortement : "Je n'y suis pas favorable, mais je pense

que les femmes devraient avoir le droit de décider", explique-t-il dans son bureau avant d'aller tirer quelques balles pour les photos.

Sa femme, Juliana, 22 ans et vice-présidente du stand, intervient dans la conversation : "Pour acheter une arme, il faut ne pas avoir fait l'objet d'une enquête de police ni d'une citation à comparaître en justice. En revanche, on peut être président du Brésil [Lula a vu sa condamnation pour corruption être annulée par la justice brésilienne]. Ce n'est pas normal !"

Aussi bien les défenseurs des armes à feu que les exploitants agricoles considèrent certaines des propositions de Lula comme des attaques directes contre leurs intérêts. Notamment l'augmentation des taxes à l'exportation de la viande pour accroître l'offre sur le marché intérieur et faire baisser les prix.

Maria, une modeste retraitée de 70 ans, se distingue des habitants blancs de Quatro Pontes par la couleur de sa peau. Née dans l'État du Pernambouc [dans le Nordeste], comme Lula, elle vit ici depuis trente ans : "Lula a beaucoup amélioré les choses pour les pauvres lorsqu'il était président, mais maintenant je ne sais pas ce qu'il pourrait faire, et puis il y a toutes ces vilaines choses dont on parle. Bolsonaro est honnête, on n'entend rien de mal sur lui. Et c'est un chrétien."

Ce dernier point est capital pour cette évangélique. Comme ses voisins, au prochain scrutin elle appuiera sur la touche 22, celle de Bolsonaro. "Je prie pour que le Seigneur lui donne la sagesse, ajoute-t-elle avant de s'éloigner sous la pluie. Et si Lula gagne, ce sera la volonté de Dieu."

—Naiara Galarraga Gortázar
Publié le 27 octobre



SOURCE

EL PAÍS AMÉRICA

Mexico, Mexique

elpais.com/america

C'est depuis sa rédaction de Mexico que le plus grand quotidien espagnol, qui se veut "global", alimente ce site d'information consacré à l'actualité des Amériques. Il s'appuie sur des correspondants installés dans la quasi-totalité des pays d'Amérique latine mais aussi, bien sûr, aux États-Unis.



✍ Dessin d'Oswal,
Cuba.

HAÏTI

“Les morts bourdonnent dans ma tête”

Violence des gangs, pillages, pouvoir politique dépassé... Le pays des Caraïbes traverse un chaos indescriptible. Le récit de ce chroniqueur dépeint le désespoir des Haïtiens.



CARTOON MOVEMENT

—Le Nouvelliste Port-au-Prince

Cela fait plus d'une heure que j'erre dans cette chambre de 9 mètres carrés. Mes paupières sont lourdes de chagrin. Mon visage est trempé de sueur à cause des faisceaux lumineux du soleil qui entrent par la fenêtre et réchauffent la chambre. Je me sens dans un désert d'ennui. Je contrôle mes pas. Un. Deux. Trois. Quatre. Je fais des allers-retours entre ma petite bibliothèque et mon panier à linge. Je peine à vivre. Je respire la tristesse. Une tristesse infinie.

Plusieurs semaines sans le moindre motif de rire, de pleurer, ni d'écouter les mauvaises nouvelles à la radio. De temps en temps, je sors dans le salon pour guetter, parmi tous les bruits, le pas d'un éventuel visiteur. À chaque jappement

de chien, à chaque grincement de porte, à chaque murmure de voix, j'espère l'arrivée d'un ami. Un ami porteur de bonnes nouvelles. Un ami qui me dira que le temps est à la fête. Que la ville a retrouvé son vrai visage. Que les enfants iront à l'école demain.

Ce matin, au téléphone, ma nièce m'a demandé si elle ira à l'école lundi. Plongé dans un silence troublant, les yeux hagards, j'ai regardé l'horizon avec dégoût comme si ma réponse était dans le bleu du ciel. “Dis-moi, tonton.” Silence. “Je te dirai ce soir, Loudemia. Je t'appellerai. Bonne journée. Je t'aime beaucoup. Je t'embrasse.”

De quoi demain sera-t-il fait ? Y aura-t-il encore des morts ? Combien ?

Quand j'ai raccroché, j'étais anéanti. Mon cœur était comme une blessure à vif. J'avais honte de ce que la famille aujourd'hui ne peut même pas offrir cela à ma nièce. Cela fait plusieurs semaines que la rentrée scolaire a été renvoyée sine die par le gouvernement.

Je n'ai plus le courage de porter toutes ces incertitudes. Je passe mes journées sur ce lit triste avec parfois un vieux livre à la main. *Madame Bovary* ou *La Promesse de l'aube*, que je lis en ce moment. Mais comment lire dans une ville remplie de larmes ? Comment lire dans une ville où l'injustice, la faim, la misère n'inquiètent personne ? Dans une ville où le viol est autorisé par l'État [qui laisse faire les gangs armés] ? Une ville oubliée, abandonnée du reste du monde. Ici, l'aube n'apporte aucune promesse, sinon le désespoir, cher Romain Gary.

Bruits de balles. Chaque matin, j'ouvre les yeux large sur mes tourments. Je regarde par la fenêtre en quête des cris d'un oiseau fou ou d'une rumeur de fête. Toujours les mêmes bruits : les balles des policiers et des chefs de gang, les nouvelles à la radio chez la voisine, de rares marchandes ambulantes et la pétarade de quelques motos de loin en loin.

La ville est triste comme un enfant malade. Mon cœur bat la chamade devant mon impuissance d'homme. Je suis ivre de tourment. Mes larmes coulent timidement sur mon corps, glissent sur mes draps. Mes larmes ont un goût amer.

La semaine dernière, j'ai reçu deux amis aussi tourmentés que moi à la maison. Ennuysés à Péguy-Ville [sur les hauteurs de Port-au-Prince], ils ont traversé plusieurs barricades pour me retrouver. Nous avons discuté littérature, histoire, religion et politique.

À leur départ, il m'est resté un goût âcre sur le cœur. Quelque chose a changé entre nous que nous n'avions pas su définir. Les temps qui courent nous blasent. Et nous sommes devenus trop vieux pour notre âge. Un cœur de 60 ans dans un corps de 20 ans, ça bouleverse. Ça anguisse.

Il fait nuit noire. Nous sommes dimanche. Je n'en peux plus de regarder par la fenêtre le visage de

ma ville. Mes mains tremblent de peur et laissent tomber Flaubert. J'ouvre ma porte pour aller flâner un peu à Morne Lazare. Me dégourdir les jambes. Je marche à petits pas. Doucement.

Le bruit de mes pas résonne quand même sur le sol. Je n'avais jamais entendu mon pas auparavant. Pourtant, il ne me fait pas peur. J'ai envie d'affronter la vie dans le noir funèbre de la ville. J'ai envie de m'en prendre

aux *gïyon* [“malédiction”] qui s'abattent sur nous. Je marche dans la rue déserte tel un vieux chien enragé. Comment sera demain ?

Je me pose cette question. Serai-je encore là ? Est-ce que ma nièce pourra aller à l'école ? Je n'ai pas eu le courage de l'appeler ce soir comme promis. De quoi demain sera-t-il fait ? Y aura-t-il encore des morts ? Combien ? Des dizaines comme à La Saline [un massacre en 2018] ? Des centaines comme à Cité Soleil

[juillet 2022] ? Et les manifs ? Et le *dechoukay* [“pillage”] ? Et les gangs ? Quand donc tout cela va s'arrêter ?

La ville aura-t-elle la force de tendre sa main vers l'étranger indifférent pour demander un peu d'espoir ? Honte à nous ! Dans mon propre quartier, j'ai l'impression de marcher entre la terre des vivants et la terre des morts. Les morts de ma famille. Les morts des voisins. Les morts des inconnus. En ce moment, chacun de nous porte une mort en nous. Une mort qui hante notre esprit. Nous portons ces morts dans nos regards, dans nos gestes, mais aussi sur notre ombre.

Les morts bourdonnent dans ma tête. Ils sont bavards, les morts. Ils crient justice et demandent à boire du sang. Le sang de leurs meurtriers. Ma tête éclate. J'ai envie de crier haut et fort pour réveiller les zombies : “Liberté !”

—Marc Sony Ricot
Publié le 17 octobre

Vers une intervention étrangère ?

●●● Depuis que le gang armé G9, le plus puissant du pays, a pris le contrôle, il y a plusieurs semaines, du principal port du pays, près de Port-au-Prince, Haïti manque de tout. Principalement de carburant, qui sert à produire l'électricité, ce qui a paralysé le pays, notamment les fournisseurs d'eau potable mais aussi les hôpitaux. Parallèlement, les commerces alimentaires manquent cruellement d'approvisionnement, faute d'essence mais aussi en raison des barrages de routes érigés par les gangs – responsables d'enlèvements contre rançon au quotidien. La situation est particulièrement sensible dans les hôpitaux, d'autant qu'une épidémie de choléra est apparue le 2 octobre dernier, une maladie qu'ils ont du mal à traiter. “Du dimanche 2 au dimanche 16 octobre, le ministère de la Santé publique et de la Population, écrit le site Alterpresse, a dénombré

au moins 36 décès dus au choléra, 78 cas confirmés et 835 cas suspects.” Le nombre de cas est “probablement beaucoup plus élevé”, faute d'accès à certaines zones touchées, a signalé l'Organisation panaméricaine de la santé. Parallèlement, le pays fait face à un défaut de gouvernance, après l'assassinat, le 7 juillet 2021, du président Jovenel Moïse. Le Premier ministre Ariel Henry, très impopulaire, exerce depuis le rôle de chef d'État de facto, en l'absence totale d'accord de la classe politique sur une transition. Le 7 octobre, Ariel Henry a demandé aux “partenaires internationaux [...] le déploiement immédiat d'une force spécialisée armée” pour faire face au chaos sécuritaire. Lundi 17 octobre, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni pour analyser cette demande, à laquelle les États-Unis se sont montrés favorables. Mais cette initiative pourrait prendre du temps à voir le jour. Ou ne jamais aboutir.

CHILI

Un rêve a passé

Mon pays imaginaire, le nouveau documentaire de Patricio Guzmán, actuellement en salles, revient sur les manifestations qui ont secoué le Chili en 2019. Une époque où le pays croyait en un avenir moins inégalitaire.



Ce n'est que le 10 septembre 2021 que *La Bataille du Chili* a été diffusée pour la première fois à la télévision chilienne", rapporte le site **Ciper Chile**. À l'étranger, pourtant, cela fait longtemps que la réputation de cette trilogie sur le Chili de Salvador Allende, tournée par Patricio Guzmán et sortie entre 1975 et 1979, n'est plus à faire. Mais les Chiliens auront dû attendre quarante-cinq ans pour découvrir en clair cette œuvre multiprimée sur les expérimentations démocratiques menées sous Salvador Allende (1970-1973), avant que ne survienne le coup d'État d'Augusto Pinochet et que ne tombe le couperet de la dictature (1973-1990).

L'ombre de *La Bataille du Chili*, qualifié par *Ciper Chile* de "film chilien le plus diabolisé de l'histoire",

plane sur *Mon pays imaginaire*, le nouveau film de Patricio Guzmán, qui sort ce 26 octobre en France. Assurant le commentaire en voix off, sur un registre personnel comme à l'accoutumée, le cinéaste de 81 ans, grand nom du documentaire, revient sur l'explosion sociale suscitée en octobre 2019 par l'augmentation du prix du ticket de métro à Santiago, les journées de manifestations massives qui ont suivi, et la volonté de réécrire la Constitution qui en a découlé, pour enfin en finir avec celle héritée d'Augusto Pinochet.

"Il y a une sorte de cordon ombilical entre ces deux films, séparés par près d'un demi-siècle", relève *Ciper Chile*. Patricio Guzmán "dépeint les joies, les colères, les douleurs, les

revendications et les espoirs collectifs qui se sont déversés lors de l'explosion sociale [de 2019], acquiesce le site **BioBio Chile**, et en particulier le désir de luttes sociales, de rêves collectifs. De retrouver la joie, l'enfance perdue et, surtout,



REVUE DE PRESSE

cette jeunesse interrompue" par le coup d'État de 1973. Près de cinquante ans plus tard, le dénouement est tout aussi brutal.

Le 4 septembre, par 62 % des voix, les Chiliens ont finalement refusé le projet de nouvelle Constitution qui leur était soumis par référendum. L'épidémie de Covid-19 et la crise économique ont eu raison de la soif de renouveau. Cela se laissait déjà deviner en août, quand *Mon pays imaginaire* est sorti au Chili. "Ce qui est

paradoxal, c'est que trois ans seulement se sont écoulés depuis la révolte mais les images et les témoignages semblent dater de plusieurs décennies", commentait alors *Ciper Chile*.

"Nous sommes retournés en arrière", concède Patricio Guzmán, interrogé par **BBC Mundo** à la mi-octobre. Évoquant le jeune président de gauche Gabriel Boric, dont l'élection en décembre 2021 avait semblé inaugurer une nouvelle ère, le documentariste ajoute : "Même le Boric qui s'exprime dans le documentaire après avoir gagné les élections paraît différent du président qui parle aujourd'hui."

"Se souvenir". "Disons que le Chili est un pays avec de beaux habits, mais miséreux. Il a une structure qui fonctionne, mais cette structure ne fonctionne pas pour tout le monde", explique encore Patricio Guzmán à **BBC Mundo**. Mais c'est peut-être précisément pour cette raison que *Mon pays imaginaire* mérite aujourd'hui d'être regardé. "Ce que propose le nouveau documentaire de Patricio Guzmán, c'est de revenir à quelque chose d'aussi simple que nécessaire : se souvenir, insiste *Ciper Chile*. Cette fois, il nous dit que nous ne pouvons pas oublier que, très récemment, un peuple est descendu dans la rue pour exiger des changements profonds et que des gens sont morts, d'autres ont été mutilés et d'autres encore injustement jetés en prison pour avoir manifesté leurs volontés."

Quand la révolte a éclaté, Patricio Guzmán, exilé depuis plusieurs décennies en France, "se trouvait à plus de dix mille kilomètres des personnes qui se rassemblaient partout au Chili pour exprimer le mécontentement suscité par les inégalités, le coût de la vie, les élites politiques et les injustices", raconte le site **El Mostrador**. Mais, très vite, il a "envoyé une équipe sur le terrain pour filmer ce qui fait désormais partie de l'histoire" et, très vite, il débarquait au Chili pour filmer la suite des événements, et notamment l'approbation par plus de 78 % des électeurs, en

Une scène du documentaire *Mon pays imaginaire*. Photo Pyramide Films

octobre 2020, du projet de changer la Constitution. Sans que cela ne soit prévu au départ, petit à petit s'est imposée l'idée de laisser la parole aux femmes, manifestantes, militantes, secouristes intervenant en marge des manifestations, photographes ou encore intellectuelles. "Nous nous sommes soudain rendu compte que parmi les personnes que nous voyions, les plus intéressantes étaient des femmes. Elles étaient différentes, mais elles avaient toutes la même sorte de colère viscérale, la même sorte de force, la même personnalité ouverte et la même indignation", détaille Patricio Guzmán dans *El Mostrador*.

"Le résultat est une vision kaléidoscopique puissante, consistante et cohérente, analyse *BioBio Chile*. Une réalité incontestable, même si elle est partielle et ne montre qu'un fragment d'un phénomène national qui a touché une grande partie du territoire et des groupes sociaux." *Ciper Chile* a quelques réserves pour sa part : "Il faut cependant noter que les yeux de Guzmán ne voient aucune fissure dans cette expression sociale. Sa vision romantique et un peu naïve ne remarque pas les contradictions et les tensions qui sont apparues après la révolte, comme la violence extrême [26 manifestants tués et près de 2500 blessés, pour moitié des membres des forces de l'ordre; de nombreux cas de torture par la police ont par ailleurs été rapportés par les organisations de défense des droits humains] et les dégâts dans les espaces publics." Mais le site conclut toutefois en soulignant que "le film a le mérite de nous rappeler le pouvoir légitimateur des majorités".

Dans son interview à **BBC Mundo**, Patricio Guzmán, lui, dit garder espoir, même si la "peur" et la "méfiance" semblent avoir repris le dessus au Chili. "Le rêve est toujours vivant et va devoir trouver un nouveau canal d'expression. Nous serons là pour le filmer."

— **Courrier international**

Courrier international est partenaire de ce film.

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international. À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



—The New York Times (extraits)
New York

De Richland, État de Washington

Pendant la Seconde Guerre mondiale, des travaux ultrasecrets furent menés près d'un village perdu dans la campagne aride du sud-est de l'État de Washington. Des milliers de travailleurs affluèrent sur les berges du fleuve Columbia pour produire les matériaux nécessaires à la fabrication de l'arme ultime.

Plusieurs décennies après la destruction de Nagasaki par une bombe nucléaire, les ingénieurs et les scientifiques qui ont rendu cette opération possible font toujours partie de la vie de Richland. Dans une brasserie de l'ancien village devenu ville ouvrière, les clients peuvent faire descendre une pizza Reactor Core ["Cœur du réacteur"] avec une Plutonium Porter. Les adolescents se donnent rendez-vous tout près de là, à l'Atomic Bowling. De l'autre côté de la rue se trouve le lycée de Richland, domicile des Bombers ["Bombardiers"], dont le drapeau, les murs et la salle de basket sont ornés d'un champignon atomique.

"Proud of the cloud" ["Fiers de ce nuage"], proclament de nombreux élèves. Cette fierté citoyenne ostentatoire a parfois été un sujet de discorde entre ceux qui considèrent que l'héritage historique de la ville doit être célébré haut et fort et ceux qui trouvent les glorifications actuelles des plus inconvenantes lorsqu'on pense que cet événement a tué des dizaines de milliers de personnes. Le débat sur le sujet se

États-Unis. Richland, la fierté atomique

L'histoire de Richland, dans le nord-ouest des États-Unis, est étroitement liée à la production de la bombe nucléaire utilisée contre la ville japonaise de Nagasaki. Aujourd'hui, la célébration de cet héritage est remise en question.

ravive alors que l'ensemble du pays s'interroge sur la meilleure façon de transmettre l'histoire sans heurter les citoyens et les visiteurs qui ne voient pas le passé avec le même enthousiasme.

Le mois dernier [en août], dans la rue du lycée, j'ai assisté à une cérémonie du souvenir pour le 77^e anniversaire du bombardement de Nagasaki. Une femme, Adrienne Fletcher, s'est levée pour raconter l'histoire de sa famille : sa grand-mère se trouvait dans un pensionnat juste à côté de Nagasaki lorsque la bombe a été larguée, et elle a vu le champignon atomique de la fenêtre de sa salle de classe.

M^{me} Fletcher, qui habite aujourd'hui à Richland, a ajouté que sa grand-mère

avait survécu mais qu'elle avait eu des problèmes de santé toute sa vie.

"Ce soir, je vous demande de vous souvenir de tous les êtres humains, des gens comme vous et moi, qui ont perdu la vie ou souffert chaque jour de douleurs atroces dues à l'exposition aux radiations", a-t-elle déclaré aux membres du public, dont certains travaillent dans l'industrie nucléaire locale. "Je vous demande de vous souvenir des enfants enlevés à leurs parents. Je vous demande de vous souvenir des familles arrachées à leur foyer. Je vous demande, lorsque vous vaisez à vos occupations au milieu des nombreux rappels de destruction nucléaire qui émaillent cette ville, de prendre le temps de réfléchir aux conséquences de la guerre et de la violence,

de prendre le temps de réfléchir à l'effet que les rappels quotidiens de cette violence ont sur de nombreuses personnes."

Avant le projet Manhattan, programme secret américain qui a abouti à la fabrication des premières armes nucléaires, Richland était un village constitué d'environ 250 personnes venues cultiver des terres près du fleuve Columbia. Mais un jour, l'État fédéral vint acheter leurs terres et les expulser de leurs maisons et de leurs fermes. Son but était d'utiliser ce lieu éloigné de tout pour construire des réacteurs nucléaires et des centaines de bâtiments connexes, ainsi que de nouveaux quartiers à Richland pour loger tous ceux qui allaient y travailler. Le site de Hanford vit le jour, et la ville compta bientôt 11 000 habitants.

En 1945, les États-Unis et leurs alliés se préparaient à envahir le Japon, tout en sachant qu'une opération d'une telle envergure entraînerait des pertes massives dans les deux camps. Mais le projet Manhattan ayant été couronné de succès, le président Harry Truman choisit de déployer la nouvelle arme nucléaire américaine.

Employeur important. En août de la même année, les bombes larguées sur Hiroshima et Nagasaki tuèrent plus de 200 000 personnes. Beaucoup périrent sur le coup, beaucoup d'autres dans les jours et les décennies qui suivirent. Peu après le bombardement de Nagasaki, le Japon annonça sa capitulation.

Si la fabrication de la bombe est un élément central de la transformation de Richland, elle est également au cœur de la configuration actuelle de la ville, dont



←←← Le lycée de Richland, le 9 août 2022.
 ←← La grand-mère d'Adrienne Fletcher vivait près de Nagasaki, au Japon, quand la bombe nucléaire est tombée sur la ville, le 9 août 1945.
 ← Lors de la cérémonie du souvenir de Nagasaki, "Lights for Peace", à Richland. Photos Mason Trinca/The New York Times

leur action, le site du réacteur a été ouvert au public. "Il a eu une importance énorme dans l'histoire de la nation et du monde. Il a marqué le début de l'ère nucléaire et la fin de la Seconde Guerre mondiale."

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, les élèves du lycée de la ville changèrent de nom : les Beavers ["Castors"] devinrent les Bombers. Le logo du champignon atomique arriva plus tard, et les promotions récentes en ont fièrement disséminé des versions dans tout le campus, malgré l'opposition de certains élèves, qui trouvaient ce symbole choquant.

Parjot Pawar, sortie deuxième de la dernière promotion, dit n'avoir jamais aimé ce logo de champignon ni la devise "Proud of the cloud" : "J'ai remarqué cependant que de plus en plus de gens se prononcent en faveur d'un changement de l'image du lycée, surtout depuis que les discussions sur les monuments et les statues se multiplient."

À la dernière commémoration du bombardement de Nagasaki, nommée "Lights for Peace" ["Des lumières pour la paix"], la chorale d'Adrienne Fletcher a chanté une chanson japonaise pour enfants. Puis un animateur du National Park Service [l'agence américaine qui gère les parcs nationaux] a invité les membres du public à faire tinter une cloche et à parcourir un chemin bordé de lanternes en papier sur lesquelles étaient inscrits des messages de paix et de souvenir.

Pendant que les gens faisaient le tour du parc, M^{me} Fletcher expliquait dans une interview que la ville avait été à bien des égards déconnectée d'un autre aspect de cette histoire : les répercussions de la bombe. Mais depuis que de plus en plus de discussions sont menées dans le pays tout entier sur la façon de considérer le passé des États-Unis, elle trouve que les habitants de Richland sont plus disposés à entendre également l'histoire de sa famille.

Elle a aussi appris que certains élèves de son orchestre symphonique de jeunesse demandaient des changements au lycée. "Je crois que ce n'est que le début du processus, ajoute-t-elle. Il y a encore beaucoup de chemin à faire. Cette partie de son histoire est très importante pour cette ville, et depuis très longtemps. Nous avons encore beaucoup d'autres discussions devant nous."

—Mike Baker

Publié le 26 septembre

la population compte aujourd'hui autour de 60 000 habitants. L'usine de Hanford, où le plutonium a été enrichi, a également joué un rôle essentiel pendant la guerre froide avant de cesser sa production à la fin des années 1980. Le site reste un employeur important, mais désormais pour des travaux de déclassement et de décontamination, une entreprise colossale.

Del Ballard, 92 ans, a longtemps travaillé à Hanford, où il est entré en 1951. Il raconte que les employés étaient très fiers de leurs prouesses technologiques et de leur rôle dans la sécurité nationale. Et lorsque le gouvernement américain a décidé de déclasser le site, Ballard et d'autres personnes ont tout fait pour que le réacteur qui avait produit le plutonium utilisé dans la bombe larguée sur Nagasaki soit conservé. À la suite de

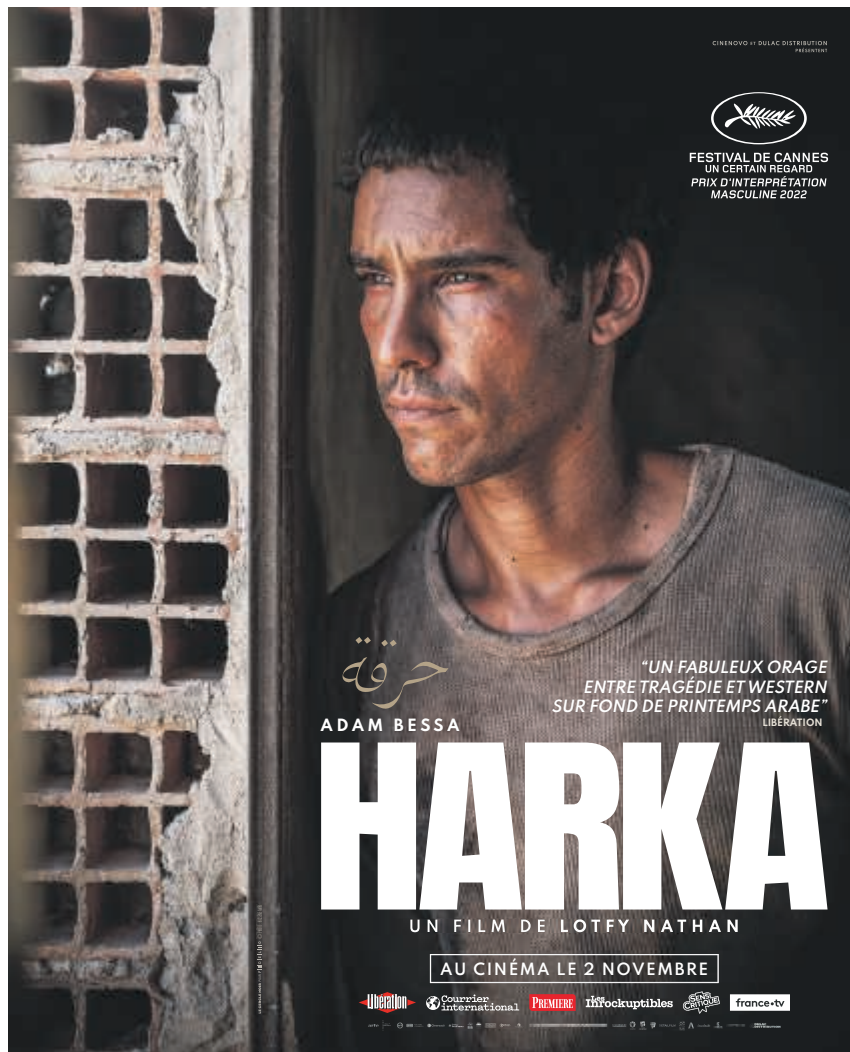


Les pro-atome font du prosélytisme

●●● Aux États-Unis, on les appelle les "Nuclear Bro". Ces "frères du nucléaire" sont principalement "des hommes de la génération des milléniaux, très actifs sur Internet et sur les réseaux sociaux", rapporte le **Washington Post**. Mais ils sont aussi capables de défilé dans la vraie vie "pour défendre le maintien en activité d'anciennes centrales, comme celle de Diablo Canyon, en Californie, ou la construction de nouveaux réacteurs". Dans leurs rangs, on trouve de célèbres techno-optimistes comme Bill Gates ou Elon Musk, mais aussi des militants de base dont certains estiment que 100 % de l'énergie mondiale devrait provenir des centrales nucléaires. Certains rejettent même l'étiquette de "Nuclear Bro", trop caricaturale, et soulignent que leur mouvement compte "aussi des femmes qui en sont venues à défendre l'énergie nucléaire sur

des bases scientifiques, par peur des bouleversements générés par le changement climatique". Chris Keefer, médecin urgentiste de Toronto de 40 ans, est de ceux-là. "Il a toujours été de gauche et congénitalement opposé au nucléaire", mais après la naissance de son fils, en 2018, "il s'est mis à s'intéresser de près à la transition énergétique".

Il s'est alors rendu compte que "seules l'hydroélectricité et l'énergie nucléaire permettraient d'atteindre la décarbonation profonde et de se passer des sources d'énergie fossiles". Depuis, il organise des manifestations avec le groupe Canadians for Nuclear Energy, qu'il a fondé, et anime un podcast consacré au nucléaire. Le **Washington Post** note que "ce regain de militantisme en faveur de l'énergie atomique a lieu alors que de nombreux pays sont en train de revoir leur copie vis-à-vis du nucléaire".



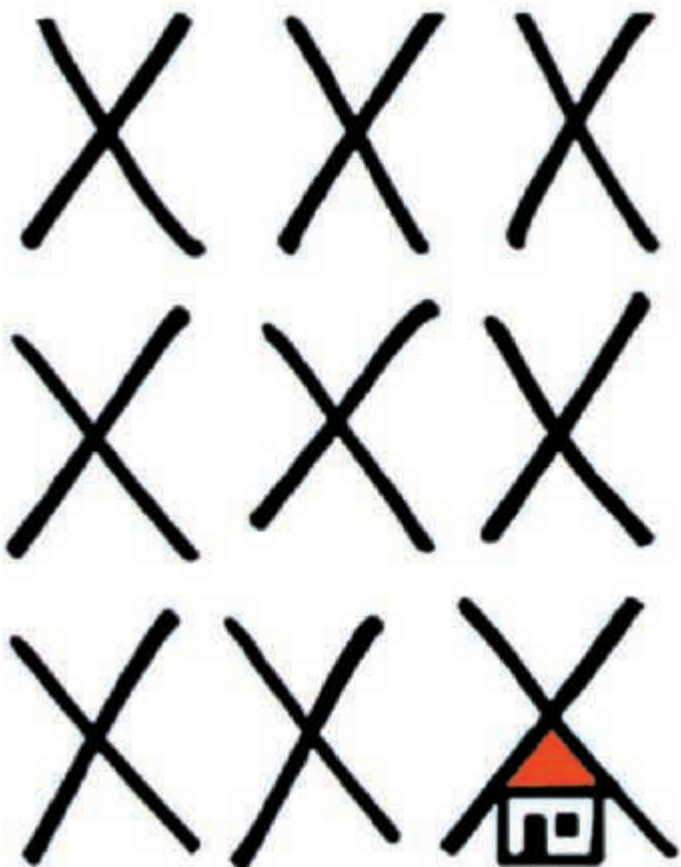


asie

Cambodge.

Le temple d'Angkor vidé de ses habitants

Les autorités démolissent leurs maisons et leurs échoppes. Des milliers de villageois sont expulsés du parc classé pour être déplacés sur un site à une vingtaine de kilomètres, toujours en construction. Ils redoutent de se retrouver sans ressources.



—VOD (extraits) Phnom Penh

La nuit tombe sur Angkor Vat. Au crépuscule, l'extrémité sud de la grande douve du temple bourdonne des bruits paisibles de la vie villageoise.

Nous sommes à Trapeang Ses [au Cambodge], un village qui se déploie le long d'une route parallèle au complexe d'Angkor Vat. Seng* discute avec ses voisins. Le

village est l'un de ceux qui doivent être démolis à la suite de la décision de l'Autorité pour la protection et la gestion d'Angkor et de la région de Siem Reap (Apsara) et du ministère des Affaires foncières de vider le parc archéologique d'Angkor de ses habitants.

Les personnes rencontrées dans le cadre de ce reportage ne refusent pas d'obéir aux injonctions gouvernementales. Certaines

trouvent une consolation dans la promesse officielle d'attribution de terrains et de titres de propriété hors du parc, mais nul ne sait très bien comment la relocalisation va se passer.

"Je suis d'accord, nos constructions doivent disparaître, mais c'est trop rapide", déclare Seng. Il nous montre sa maison et une pile de planches. Ce qui reste de sa boutique. Et se met à pleurer doucement. Il vendait notamment du riz. Les autorités lui ont ordonné de démolir son échoppe sur-le-champ, "tuant" la source de ses revenus. Il lance : "Ils vont trop vite. Je suis sous le choc."

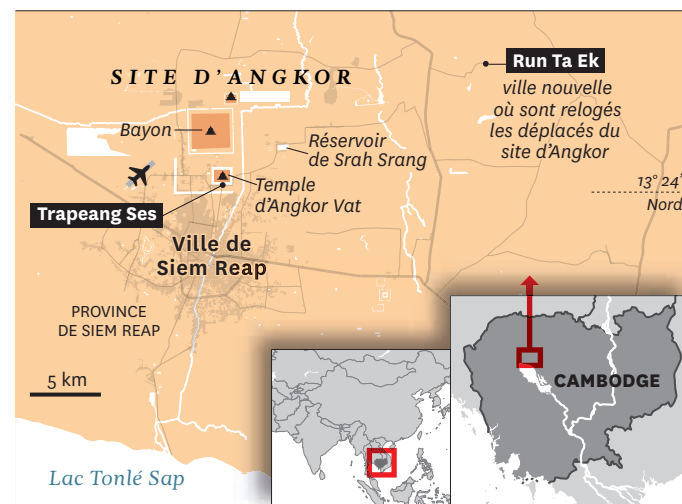
Pour les vendeurs comme pour ceux ayant perdu leurs revenus du fait de l'absence de tourisme pendant la pandémie, l'idée de repartir de zéro a de quoi faire peur - d'autant plus sur des terres vierges situées dans la commune de Run Ta Ek, dans le district de Banteay Srei [à une vingtaine de kilomètres du site touristique].

Terrain en défrichement. Le flou demeure quant à l'ampleur des déplacements de population. Les maisons et les boutiques situées près du réservoir de Srah Srang, dans l'est du parc archéologique, ont déjà été évacuées, alors que Trapeang Ses et d'autres zones sont en plein milieu du processus. Le gouvernement a beau affirmer que cette campagne est avant tout motivée par les préoccupations de l'Unesco, celle-ci n'en a pas pris la responsabilité et laisse la question aux bons soins de l'Apsara. [L'ancienne cité d'Angkor est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1992.]

Le Premier ministre, Hun Sen, vante le site de logement destiné à devenir un modèle d'urbanisme durable au Cambodge. Run Ta Ek devrait accueillir 6 000 familles relogées, a-t-il déclaré le 13 septembre. "Run Ta Ek ne sera plus rural à l'avenir, ce sera un Run Ta Ek modernisé et transformé."

La zone qui doit être attribuée aux personnes déplacées, une étendue de 1300 hectares située à 23 kilomètres du parc d'Angkor, est peu peuplée pour le moment. Ce terrain, en grande partie couvert par une forêt clairsemée, est en cours de défrichement, et des ouvriers y préparent les infrastructures de base.

Nous nous sommes rendus sur les lieux le 8 septembre. Une équipe



creuse un lac dans la terre argileuse. L'un des ouvriers confie qu'ils travaillent déjà depuis trois ans sur cette zone et que le lac devrait fournir de l'eau aux nouveaux arrivants. Au moment de notre visite, il ressemblait à une carrière, dans laquelle stagnait une eau épaisse d'un blanc laiteux et argileux.

Les autorités démentent que cette campagne d'évacuation soit une expulsion et répètent que les villageois du parc sont volontaires pour partir. Long Kosal, le porte-parole d'Apsara, insiste : "Ne prononcez pas le mot 'expulsion'. Les gens déménagent de leur plein gré. Il n'est pas correct d'utiliser le mot 'expulsion'."

Les villageois, s'ils résistent, craignent de ne pas avoir de terres ni de titre de propriété en compensation.

Or, depuis quelques mois, Apsara - organisme du ministère de la Culture supervisant le parc et les autres sites d'Angkor - incite les gens [parfois analphabètes] à apposer leur empreinte digitale sur des documents par lesquels ils consentent à démolir leur maison et leur boutique. Les intéressés confient ne pas avoir le choix, d'autant plus que s'ils résistent ils risquent de ne pas recevoir de terres ni de titre de propriété à Run Ta Ek en compensation.

Seng n'est pas le seul à avoir perdu sa principale source de revenus. "Quand on a accepté de partir, on ne savait pas que la boutique serait démolie en premier", déplore Nan devant sa maison. Nan vend du jus de canne à sucre

aux abords du Bayon, le célèbre temple aux visages de Bouddha. Elle demande à prendre un pseudonyme pour pouvoir parler ouvertement. Selon elle, les habitants du parc auront du mal à s'adapter à la vie à Run Ta Ek. "La plupart des gens n'ont pas l'argent pour construire une maison. Le Covid-19 vient de se terminer, et personne n'a gagné d'argent." Les planches de sa maison actuelle sont vieilles. Survivront-elles au déménagement? Pendant qu'elle parle, un groupe de fonctionnaires démolit des boutiques à l'autre bout de l'allée de stands.

Le nombre de personnes vivant dans le parc d'Angkor, une zone de 400 hectares qui comporte la plupart des temples de Siem Reap, est estimé à plusieurs milliers. D'après les autorités, certains villages, par exemple Trapeang Ses, ont été construits illégalement et risquent de mettre en danger le statut de patrimoine mondial de l'humanité du parc.

Belles promesses. Une porte-parole de l'Unesco a répondu par courriel que la gestion d'Angkor se trouvait "sous la responsabilité globale de l'État".

De passage à Run Ta Ek au début du mois, Hun Sen a annoncé que le site deviendrait une ville-satellite moderne. Il a promis de donner des matériaux de construction aux familles déplacées, assuré qu'elles auraient accès à un programme de soutien spécifique et demandé aux organismes de microfinance de proposer des prêts à faible taux à cette population.

Même si des infrastructures sont en cours de construction, le site de Run Ta Ek était loin d'être terminé lors de notre visite. À

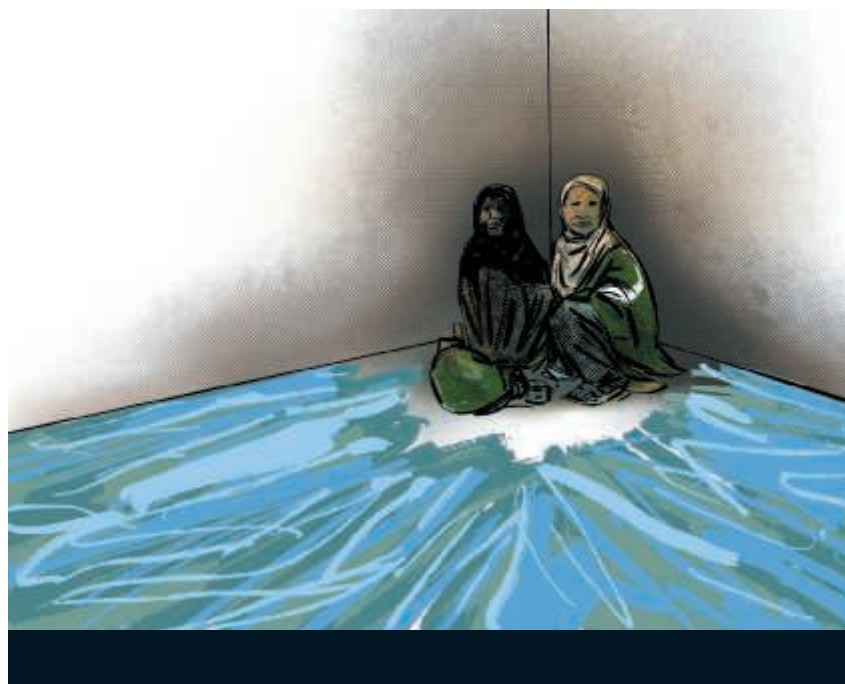
↳ Dessin de Kopelnitsky, États-Unis.

↳ Dessin de Ramsés, Cuba.

PAKISTAN

Dans l'attente du reflux, on se réfugie sur le bitume

Dans la province du Sindh, les plantations et les villages sont encore submergés depuis les inondations de l'été. Les survivants s'entassent avec leurs enfants sur les bords de routes. Redoutant la dégradation des conditions sanitaires et l'arrivée de l'hiver.



— Dawn Karachi, Lahore, Islamabad

La route nationale reliant Sukkur, dans le nord de la province du Sindh, à Moro, plus au sud, ayant été gravement affectée par les inondations, les cars et les autres véhicules contournent les blocages en prenant la route Mehran [route à deux voies qui suit un tracé plus à l'est]. Mais les survivants n'ont pas d'autres possibilités que de s'y installer. Les terres sont submergées des deux côtés de la route. Il n'y a pas suffisamment de bâtiments publics pour les accueillir et ils ne peuvent pas repartir dans leur village. Les femmes et les enfants se rendent parfois dans leur maison submergée pour récupérer ce qu'ils peuvent dans des *taae* – de grandes casseroles qui servent normalement à faire la cuisine.

“J’ai réussi à récupérer un peu de céréales. On est là depuis deux mois”, explique Abid Shar. Il vient d’Akri, dans le sous-district de Thari Mirwah, dans le district de Khairpur. Sa maison s’est effondrée pendant les inondations. Il a trouvé du travail dans une usine d’égrenage de coton pour nourrir sa famille.

Alors qu’Abid raconte ce qu’il vit, Afzal Shar s’approche pour partager ses doléances : “Vous au moins, vous êtes venus nous voir. Personne ne vient ici pour voir ce qu’on subit et à quel point c’est horrible.”

Les conditions de vie empêchent nombre d’entre eux de dormir, ajoute-t-il. “On passe la nuit éveillés pour éviter une autre tragédie.”

Les commerçants locaux tirent profit de leur malheur. Afzak a récemment dû se séparer d’une chèvre pour 5 000 roupies [23 euros] seulement. Selon lui, l’animal aurait été vendu au moins quatre fois plus cher, en des temps meilleurs. Paryal Lashari, un autre survivant, a été forcé de vendre sa chèvre pour 7 000 roupies [32 euros]. Les marchands de bétail de la région de Karki agissent comme un cartel et refusent de payer le juste prix aux vendeurs, se plaignent ces hommes.

Khairpur, une ancienne principauté dirigée par la dynastie Talpur [1783-1843], compte parmi les districts les plus touchés par les inondations. Des semaines après le pic de la catastrophe [août-septembre], les autorités locales ne savent toujours pas quoi faire de l’eau stagnante.

Le drainage des zones rurales de Khairpur incombe à une subdivision du service de l’irrigation. Son ingénieur en chef a récemment

Des semaines après le pic de la catastrophe, les autorités locales ne savent toujours pas quoi faire de l’eau stagnante.

été transféré en raison de son incapacité à faire le nécessaire.

“L’eau est coincée dans des dépressions. Il faudra la pomper dans les zones rurales qui n’ont pas de système de drainage correct”, explique Mansoor Memon, son remplaçant. Nous avons fait passer la capacité des stations de pompage de 750 à 1 325 m³ par jour, soit deux fois plus, dans les zones où il existe un réseau de drainage.”

Plus de 9 300 hectares ont été drainés au cours des neuf derniers jours – une amélioration par rapport aux 1 215 à 2 225 hectares de la semaine précédente.

Pendant ce temps, les personnes déplacées craignent l’arrivée de l’hiver. Tout va devenir très difficile si elles sont obligées de continuer à vivre le long de la route.

Paludisme. “L’hiver approche rapidement. Et nous avons des enfants”, s’inquiète Amin Shar. Il vit près du village submergé de Qadir Dino Shar. Les paysans cultivent du blé entre les plantations de dattiers. Les producteurs de dattes ont perdu de 80 à 90 % de leurs fruits parce que les pluies torrentielles ont coïncidé avec la récolte, qui commence en juin.

Pour Amin, la priorité numéro un, c’est le drainage. Il craint de ne pas pouvoir semer du blé pour la prochaine saison si ses champs demeurent sous l’eau. “Videz le village de son eau, elle sert de couvoir à moustiques. On a [déjà] trop de cas de paludisme.”

Retour dans les zones urbaines de Khairpur et Gambat. Elles ne sont pas mieux loties. Les personnes qui vivent dans l’agglomération se plaignent de mauvaises conditions de vie et de risques sanitaires.

L’eau qui entoure la ville est en train de devenir noire et jaune. “Nos enfants n’arrêtent pas de tomber dedans, on passe notre temps à les en sortir”, déclare Zubaida Katohar. Elle vit dans le village de Jamali, à Khairpur. Il est entouré d’eau insalubre.

Zubaida s’est fait une tente avec une bâche. Elle attend que la circulation s’arrête, après minuit, pour s’endormir. Elle en a assez des moustiques.

La route qui mène à Jamali coupe la terre en deux. Les plantations sont submergées des deux côtés. “Est-ce qu’il faut que j’entre dans l’eau pour que vous vous fassiez une idée de la profondeur?” persifle un villageois.

“Faites quelque chose pour évacuer l’eau, s’il vous plaît”, supplie Farida Katohar. La vieille M^{me} Gulabi est du même avis et se contenterait même de cela. Les femmes de la région ont perdu leur salaire quotidien avec la perte de la récolte de dattes. Elles travaillent désormais comme domestiques pour gagner de quoi vivre.

Nafisa Shah, la députée de la région, est également très inquiète. “L’hiver sera bientôt là. Il y aura une autre catastrophe si on n’évacue pas l’eau.”

— Mohammad Hussain Khan
Publié le 5 octobre

L’exception d’un écovillage bâti en 2010 pour accueillir d’anciens habitants d’Angkor et favoriser le tourisme rural, il n’y a pas grand-chose si ce n’est des routes tracées au milieu de la terre boueuse.

L’écovillage comprend 100 maisons sur pilotis autour d’un lac. Rai Sanon est professeur des écoles et vit dans le village depuis bientôt onze ans. Actuellement, seulement la moitié des maisons sont occupées. “Certaines personnes ne savent pas comment faire pour vivre ici. Elles n’ont pas d’emploi et leurs enfants étudient à Siem Reap.”

Dans cette zone, un conflit foncier a également récemment opposé des dizaines de familles se plaignant d’être déplacées pour laisser la place aux nouveaux venus d’Angkor. [Au Cambodge, les conflits fonciers sont fréquents.]

Le paysage est en train de changer. Une noria de camions chargés du sable et des graviers sur les routes de terre rouge. À une extrémité du site, nous avons croisé des ouvriers du bâtiment en train, disaient-ils, de construire ce qui serait un jour un hôpital.

À proximité de là se trouve un ensemble de maisons construites pour accueillir d’anciens habitants de Siem Reap, expulsés en 2020 à la suite de l’extension de routes. Plusieurs de ces habitations, pour la plupart des petites structures en plaques de tôle, arborent un panneau “À vendre”. L’endroit est très calme.

Sambo Phalla et Has Heang font partie des rares personnes croisées dehors. D’après elles, il était beaucoup plus facile de gagner sa vie à Siem Reap. Elles racontent en riant les difficultés qu’elles ont connues à Run Ta Ek au cours des deux dernières années. La plupart des personnes relogées sont d’ailleurs parties depuis. Phalla jure pour appuyer ses propos : “C’est vraiment dur de vivre ici.”

Les emplois rémunérés étant rares, Heang a parfois du mal à s’en sortir. Au début, il y avait suffisamment de gens pour gagner de l’argent en tenant une petite échoppe. Ce n’est plus le cas. “Une fois qu’ils ont construit leur maison, raconte-t-elle, ils n’avaient rien à faire, pas de travail et ils sont partis.”

— Andrew Haffner
et Phin Rathana
Publié le 28 octobre

*Certains prénoms ont été modifiés.



Iran. Défendre le régime à tout prix

Dépendant directement du guide suprême, les Gardiens de la révolution représentent le bras armé le plus puissant de la République islamique. Leur rôle ? Protéger le régime coûte que coûte, rappelle cet universitaire spécialiste du sujet.



—Foreign Policy Washington

L'Iran traverse une crise d'identité. Depuis la mi-septembre, dans les rues et les quartiers de tout le pays, la population se rebelle contre la République islamique, appelle à la mort de son guide suprême et à la fin de la théocratie en place depuis quarante-trois ans – autant d'événements déclenchés par la mort d'une jeune femme de 22 ans, Mahsa Amini, aux mains de la police des mœurs à Téhéran.

Au vu de la nature et de l'ampleur des manifestations, beaucoup se demandent s'il s'agit là d'une nouvelle révolution, qui pourrait renverser la République islamique et la remplacer par une démocratie représentative plus libérale. La faculté du mouvement actuel à susciter ou non des changements en Iran dépend de divers facteurs, mais le principal obstacle qui entrave les manifestants est incarné par les Gardiens de la révolution islamique, rejeton le plus puissant de la révolution de 1979.

Cette année-là, c'est la décision de l'armée iranienne, qui s'est déclarée neutre et a cessé le feu, qui a signé la fin de la dynastie Pahlavi et engagé l'Iran sur une autre voie. Les Gardiens, au contraire, ont été pensés précisément pour rester fidèles au régime à tout prix, même si cela sous-entend de s'opposer au peuple. Ils sont une puissante force militaire sur laquelle repose l'ordre imposé. Elle supervise la sécurité au sein de la République islamique et, outre le guide suprême Ali Khamenei, nul n'a plus de poids dans les orientations stratégiques du pays. Ce rôle a fait des Gardiens le principal mécanisme répressif au sein du pays.

Force brute. Lors des précédents soulèvements politiques, notamment les manifestations étudiantes de 1999 et les cortèges de grande ampleur qui ont suivi l'élection présidentielle de 2009, ce sont les Gardiens et leur force paramilitaire, le Basij, qui ont mené la charge contre les manifestants par la force brute, des

arrestations et des actes de torture visant à étouffer le tumulte.

Les Gardiens ont repris ce rôle lors des manifestations qui ont commencé fin 2018 et perduré jusqu'en 2020, mais ils ont dans certaines régions intensifié leurs interventions, qui sont devenues de véritables opérations militarisées, où des tirs à balles réelles et des véhicules blindés tuent plus de manifestants que lors des répressions précédentes.

Le caractère meurtrier de ces tactiques était délibéré, et c'était une riposte directe à la menace que constituaient ces manifestations pour le régime. Contrairement aux mouvements de 1999 et de 2009, qui appelaient à des réformes, les revendications depuis 2018 – y compris celles de 2022 – sont nettement antirégime. Les slogans et les actions des manifestants expriment un rejet total de la révolution islamique et de tout ce qu'elle représente.

Cette offensive est indissociable d'une attaque visant directement les Gardiens de la révolution, une force de sécurité qui précisément s'identifie à l'idéologie du régime islamique. L'armée en 1979 était avant tout une armée nationale, fidèle à l'Iran en tant qu'État souverain plutôt qu'à la royauté.

La République islamique a créé et perpétué un appareil sécuritaire tout à fait distinct : au sommet de cette architecture se trouvent les Gardiens, qui, comme leur nom l'indique, ont été créés pour protéger la révolution islamique et non l'Iran. Pour les Gardiens de la révolution, la révolution équivaut à la théocratie iranienne, le guide suprême étant son plus grand accomplissement.

Au-delà de ça, il faut citer le travail d'un réseau de groupes étrangers qui ont déclaré leur loyauté au guide suprême : c'est ce qui est appelé le "front de résistance" et qui étend l'influence politique de l'Iran dans tout le Moyen-Orient. Si les Gardiens ont parfois cherché à donner à leurs faits d'armes à l'étranger l'apparence du patriotisme, l'organisation ne participe pas à des conflits régionaux pour défendre les intérêts nationaux iraniens mais plutôt pour étendre la révolution islamique et exporter son idéologie politique particulière.

Les Gardiens de la révolution ne sont pas fidèles à l'Iran et ne s'en tiennent pas à son territoire. L'entité politique qu'ils servent est transnationale et, surtout, définie par la place qu'occupe le guide suprême.

Danger. C'est pourquoi les Gardiens considèrent les manifestations actuelles et celles des dernières années, dont les revendications sont nettement antithéocratiques, bien plus dangereuses que les périodes antérieures d'agitation. En défiant le régime islamique, les manifestants contestent précisément la raison d'être des Gardiens de la révolution. Ils ne peuvent exister dans le cadre d'un État qui n'est plus défini par la révolution islamique.

Si l'ordre actuel est renversé, les Gardiens n'auront pas leur place dans le nouveau système.

De plus, au même titre qu'avec les autres forces armées de l'Iran, les plus hauts responsables des Gardiens de la révolution sont tous choisis par le guide suprême en fonction de leur loyauté à son égard. Eux tous, ainsi que les commandants militaires et policiers, doivent leur place dans la société et tout ce qu'ils ont gagné à la corruption tentaculaire qui entoure le guide suprême. S'il tombe, il les entraînera dans sa chute.



ANALYSE

Sur les campus, les sit-in se poursuivent

●●● Plus d'un mois après le début du mouvement de contestation, les manifestations dans la rue ont baissé en intensité, mais pas les sit-in, qui ont lieu quasiment tous les jours dans les universités iraniennes. À l'université de Téhéran, les étudiants en psychologie ont ainsi tenu un sit-in le 22 octobre, brandissant des pancartes sur lesquelles était écrit : "Femme, vie, liberté!" et "Les grèves se poursuivront". À l'université d'Ispahan et celle de Sharif, étudiants et étudiantes ont bravé l'interdiction de mélange des sexes. "C'est l'année du sang! Seyyed Ali

[Khamenei] sera renversé!" ont scandé par ailleurs des manifestants à Dezfoul, une ville du sud-ouest de l'Iran, ainsi qu'à Mahabad, dans le nord-ouest du pays. À Berlin comme à Washington, des milliers de personnes se sont rassemblées le week-end des 22 et 23 octobre, appelant à la chute du régime. Dans le pays, la répression ne tarit pas. En plus des 215 morts recensés depuis le 16 septembre, 12 000 personnes ont été arrêtées par les forces de l'ordre depuis le début des manifestations, selon l'ONG Iran Human Rights (IHR).

Il est donc tout à fait improbable que l'organisation se mette en retrait ou cède face aux manifestants. Les Gardiens de la révolution sont fidèles à la République islamique et ils s'opposent à tous les opposants du régime, quoi qu'il en coûte à la population iranienne. S'ils le pensent nécessaire, et si le guide suprême l'exige, les Gardiens n'hésiteront pas à ordonner à leurs troupes d'être aussi violentes qu'il le faut pour neutraliser la menace que constituent les manifestations.

Malgré cette détermination, les mouvements actuels sont un défi inédit pour le régime. Les forces de sécurité iraniennes ont déjà tabassé et tué des dizaines de manifestants afin de pousser les gens à rentrer chez eux, mais ça n'a pas fonctionné. La violence à déployer pour dissuader cette jeunesse qui n'a pas peur sera sûrement supérieure à ce que le régime veut risquer pour l'instant.

Le pari est double pour le régime, et les préoccupations sont à la fois nationales et internationales. Sur le plan international, les dirigeants iraniens doivent s'inquiéter de leur image et des répercus-

Si le guide suprême tombe, il entraînera les Gardiens de la révolution dans sa chute.

sions potentielles de la répression d'un mouvement populaire qui défend l'égalité de genre. Mais la crainte principale est l'exacerbation de la crise intérieure.

Plus il y a de personnes tuées par les forces de sécurité, plus l'animosité à l'égard du régime grandira, plus la jeune génération se radicalisera. Plus les soldats devront commettre des atrocités contre leurs concitoyens et concitoyennes, plus la détermination de ces troupes risque de vaciller. Même si les gradés des forces iraniennes ont largement bénéficié du système actuel, ce n'est pas le cas de la base. Leur évaluation du risque n'est donc pas du tout la même que celle de leurs commandants, et leur loyauté au système est plus fragile ; elle sera d'autant plus mise à l'épreuve à mesure qu'on leur demandera d'assassiner et de mutiler au nom du guide suprême.

La République islamique n'a aucun scrupule à tuer son propre peuple, comme en atteste son lourd passif en matière d'oppression. Mais quand l'ennemi est votre fille, votre nièce, votre sœur ou votre cousine, il est impossible d'échapper à la réalité. Pour gagner, le régime doit faire la guerre contre des jeunes femmes et des adolescentes. Ce n'est pas une guerre dont il peut sortir victorieux. Et il le sait probablement.

—Afshon Ostovar
Publié le 18 octobre

Jeunesse ignorée, jeunesse radicalisée

Parmi les rares voix discordantes dans les médias en Iran, celle de ce journaliste proche des conservateurs. Pour lui, le régime ferait mieux d'écouter les revendications de la génération Z.

—Nameh News (extraits) Téhéran

Les manifestations déclenchées ces dernières semaines ont conduit au chaos, et la fumée a assombri le ciel de nos villes. Cette fois-ci, les principaux acteurs présents dans la rue ne sont pas les couches défavorisées, majoritaires durant les manifestations de ces dernières années, ni la classe moyenne, endeuillée après la chute de l'avion ukrainien [par des missiles des forces iraniennes début 2020 ; plusieurs Iraniens, notamment des étudiants, ont été tués dans cet accident]. Cette fois-ci, de nouveaux manifestants sont dans la rue : la génération née au début des années 2000.

Ces jeunes ont surpris les politiciens par leur présence : ils n'ont rien à voir avec les conservateurs ni les réformateurs, ces deux camps qui ont dominé le paysage politique en Iran.

Mais qui est cette génération, comment pense-t-elle, comment vit-elle et pourquoi s'est-elle révoltée ? Ces jeunes ont grandi avec Instagram, Telegram et WhatsApp. L'incompétence des dirigeants dans le domaine [audiovisuel et] culturel leur a fait perdre confiance dans les médias traditionnels locaux et les a poussés vers les médias [et réseaux sociaux] installés à l'étranger.

Ils ne croient plus aux paroles, même honnêtes, des autorités, mais ils acceptent facilement toutes les vérités et tous les mensonges relayés depuis l'extérieur.

Les problèmes de subsistance ont tourmenté les pères de ces jeunes, eux-mêmes affectés par la vie chère. L'avenir est incertain pour eux : qu'il s'agisse de trouver un logement, un emploi ou de fonder une famille, tout leur paraît difficile.

Ils aiment les cafés et se promener dans les rues. Ils veulent être comme leurs pairs dans d'autres pays. Grâce aux réseaux sociaux, ils voient comment les autres jeunes vivent à travers le monde, et se sont construits une identité propre, différente de celle voulue par les dirigeants. Ils sont désormais distincts du reste de la société : ils ont adopté un mode de vie différent du nôtre.

Nous voulions leur dicter et leur imposer un mode de vie, leur rabâcher ce qui

devrait être fait et ne pas être fait. Mais ce qu'on ne sait pas, c'est que les "Il faut" n'ont aucune place dans le vocabulaire de cette génération ; elle n'accepte pas les ordres ni au sein de la famille ni dans la société. Nous avons sans scrupule repoussé cette génération loin de nous.

Ces jeunes ne s'intéressaient plus à la politique, synonyme pour eux de surplace et d'absence de changement. Mais [depuis le 16 septembre,] ils ont changé de vision. Ils veulent obtenir ce qu'ils veulent à travers la politique, et en particulier à travers la rue. Et ils sont impatients.

[Les protestations violentes] n'étaient pas une bonne chose ni pour cette génération ni pour la classe politique. Il en reste un mauvais souvenir.

Les dirigeants doivent se renseigner sur cette génération compétente qui représente un énorme potentiel et de l'espoir pour le pays. Ils doivent essayer de comprendre leurs revendications et leur vision du nouveau monde.

Il faut les accueillir à bras ouverts au lieu de les traiter comme autrui, cet autrui différent de nous. Rendre passive cette nouvelle génération, c'est détruire une grande capacité et une chance [pour la société, l'économie et l'avenir politiques iraniens], et les ignorer n'a d'autre résultat que de les radicaliser.

Nous devrions parler à cette frange de la société et écouter ses doléances. Un avenir doit leur être dessiné afin de leur insuffler de l'espoir. Il faut leur dire qu'il n'y a pas de place à la politique dans la rue et qu'ils n'iront nulle part à travers cette voie.

Pour cela, il faut pouvoir les conduire de la rue vers les urnes et prendre des initiatives [concrètes] dans ce domaine.

—Mostafa Sadeghi
Publié le 28 septembre



OPINION

Le Nom de la rose
revu et augmenté par John le Carré.
L'Obs

Un captivant thriller d'espionnage.
COURRIER INTERNATIONAL

PRIX DU SCÉNARIO
FESTIVAL DE CANNES 2022

TAWFEEK BARHOM FARES FARES

LA CONSPIRATION DU CAIRE

UN FILM DE
TARIK SALEH

arte | Télérama | LE FIGARO | L'Obs | M6 | ACTUELLEMENT AU CINÉMA | Courrier International | inter

trans- versales. sciences



Économie 38
Signaux 39

L'Amazonie n'a aucun secret pour eux

Phytologie. Ils sont moins d'une vingtaine à guider les chercheurs sur le terrain.

Les "parabotanistes" du Brésil appartiennent à une profession essentielle, mais menacée.



✓ Dessin de Ramsés, Cuba.

parabotaniste de 45 ans. Avant de quitter l'État du Rio Grande do Sul pour vivre à Manaus et faire son master et son doctorat à l'Inpa, il y a quinze ans, elle n'avait jamais mis les pieds dans la forêt. "Kleuton a été l'un des premiers à m'accompagner, je ne savais rien de rien. Il a ouvert des sentiers pour moi, il m'a aidée dans la collecte, et il m'a appris aussi à penser la forêt."

Descente de l'Urubuí trois jours durant sur un canot à rames, bivouac dans la forêt, navigation sur une *voadeira* (une pirogue à coque d'aluminium et à moteur) pendant quinze jours à travers la réserve forestière de Jaú... Le parabotaniste et la chercheuse ont déjà mené six grandes expéditions ensemble.

Noms latins. Kleuton se souvient de ses débuts : "Il y avait deux parabotanistes qui étaient toujours à faire de la collecte dans le parc national de Jaú. Ils étaient déjà assez âgés, et à l'époque ils étaient très peu nombreux dans le métier. Alors ils ont commencé à chercher des jeunes pour les former à l'identification des espèces, à la grimpe, etc. Dont moi."

Kleuton avait tout juste 16 ans, et il était employé à la surveillance de ce parc national, où il croisait souvent des scientifiques de l'Inpa dans leur travail de terrain. "Pentendais les chercheurs dire des noms scientifiques en latin, je trouvais ça beau. J'ai commencé à chercher à en savoir plus sur les plantes, les espèces et les variétés."

Il a 24 ans quand il participe à sa première grande expédition scientifique en tant que parabotaniste. Depuis, il ne s'est plus arrêté : "Il m'est arrivé de dénicher des plantes rares, ça a été une vraie fête quand je suis redescendu de l'arbre." Certains de ces spécimens ont rejoint des herbiers d'Europe et des États-Unis.

En juin, Marta a rallié une expédition scientifique d'un mois, organisée par Greenpeace Brasil dans les forêts isolées de la rivière Manicoré, dans le sud de l'Amazonas. "Nous avons voulu mettre en place une plateforme temporaire pour permettre aux chercheurs de l'Inpa et d'autres institutions de travailler et de prélever des échantillons dans la région du Manicoré, riche en biodiversité mais mal inventoriée. La région fait partie des zones de conservation prioritaires mais elle n'est pas encore protégée légalement", explique Rômulo Batista,

— Deutsche Welle Brasil
(extraits) Berlin

Vue du ciel, on dirait une grande tache uniforme, d'un vert émeraude seulement zébré de rivières – comme si l'Amazonie et ses quelque 5,5 millions de kilomètres carrés formaient un tout homogène. Mais ceux qui sillonnent ces forêts savent toute la diversité des paysages : bois inondés une partie de l'année [ou *várzeas*], forêts de *terra firme* [non inondées en période de hautes eaux], *igapos* [forêt qui reste marécageuse après le retrait des eaux de crue], *igarapés* [bras de rivière], mangroves, chutes d'eau, plages de sable blanc et même végétation de type savane, comme on en trouve dans le Cerrado brésilien.

"Je rêvais de voir une *campina*, mes collègues me disaient 'Patience, ça va venir', raconte José Raimundo Ferreira, un technicien agricole de 42 ans. J'ai mis dix ans avant d'en trouver une. C'est tellement beau, je suis resté cinq bonnes minutes planté là, à regarder." La *campina* est une formation végétale rare en Amazonie, reconnaissable à des arbres fins et peu élevés poussant sur un sol sablonneux, et qui se présente en poches au milieu des forêts de *terra firme*.

José Raimundo, plus connu sous son surnom de Zelão, est un "parabotaniste" réputé. À ce titre, il accompagne biologistes, ornithologues, botanistes et autres chercheurs dans leur travail de terrain. Les parabotanistes défrichent la végétation pour ouvrir des pistes, savent identifier de nombreuses espèces végétales, collectent feuilles, fruits et graines partout dans la forêt.

"C'est le parabotaniste qui sait où trouver les espèces que nous cherchons", aime à dire Marta Regina Pereira, chercheuse spécialisée en botanique et agroécologie à la faculté de sciences biologiques de l'université d'État de l'Amazonas (UEA). Alors qu'elle arpente avec son équipe la *campina* localisée par Zelão deux semaines plus tôt, dans une forêt de l'Amazonas jusque-là inexplorée, Marta explique que son travail de terrain doit beaucoup aux renseignements que recueille au préalable le parabotaniste.

"Les parabotanistes sont des puits de science sur les tiges et l'écorce des arbres, détaille-t-elle. Rien qu'à les regarder, ils peuvent avancer l'hypothèse que telle ou telle espèce est présente dans la région, ou me dire 'ça, c'est sans doute de telle famille, de telle espèce'. Au minimum, ils

sauront me donner le nom vernaculaire de la plante."

Mais le talent qui impressionne le plus la chercheuse, c'est leur capacité à escalader des arbres de plus de 30 mètres de haut, sans équipement de sécurité, pour prélever des échantillons qui seront étudiés [en laboratoire] dans les herbiers.

"On m'appelle le roi de la *peconha*", se rengorge Zelão, en référence à cette sangle que les parabotanistes placent autour de leurs chevilles pour faciliter leur

Ils défrichent pour ouvrir des pistes, identifient les espèces, en collectent.

grimpe. Pratique traditionnelle héritée des populations indigènes, l'escalade à la *peconha* se transmet de génération en génération chez les parabotanistes.

Jusqu'à l'âge de 30 ans, Zelão a travaillé aux champs, dans l'intérieur de l'État de l'Amazonas, que traverse la [célèbre et polémique] route BR-319. Un jour, c'est un voisin qui travaillait ponctuellement comme forestier pour l'Instituto Nacional de Pesquisas da Amazônia (Inpa) qui l'a appelé :

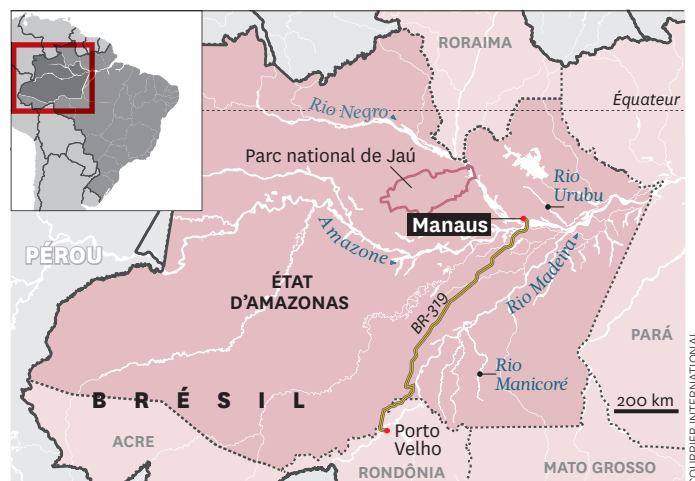
on cherchait quelqu'un pour dégager une piste.

À l'Inpa, Zelão a fait la connaissance d'une ornithologue allemande installée à Manaus pour faire son doctorat sur les oiseaux de la forêt amazonienne. "Elle m'a contactée pour participer à l'installation de filets dans les arbres, pour attraper des oiseaux", se souvient-il. Il raconte : "Je lui ai dit que je n'y connaissais rien, mais elle a insisté, elle m'a dit qu'elle m'apprendrait. Je l'ai regardée travailler une demi-journée, et puis je lui ai dit 'Laisse-moi faire'."

Un an plus tard, des enseignants de l'Inpa ont mis en place un stage pour permettre à des bûcherons de se former à l'assistance des chercheurs sur le terrain. "La journée, nous allions dans la forêt collecter des fleurs, des écorces, des fruits... Le soir, les enseignants nous faisaient cours sur ce que nous avions ramassé", raconte Zelão.

Le parabotaniste explique avec fierté être devenu un professionnel que les chercheurs se disputent : "Cette année, je ne serai en congé que le 20 décembre. Jusque-là, je suis déjà engagé sur cinq autres expéditions."

Et la circulation du savoir se fait dans les deux sens. Marta Regina Pereira a appris à arpenter la forêt auprès de Kleuton Moraes da Silva,



porte-parole de la campagne Amazonie de Greenpeace Brasil.

Cette plateforme a pris la forme d'un bateau à trois ponts, conçu pour héberger les équipes après leur journée dans la jungle.

Avec les chercheurs œuvraient des forestiers et des pilotes de *voadeira* originaires des villages riverains, des cuisiniers et une infirmière, ainsi que Zelão et Kleuton. Les deux parobotanistes sont arrivés plusieurs jours avant les autres pour faire des travaux de reconnaissance, défricher des pistes et installer des caméras au sommet et au pied des arbres afin de recenser les animaux.

“Une expédition n'est jamais facile, mais celle-ci a vraiment été de grand luxe. Quand nous sommes arrivés, tout était prêt”, raconte une chercheuse de l'Inpa. Faute de budget, les équipes qui partent sur le terrain sont généralement très réduites et disposent de peu de moyens matériels, explique-t-elle.

Face à ce manque de fonds, le parobotaniste joue un rôle d'autant plus crucial, aussi bien pour la recherche en Amazonie que pour la vie des chercheurs. “Sans eux, il n'y aurait pas de masters ni de doctorats en botanique sur l'Amazonie”, résume le Péruvien Francisco, botaniste au sein de l'équipe de Marta.

Mais les spécialistes comme José Raimundo et Kleuton se font rares. “Il existe moins de vingt parobotanistes et il n'y a pas de nouvelle génération en formation”, déplore Marta. Depuis la pandémie, il est encore plus difficile d'en trouver un qui soit disponible. Pour l'expédition du Manicoré il s'en est fallu de peu.”

Depuis 2020, précise Kleuton, sept de ses collègues ont quitté la profession ou sont morts du Covid-19. “Nous avons été sans

travail pendant deux ans. Mais ça aurait pu être pire, nous avons eu la chance de recevoir certains mois une aide d'environ 700 reais [135 euros] versée par les chercheurs de l'Institut Max-Planck [en Allemagne] et de l'Inpa.” Faute de contrat avec les centres de recherche, les parobotanistes travaillent généralement au noir, sans poste fixe, pour une rémunération de 200 à 400 reais [de 39 à 80 euros] par jour en fonction de la difficulté de la zone.

Relève. On estime que la moitié de l'Amazonie brésilienne reste inconnue des scientifiques.

“Nous sommes très loin de la quantité idéale de collectes qui nous permettrait d'avoir une connaissance minimale de l'Amazonie”, détaille la biologiste. Pour intensifier l'observation de la forêt, Marta et d'autres enseignants-chercheurs de l'UEA planchent sur la mise en place d'un stage technique à destination des habitants : identification des espèces, collecte d'échantillons, séchage et envoi aux organismes scientifiques. Le programme, en cours de négociation avec le rectorat de l'université, devrait être ouvert aux personnes n'ayant pas été au lycée. “La plupart des parobotanistes ont fait peu d'études, fait remarquer Marta. J'en connais un qui est analphabète, mais riche d'immenses connaissances sur la forêt.”

Zelão lui aussi œuvre pour l'avenir de son métier. Lui et des confrères veulent créer une association professionnelle à Manaus pour améliorer leurs conditions de travail et former la relève. Il a déjà deux élèves, ses fils, âgés de 19 et 21 ans : “Si Dieu le veut, peut-être mettront-ils leurs pas dans ceux de leur père!”

—Laís Modelli
Publié le 28 juillet

NOTRE SÉLECTION d'AFFICHES
ÉDITÉES PAR IMAGE REPUBLIC

Image
Republic:

49€
l'affiche

Toutes les affiches sont au format 30 x 40 cm
et vendues sans cadre. Tirage monté sous
passe-partout, taille du dessin : 194 x 272 mm.



Paris
Paulo Mariotti



New York
Paulo Mariotti



Rome
Paulo Mariotti



Lisbonne
Paulo Mariotti

Né à Bahia, au Brésil, et diplômé en arts graphiques à la Fondation FAAP de São Paulo, Paulo Mariotti s'installe à Paris en 1991, où il poursuit un cursus de lettres à la Sorbonne. Il est illustrateur pour la presse [deat] et la publicité.

Pour Image Republic, il a imaginé une collection exclusive autour du voyage, des dessins à l'atmosphère vintage mettant en scène des destinations emblématiques.

Produits 100 % français, fabriqués et assemblés à la main
dans les ateliers parisiens d'Image Republic.

Pour commander,
scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>

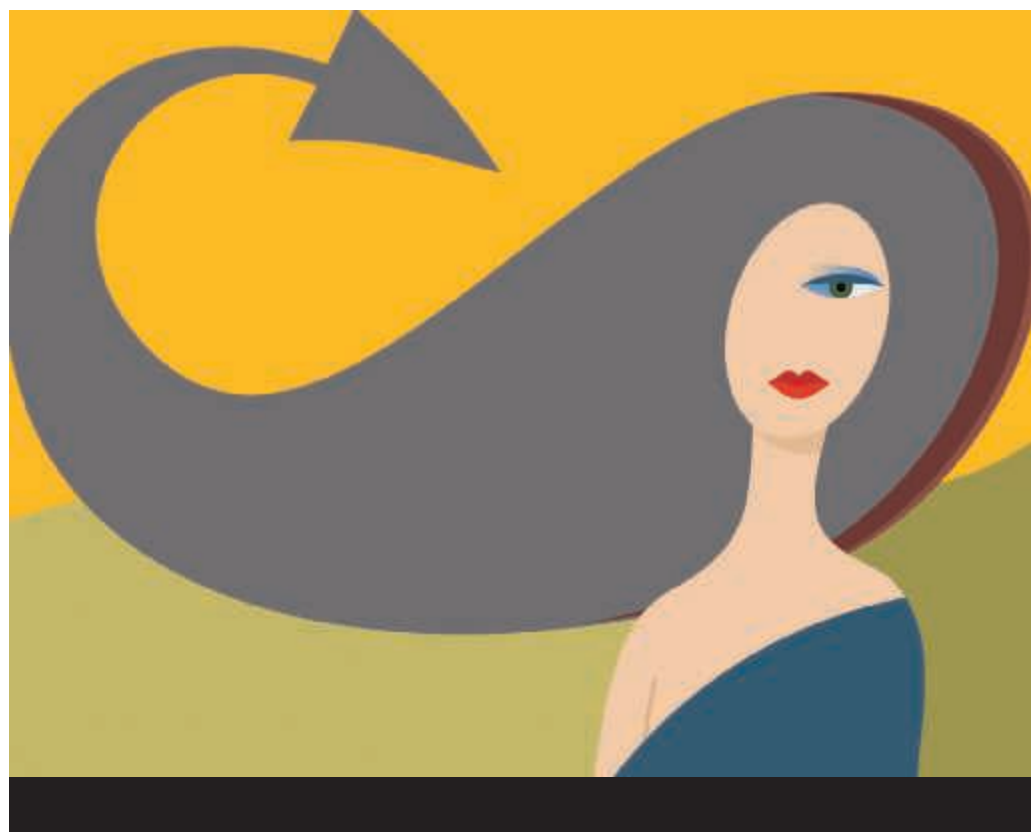
Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine
jusqu'au 31/12/2022 * Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ une semaine après la prise
en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles
sur notre site Internet : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

ÉCONOMIE



La lutte des cheveux gris

Travail. De plus en plus de femmes, enhardies par les confinements et les combats d'émancipation, laissent leurs mèches grisonner. Les discriminations n'ont pas pour autant disparu.



—The Wall Street Journal
(extraits) New York

Maria Colsey Heard, 54 ans, examine sa nouvelle photo de profil. Ses cheveux bouclés ont viré au gris et ne sont plus teints en blond. Cette avocate de Silver Spring (Maryland), qui ressent alors un mélange de choc et d'exaltation, explique : "C'était comme si mon âge biologique me regardait, je me suis dit 'Waouh, je suis vraiment dans la cinquantaine'." Pourtant, elle dit s'être sentie libérée, assumant d'entrer dans une nouvelle phase de sa vie : fini l'argent dépensé et le temps perdu dans le fauteuil du salon de coiffure. "Je lance la nouvelle moi", a-t-elle pensé en publiant la photo sur LinkedIn.

Alors que les femmes sont de plus en plus nombreuses à retourner au bureau [après les confinements et périodes de télétravail obligatoires], certaines arborent un nouveau look poivre et sel. Une transformation physique qui

revient à s'accepter pour ce qu'on est vraiment, à battre en brèche les stéréotypes et à reprendre confiance. Confinées à la maison au tout début de la pandémie et confrontées à la fermeture des salons de coiffure, de nombreuses femmes en ont profité pour revenir au naturel et voir ce que cela donnerait.

Solidarité. Elles savent que les préjugés contre les femmes âgées existent, que certains pourraient y voir le signe qu'elles se laissent aller ou qu'elles n'arrivent plus à suivre le rythme. Mais elles ont décidé, parfois après maintes tergiversations, de s'en moquer.

"C'est risqué, mais en même temps c'est génial", dit Joan C. Williams, directrice du Center for WorkLife Law [Centre de droit pour la vie au travail] de l'École de droit Hastings de l'université de Californie, où elle étudie la question du genre au travail. Elle-même a adopté les cheveux gris il y a une dizaine d'années.

D'un côté, de jeunes célébrités comme la chanteuse Ciara et la mannequin Cara Delevingne arborent des boucles argentées comme une déclaration de mode. De l'autre, la présentatrice canadienne Lisa LaFlamme a fait face à une situation bien différente quand elle a blanchi. Après que la chaîne [CTV News] a résilié son contrat au début de l'année, certaines marques ont manifesté leur solidarité, comme la chaîne de restauration rapide Wendy's Canada, dont la mascotte [connue pour ses cheveux rouge vif] est passée au gris. L'ex-employeur de Lisa LaFlamme a affirmé que son âge [58 ans], son sexe et ses cheveux gris n'avaient joué aucun rôle dans la décision.

Precious Norman-Walton, qui travaille dans l'assurance, s'est lissé et teint les cheveux en brun-roux des années durant. Elle a entendu certains collaborateurs se demander si une collègue plus âgée avait assez d'"énergie" pour se voir confier un compte et se

moquer des cheveux blancs d'une candidate. Pourquoi aurait-elle laissé ses cheveux – qu'elle avait déjà poivre et sel à 30 ans – focaliser l'attention ou, pire, devenir un obstacle ?

Cette habitante de Plano, au Texas, de 43 ans, avait le sentiment tenace de dissimuler sa véritable identité. La rupture avec la normalité apportée par la pandémie lui a donné le courage d'abandonner sa couleur et de se couper les cheveux courts. Au travail, on s'est mis à lui poser des questions. Est-ce qu'elle était malade ? Déprimée ? Était-ce la crise de la quarantaine ? À ses collègues, elle a répondu : "Non, c'est fait exprès."

Confiance en soi. Quand son coiffeur a annulé son rendez-vous en décembre 2020 après avoir été testé positif au Covid-19, Sheri Booms Holm a décidé de désertter le salon pendant un bout de temps. À 61 ans, elle a été étonnée de découvrir que ses cheveux prenaient une jolie teinte argentée – et qu'elle en tirait un grand sentiment de confiance en soi. Elle s'est mise à porter des couleurs plus vives et à essayer un nouveau rouge à lèvres. "Les jeunes générations ne font pas tellement attention aux gens plus âgés", dit-elle. Alors autant laisser ses cheveux grisonner et enfiler un blazer fuchsia, estime cette habitante de Saint Paul, dans le Minnesota. "Avec le temps, on se sent mieux comme ça."

Bien entendu, certaines femmes que j'ai rencontrées ne se sentent pas suffisamment puissantes sans leur balayage et leur couleur. Elles disent avoir eu peur de l'effet de leurs racines sur Zoom, qui les empêcheraient d'accéder à des postes, des promotions ou des projets en or. Certaines se sont vu conseiller par des collègues femmes d'arrêter de se vieillir. Chi Dong, une conseillère financière et enseignante à Plano, au Texas, a tenu un an avec ses cheveux gris avant de passer trois heures à retrouver une tête blonde. La faute d'un commentaire de son associé.

J'ai contacté Julie Marie Totsch, 54 ans, développeuse de logiciels à Racine, dans le Wisconsin, la veille de son rendez-vous mensuel chez le coiffeur, à qui elle laisse la bagatelle de 120 dollars [environ 124 euros] à chaque fois. "J'adorerais qu'on se lève toutes

demain matin en disant 'ça suffit comme ça'", lance-t-elle. Sauf qu'elle ne veut pas que ses collègues pensent qu'elle a l'intention de lever le pied ou qu'elle approche de la retraite. "Si je laissais mes cheveux gris, cela me rappellerait constamment que je suis la plus âgée de l'équipe."

Les inquiétudes de ces femmes ne sont pas infondées, confirme Louise Pendry, chercheuse à l'université d'Exeter, au Royaume-Uni, où elle étudie les discriminations au travail liées à l'âge. Les enfants, dès 3 ans, intériorisent les stéréotypes négatifs sur l'âge, dit-elle, en particulier l'idée que les personnes âgées sont incompétentes.

Les femmes, quel que soit leur âge, sont également considérées comme moins compétentes que les hommes, ajoute Joan C. Williams, la chercheuse en études de genre, et cela crée une double peine pour les femmes d'un certain âge. Dans une étude non publiée, Louise Pendry et un coauteur ont découvert que les femmes interrogées ne voyaient aucun inconvénient à embaucher des femmes aux cheveux gris, tandis que les hommes étaient moins disposés à le faire.

"Si je laissais mes cheveux gris, cela me rappellerait que je suis la plus âgée de l'équipe."

Julie Marie Totsch,
DÉVELOPPEUSE DE LOGICIELS

Carly Riordan, blogueuse, accueille d'un haussement d'épaules les commentaires désobligeants de certains de ses abonnés. À 33 ans, cette habitante du New Jersey arbore une mèche grise depuis plusieurs années, qu'elle divise par le milieu, de part et d'autre de son visage, pour en augmenter l'effet. "Je ne blanchis pas prématurément, dit-elle. Je ne cache pas mes cheveux gris, c'est tout." La vérité, c'est qu'elle trouve ça joli. Sans cette mèche, ses cheveux châtain foncé lui paraissent ennuyeux : des jeunes mamans minces comme elle, on en trouve à la pelle sur Instagram. Le gris fait la différence. Et puis, dans n'importe quel métier en contact avec le public, certains trouvent toujours à redire. "Tout ce qui compte, c'est que ça me plaise."

—Rachel Feintzeig
Publié le 26 septembre



Big Brother n'est pas un mythe

Si vous déambulez dans l'une de ces villes, vous vous sentirez sans doute observé. Et vous aurez raison.

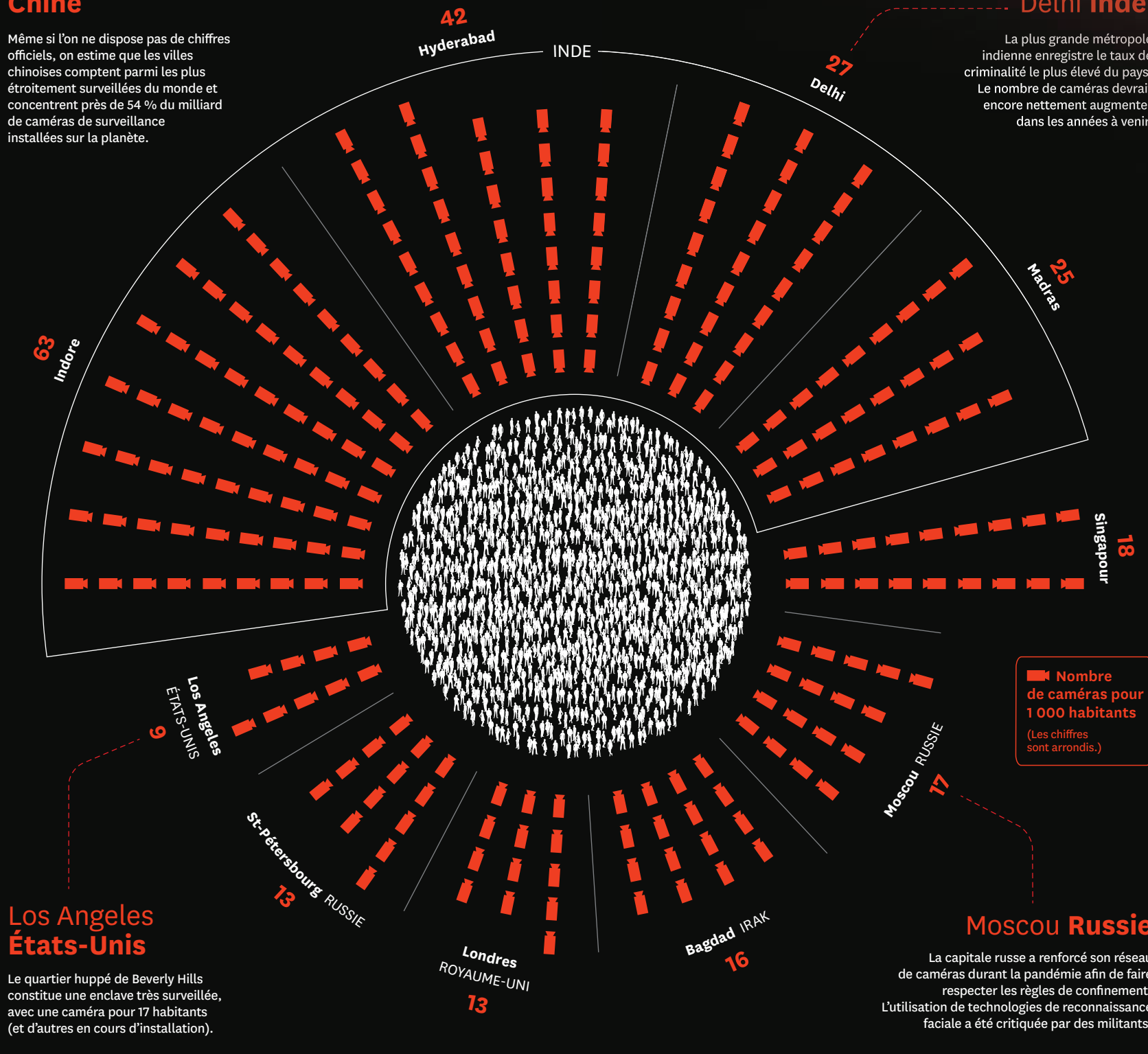


Chine

Même si l'on ne dispose pas de chiffres officiels, on estime que les villes chinoises comptent parmi les plus étroitement surveillées du monde et concentrent près de 54 % du milliard de caméras de surveillance installées sur la planète.

Delhi Inde

La plus grande métropole indienne enregistre le taux de criminalité le plus élevé du pays. Le nombre de caméras devrait encore nettement augmenter dans les années à venir.



Los Angeles États-Unis

Le quartier huppé de Beverly Hills constitue une enclave très surveillée, avec une caméra pour 17 habitants (et d'autres en cours d'installation).

Moscou Russie

La capitale russe a renforcé son réseau de caméras durant la pandémie afin de faire respecter les règles de confinement. L'utilisation de technologies de reconnaissance faciale a été critiquée par des militants.

Source : Comparitech, IHS Markit

Source



VISUAL CAPITALIST. Ce site canadien créé en 2011 propose des infographies sur des sujets tels que la technologie, l'énergie, l'économie mondiale et d'autres. Celle-ci est un extrait de celle publiée le 6 octobre. Elle s'appuie sur les données de

Comparitech (un cabinet d'experts spécialisé dans la sécurité) et permet de visualiser le nombre de caméras de surveillance dans les 10 villes - en dehors de la Chine - qui en comptent le plus relativement à leur population.



360





CORÉE DU SUD
LA MACHINE
À DIVERTIR

↳ Dessin de JiYeun Kang
paru dans Allure Magazine,
New York.



Musique, séries, cinéma, jeux vidéo, bandes dessinées, art contemporain, gastronomie : en une vingtaine d'années, la Corée du Sud a su imposer au monde sa puissance culturelle et son image de pays cool. Pour comprendre ce phénomène, il faut se rendre à Séoul, là d'où cette déferlante est partie. —*The Guardian* [extraits], Londres

La semaine dernière [à la fin du mois d'août], je me trouvais dans un immense studio de danse, un sur les douze que regroupent les étages supérieurs d'une nouvelle tour de bureaux branchée, érigée sur la rive droite du fleuve Han, à Séoul, en Corée du Sud. C'est là que se trouve le siège de la société SM Entertainment, une entreprise qui pourrait être créditée d'avoir inventé l'un des mouvements culturels les plus puissants de ce XXI^e siècle : la K-pop, ou pop coréenne.

À chaque génération sa propre usine à rêves. À l'origine, le monde parallèle désormais connu sous le nom de SM Culture Universe est né de la vision d'un entrepreneur sud-coréen, Lee Soo-man, qui, après une brève carrière de chanteur-DJ, est allé étudier les sciences informatiques aux États-Unis dans les années 1980. Il est revenu à Séoul avec "le rêve de mondialiser la musique coréenne".

Dans le studio de danse, son neveu Chris Lee, directeur exécutif de SM Entertainment, m'explique de quelle manière ce rêve est devenu réalité. Les idoles de la K-pop sont d'abord parties à l'assaut des palmarès musicaux

dans toute l'Asie. Depuis l'extraordinaire succès de BTS (le groupe, géré par le conglomérat concurrent Hybe, était ces deux dernières années en tête des ventes au niveau mondial), la K-pop s'exporte dans le monde entier.

Chaque année, SM Entertainment recrute de nouveaux membres pour ses boys et girls bands, dès l'âge de 11 ans. Les élus signent des contrats à long terme et la tour de l'entreprise devient leur seconde maison. Le lieu est conçu comme un immense décor où chaque pièce peut accueillir une conférence de presse, des fans ou des diffusions en direct sur Internet. À un étage se situe la "maison des artistes", un endroit où les "idoles" peuvent se reposer et faire la cuisine (sous les yeux de leurs fans qui s'égosillent dehors). Un peu plus loin, un "camp musical" a été aménagé pour accueillir un flux incessant de compositeurs venus du monde entier afin de produire un son international.

"Ce que l'on dit [à tous nos nouveaux talents], c'est qu'ils représentent notre pays. S'ils étaient sélectionnés pour une équipe olympique, ils devraient s'entraîner de la même

manière. S'ils veulent devenir les meilleurs du monde, il faut beaucoup travailler", explique Lee. "Ils reçoivent une formation pour répondre aux interviews, ils prennent des cours de langues pour pouvoir communiquer avec un grand nombre de publics différents. On leur apprend à avoir une personnalité attrayante."

L'une des plus belles réussites de ce système, Taeyong, se joint à notre conversation. Il est le leader du groupe NCT 127 (NCT pour "neo cultural technology" et 127 en référence au degré de longitude de Séoul). Leur dernier album, *Sticker*, s'est hissé à la troisième place des classements américains. Comme tous les chanteurs de K-pop, Taeyong est un jeune homme aux traits fins et à la peau absolument parfaite, affichant une forme de vulnérabilité très androgyne. Il a été repéré pour son physique par un agent de SM Entertainment dans une rue de Séoul il y a dix ans. "À l'époque, Taeyong ne dansait pas très bien et il ne savait pas du tout rapper; fait observer Lee. Aujourd'hui, c'est notre meilleur danseur et un excellent rappeur. Il a vécu dans cette tour, dans cette salle d'entraînement."

Taeyong est aujourd'hui âgé de 27 ans, même si on pourrait lui en donner 17. En tant que leader de NCT 127, la charge qui lui incombe est lourde. Les groupes de K-pop misent tout sur l'accessibilité de leurs membres. Taeyong est en contact presque permanent avec ses fans, notamment grâce à un "métavers numérique", sorte de cyber-refuge où les fans peuvent interagir avec des avatars numériques de leurs idoles. (Il y a deux ans, SM Entertainment a lancé un nouveau girls band, Aespa, composé de quatre jeunes femmes réelles et de quatre avatars numériques, chacune disposant d'histoires et de personnalités précises dans leurs vies virtuelles.)

Et ce désir d'ubiquité ne se borne pas aux limites du cyberspace. "NCT 127 est l'un des groupes les plus connus du monde, poursuit Lee. Mais physiquement, ce sont juste neuf garçons qui vivent en Corée du Sud. Ils ne peuvent pas être partout en même temps." Désormais, il existe une déclinaison chinoise de NCT, et l'entreprise projette d'en former d'autres pour d'autres régions du monde. Le boys band en tant que franchise? "Pas une franchise, une marque culturelle", répond Lee.

Avant même la pandémie, SM organisait déjà des concerts en ligne mêlant réalité virtuelle et hologrammes. Son objectif aujourd'hui est de créer une "version 2.0 d'un concert en ligne". Lors d'un récent spectacle présentant une brochette d'artistes de SM Entertainment, 56 millions de spectateurs dans le monde se sont connectés pour interagir en direct sur le livestream.

Les parents peuvent être sûrs que leurs enfants sont entre de bonnes mains, précise Lee. "Nous ne parlons pas de sexe, de drogue ou de clubs. Nous ne vendons pas des cauchemars mais de beaux rêves." Cet état d'esprit incite apparemment les fans de K-pop à ne pas seulement fantasmer sur leurs idoles, mais à les protéger. Plusieurs suicides de stars de la K-pop, victimes de harcèlement en ligne, ont fait grand bruit par le passé. Aujourd'hui, les fans de BTS et de NCT ne se contentent pas d'organiser des équipes de surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre et de poursuivre en justice les trolls qui s'en prennent à leurs idoles, ils organisent également des missions caritatives au nom de celles-ci.

L'an dernier, BTS a prononcé un discours sur le réchauffement climatique devant les Nations unies. L'industrie de la K-pop sait parfaitement tirer profit de l'esprit d'une génération moins animée par le désir de rébellion que par les vertus de la gentillesse et de l'inclusion.

Avant que je ne quitte le studio, Lee me fait voir une photo montrant le tout début de SM Entertainment. Il s'agit d'un cliché paru dans le *Shanghai Evening Post* en 2000. Le premier groupe de SM Entertainment, H.O.T., venait de donner son premier concert à Pékin et le titre du journal parlait du phénomène *hallyu* – la "vague coréenne". "Il y a quelque chose de très intéressant sur cette photo", m'explique-t-il en zoomant sur

des spectateurs chinois qui avaient cousu le drapeau coréen sur leurs sacs à dos. "La seule raison pour laquelle ce drapeau se trouve là, c'est parce que ces gens ont le sentiment, peut-être pour la première fois de leur vie, que la Corée est un pays cool."

Ma présence dans ce haut lieu de la production de K-pop s'inscrivait dans le cadre d'une visite expresse – suivant le principe cardinal d'une ville où tout se fait *ppalli-ppalli* ("vite, vite") – visant à me faire comprendre d'où était partie cette vague coréenne et où elle allait.

Depuis Elvis, il est prouvé qu'aucune passion ne peut rivaliser avec celle qui déclenche les stars de la pop dans le cœur d'un public adolescent. Le génie du gouvernement sud-coréen a été d'incorporer cette ardeur juvénile dans son arsenal de promotion nationale. Et la fragilité de la situation géopolitique de la péninsule l'a incité à en faire une priorité. Lors de ma brève visite *hallyu*, j'ai passé

une journée à la frontière avec la Corée du Nord. Depuis la zone démilitarisée, où prospèrent aujourd'hui la faune et la flore sauvages, j'ai pu observer à travers une longue-vue des Nord-Coréens vaquant à leurs affaires dans de lointains villages de montagne.

C'est au niveau de cette frontière que s'exprime le phénomène *hallyu* de la manière la plus frappante. Pendant des décennies, les deux Corées se sont réciproquement bombardées de propagande par haut-parleurs interposés. Côté nord, on entend périodiquement des chants faisant les louanges de Kim Jong-un, tandis qu'au sud, depuis ces dernières années, les haut-parleurs crachent des morceaux de BTS, NCT et Girl's Generation.

À en croire certains réfugiés nord-coréens, cette stratégie musicale fonctionne. En dépit de l'interdiction qui frappe tous les médias étrangers, les morceaux de K-pop semblent s'insinuer dans les oreilles des Nord-Coréens. Leurs textes doucement subversifs opèrent comme un "cheval de Troie culturel" – de la même manière que les séries sud-coréennes qui passent clandestinement la frontière gravées sur des CD ou des disques durs. "En Corée du Nord, les séries et les films ne parlent que des sacrifices à faire pour le chef suprême, explique Lee Je-son, réfugié nord-coréen. Mais de l'autre côté de la frontière, on ne cesse de voir des personnages qui font des sacrifices par amour."

Pour certains observateurs, la K-pop n'est pas sans rappeler le samizdat [ce système d'auto-édition et de circulation de textes dissidents sous le manteau en Union soviétique] ou le Velvet Underground, dont l'effet sur le rideau de fer s'est révélé corrosif. De fait, des preuves existent, qui montrent cet effet de la culture pop sud-coréenne chez le voisin du Nord – notamment les chiffres

→ 44

hallyu

On ne le sait pas toujours, mais le mot *hallyu*, que l'on traduit par "vague coréenne" pour désigner la déferlante de la culture coréenne à l'étranger, est un emprunt à la langue chinoise apparu au début des années 1990. À l'époque, la Chine, qui commençait à peine à ouvrir son économie au monde, "redoutait l'introduction massive de la culture populaire sud-coréenne", rappelait, en 2012, Pressian, un site d'information de Séoul. *Hallyu*, un "terme chinois qui signifiait alors 'courant froid' et qui traduisait cette méfiance, a été repris par les médias coréens, qui ont remplacé le sinogramme 'froid' par un homophone désignant la Corée du Sud".

← Dessin de JiYeun Kang/ Daekyo Publishing.

↓ Un modèle du label Darcygom, à voir à l'exposition "Hallyu !"

Photo Jihoon Jung, courtesy Darcygom/V&A.

À voir

À Londres, une exposition pionnière

C'est une "formidable introduction" à la culture sud-coréenne, commente le magazine britannique de design **Wallpaper**. Proposée jusqu'au 25 juin 2023 au Victoria and Albert Museum, à Londres, "Hallyu! The Korean Wave" ("Hallyu! La vague sud-coréenne") est "la première exposition internationale à rendre hommage à l'éclatante K-culture". Elle entend expliquer les transformations que le pays a subies depuis soixante-dix ans et qui expliquent son rayonnement actuel. Musique, séries, cinéma, mode, beauté : le programme est copieux et exhaustif. "Plus de 200 objets s'offrent aux yeux des visiteurs – des affiches des Jeux olympiques de Séoul de 1988, le tout premier lecteur MP3 commercialisé au monde

[par la marque coréenne Mpm], le survêtement gris et les uniformes rouges portés par les personnages de la série *Squid Game*, diffusée sur Netflix, des cosmétiques du *XII^e* siècle et d'aujourd'hui. L'exposition s'ouvre, fort à propos, par un retour sur le phénomène Gangnam Style [chanson devenue virale en 2012], avec la veste rose que portait le chanteur Psy dans le clip de la chanson, et des vidéos hommages tournées aux quatre coins du monde", décrit le site spécialisé **ArtNet News**. "Le sujet est vaste, trop vaste pour être exploré de façon ordonnée, mais la dispersion fait partie du charme de cette exposition",

commente **The Daily Telegraph**, qui salue une proposition "infiniment ensorcelante et énormément amusante". **Plus d'infos sur vam.ac.uk.**



43 ← terrifiants du nombre de représentants officiels du parti nord-coréen ayant été exécutés après avoir été surpris en possession de CD importés du Sud.

L'impression que la déferlante *hallyu* produit des effets jusque dans les sociétés les plus fermées du globe a peut-être encouragé les créateurs sud-coréens à se dire qu'il n'existe aucun recoin de la planète où leurs œuvres ne peuvent pas trouver d'écho. Dans son livre *The Birth of Korean Cool* ["La naissance du cool coréen", inédit en français], la journaliste américano-coréenne Euny Hong cite le commentaire d'un des plus grands critiques culturels sud-coréens, Lee Moon-won, sur l'audace d'une telle entreprise : "Les pays ayant jamais tenté de vendre leur culture populaire aux États-Unis se comptent sur les doigts d'une main."

Pendant les dix années où la K-pop et les séries coréennes ont pris l'ascendant en Asie, l'Occident est resté sourd aux ambitions sud-coréennes. C'est en 2012 que la digue du monde anglophone est rompue avec l'improbable *Gangnam Style* du rappeur Psy, première vidéo à atteindre le milliard de vues sur YouTube. Cette satire survoltée se moquant des prétentions de la nouvelle élite sud-coréenne façonnée à coups de bistouri [Gangnam est le quartier le plus aisé de Séoul] dévoilait un goût pour l'irrévérence et la légèreté qui faisait voler en éclats les idées reçues sur la raideur présumée de la culture coréenne. C'était également une preuve manifeste que le monopole suffisant de l'Occident sur l'ironie et le sens de la nuance était désormais gravement menacé.

Le carton planétaire de Psy faisait écho aux retentissants retournements de situation qui caractérisent l'histoire de la péninsule. À l'issue de la guerre de Corée [1950-1953, qui a débouché sur la partition du pays], la Corée du Sud figurait parmi les nations les plus pauvres de la planète. Mais grâce à un mélange de répression autoritaire et de volonté collective, le "royaume ermite" a renversé le cours de son histoire pour se hisser, à la fin des années 1990, parmi les premières puissances industrielles et technologiques du monde.

Cette ascension connaît un arrêt brutal en 1997 lorsque le gouvernement sud-coréen se voit contraint de demander un prêt d'urgence de 57 milliards de dollars au Fonds monétaire international (FMI). Une journée qui restera dans les mémoires comme le "jour de l'humilité nationale". Pour rembourser cet emprunt, les Sud-Coréens consentent à d'énormes sacrifices collectifs (des milliers d'entre eux acceptent de donner leurs alliances en or pour la cause nationale).

La Corée du Sud est à l'époque devenue un pays potentiellement risqué pour les investisseurs. Le président Kim Dae-jung [1998-2003] décide alors de métamorphoser l'image du pays. "Le président Kim était fasciné par l'ampleur des revenus que tiraient les États-Unis de leur industrie cinématographique et le Royaume-Uni de sa scène musicale, expliquent des ministres de l'époque dans le livre de Hong. Il décida donc de s'inspirer de ces deux pays pour créer l'industrie de la pop culture en Corée du Sud."

Après la crise financière, le président choisit de miser sur l'industrie culturelle via un fonds d'investissement public-privé doté de plusieurs milliards de dollars pour promouvoir la création et les créateurs sud-coréens. Cette stratégie est avivée par un afflux d'importations culturelles japonaises (s'il est bien une chose qui unit les Sud-Coréens, c'est leur souvenir de la brutalité de l'occupation japonaise [1905-1945]). Le désir de supplanter les productions musicales et télévisuelles du Japon par

Bio express

Les illustrations de ce dossier sont l'œuvre de **JiYeun Kang**, une dessinatrice sud-coréenne vivant à Séoul. Diplômée en 2004 de l'université Kookmin, section design graphique, elle collabore en free-lance avec de nombreuses publications, dans son pays natal et aux États-Unis.

Tous les dessins :
JiYeun Kang,
Corée du Sud.
Anna Goodson
Illustration
Agency



des œuvres sud-coréennes devient la nouvelle obsession nationale. Les Sud-Coréens se mettent à chanter, sans relâche. Lors du lancement en 2009 de *Superstar K*, la version coréenne de *La France a un incroyable talent*, plus de 700 000 candidats se présentent à l'audition. Pour la quatrième saison de l'émission en 2012, ils étaient plus de 2 millions.

Autre pilier de cette vaste opération de renouvellement d'image, le gouvernement sud-coréen joue la carte du numérique. Dès 2010, presque tous les foyers sud-coréens étaient connectés en haut débit. Cet avant-gardisme technologique tend à faire disparaître les frontières entre mondes réel et virtuel. De la même manière que les stars de la K-pop existent à la fois sur scène et dans des métavers, le jeu vidéo professionnel mélange les compétitions dans le monde tangible et les parties en ligne.

Durant mon passage à Séoul, j'ai visité les quartiers généraux de T1, le "PSG de l'e-sport", à Gangnam. À l'instar de la K-pop, T1 recrute et forme les stars de demain pour son équipe League of Legends. Les joueurs vivent à un rythme semi-nocturne (ici le programme des repas est toujours décalé, le petit déjeuner se prend à l'heure du

déjeuner et le dîner au petit matin) et sont incités à cultiver leurs relations avec leurs fans, avant et après avoir joué un match suivi en direct par des milliers de gens. Faker, alias Lee Sang-hyeok (qui ressemble davantage à Harry Potter qu'à Cristiano Ronaldo,) aurait récemment refusé un salaire de 20 millions de dollars pour rejoindre une équipe concurrente.

Toutes ces interactions virtuelles n'empêchent pas la culture coréenne d'exprimer le puissant ancrage de ses traditions. Un soir, à Séoul, j'ai dîné avec Shim Young-soon, célèbre cuisinière aujourd'hui âgée de 84 ans. Elle s'est présentée dans le restaurant de sa fille vêtue de la traditionnelle robe coréenne de soie rigide. Pendant cinquante ans, Shim a promu la cuisine coréenne dans le monde et a vu cet ancien parent pauvre de la gastronomie mondiale atterrir aux premiers rangs des guides Michelin.

Le *kimchi* est au cœur de cette révolution. Cette préparation à base de chou épicé et fermenté occupe une place toute particulière dans le cœur des Coréens, en partie à cause du souvenir laissé dans la mémoire collective par le

kimjang, ce rituel d'automne où des villages entiers enrobent avec de grandes feuilles de chou une pâte composée de piment rouge, de sel, d'ail, de gingembre et d'anchois. C'est le *kimchi*, fermentant doucement dans de grandes jarres de terre, qui a permis aux Coréens de passer les hivers les plus rudes de leur histoire tourmentée.

Shim sillonne toutes les provinces de la péninsule pour collecter des dizaines de recettes différentes de *kimchi*, certaines remontant au xv^e siècle. Elle dit devoir sa bonne santé mentale et physique au strict respect des principes de la cuisine coréenne. Cette foi dans les vertus quasi médicinales du *kimchi* a littéralement conquis le monde pendant la pandémie de Covid-19. Entre deux leçons sur l'importance de la cuisine pour un mariage fertile, Shim m'explique avec passion et moult détails pourquoi les versions chinoise et japonaise ne peuvent pas rivaliser avec la recette coréenne. À un moment au cours de notre somptueux dîner, la vieille femme est secouée par une brève quinte de toux. Un incident qu'elle met aussitôt sur le compte d'un morceau de parmesan, élément "étranger" ajouté par sa fille à une recette de barbecue "authentiquement" coréenne.

Si la gastronomie coréenne cherche à célébrer l'authenticité de ses origines, une bonne partie de la culture sud-coréenne est pourtant bâtie sur d'exubérantes hybridations. [Du 2 au 5 septembre] avait lieu la première Seoul Frieze Art Fair, une foire d'art contemporain consolidant la réputation de Séoul comme capitale artistique de l'Asie du Sud-Est. Il y a dix ans, le critique Lee Moon-won affirmait que "les Coréens ne sont pas bons en matière de créativité". Pourtant, de la même manière que les économies d'Asie du Sud-Est – celles que l'on a surnommées "les Tigres asiatiques" – ont su importer, copier et dépasser certaines industries occidentales à la fin du siècle dernier, les artistes sud-coréens ont absorbé et ont redéfini les notions occidentales du "cool".

Le cinéma en est la démonstration la plus éclatante. Alors que les studios de Hollywood exploitent *ad nauseam* des franchises Marvel plus qu'épuisées, les réalisateurs sud-coréens se placent en dignes héritiers des cinéastes américains des années 1970, qui savaient comment produire des films d'auteur à succès. Le couronnement de *Parasite*, de Bong Joon-ho, premier film en langue étrangère à recevoir le prix du meilleur film aux Oscars, n'était pas dû à une qualité particulière mais au génie de sa forme narrative contemporaine et au regard pénétrant et acéré qu'il portait sur les inégalités, les questions de classe, la pauvreté et le faste des sociétés contemporaines – soit autant de sujets que la plupart des films américains grand public préfèrent ne pas aborder.

Sur Netflix, le phénomène *Squid Game* a également fait entendre une voix nouvelle par son commentaire à la fois brutal, instinctif et narquois sur le capitalisme tardif. *Squid Game* a été la première série Netflix en

langue étrangère à se hisser en haut du classement mondial des audiences, battant tous les précédents records de la plateforme.

Bang Jinah est directrice du Service de la culture et de l'information coréen [un organisme public dont la mission est de faire connaître la culture sud-coréenne à l'étranger]. Durant ses treize années de carrière, elle a vu la vague sud-coréenne grandir et devenir un tsunami. "Il y a dix ans, nous avons observé un grand tournant, explique-t-elle.

Avant, quand les médias étrangers parlaient de la Corée, c'était pour traiter de questions de défense nationale. Aujourd'hui, ils ne parlent que de culture, de K-pop, de musique classique et des films coréens. Et le nombre d'articles traitant de la Corée du Sud a triplé sur cette période."

Je lui parle d'un indice intéressant, le Good Country Index, qui tente de mesurer la capacité des pays à diffuser une image positive d'eux-mêmes dans le monde. L'an dernier, la Corée se plaçait en sixième position sur cette liste mondiale des influences culturelles (le Royaume-Uni n'était que 23^e).

Bang sourit. L'objectif de son service, me dit-elle, consiste en bonne partie à reprendre la formule du British Council [chargé des relations culturelles à l'international] et de la BBC, ces pionniers du soft power. Elle s'étonne de voir que l'actuel gouvernement britannique [qui était alors encore celui de Boris Johnson] semble déterminé à détruire ces institutions, sabordant la BBC, réduisant le budget des British Council, jugés trop woke, fermant les programmes universitaires sur le design et la création. "Pourquoi?", me demande-t-elle. "Aucune idée", répondis-je. Mais c'est peut-être le principe même des vagues : chaque fois que l'une grandit et avance, quantité d'autres refluent.

— Tim Adams
Publié le 4 septembre

+13,9%

C'est la hausse du montant des exportations de produits culturels qui a été enregistrée en 2021. Selon l'agence sud-coréenne Korea Creative Content Agency, qui comptabilise notamment les films, les programmes télévisés, les livres, les œuvres musicales, les jeux ou encore les bandes dessinées, ces exportations auraient rapporté cette année-là 17 000 milliards de wons, soit 12,1 milliards d'euros. Entre 2005 et 2020, le montant avait déjà doublé. Les jeux vidéo représentent 69,5% de ces exportations. "À l'export, les contenus culturels ont largement dépassé l'électroménager et les écrans à cristaux liquides", explique le journal **Etnews**.

En 2021, l'industrie des contenus a généré au total quelque 136 000 milliards de wons (97 milliards d'euros, + 6,3 % par rapport à 2020).

SOURCE



THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 105 130 ex. (2021)
theguardian.com

L'indépendance et la qualité caractérisent ce titre né en 1821, qui compte dans ses rangs certains des chroniqueurs les plus respectés du pays. *The Guardian* est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes. Orienté au centre gauche, il se montre très critique vis-à-vis du gouvernement conservateur.

On en parle

Séoul, nouvelle capitale de l'art contemporain

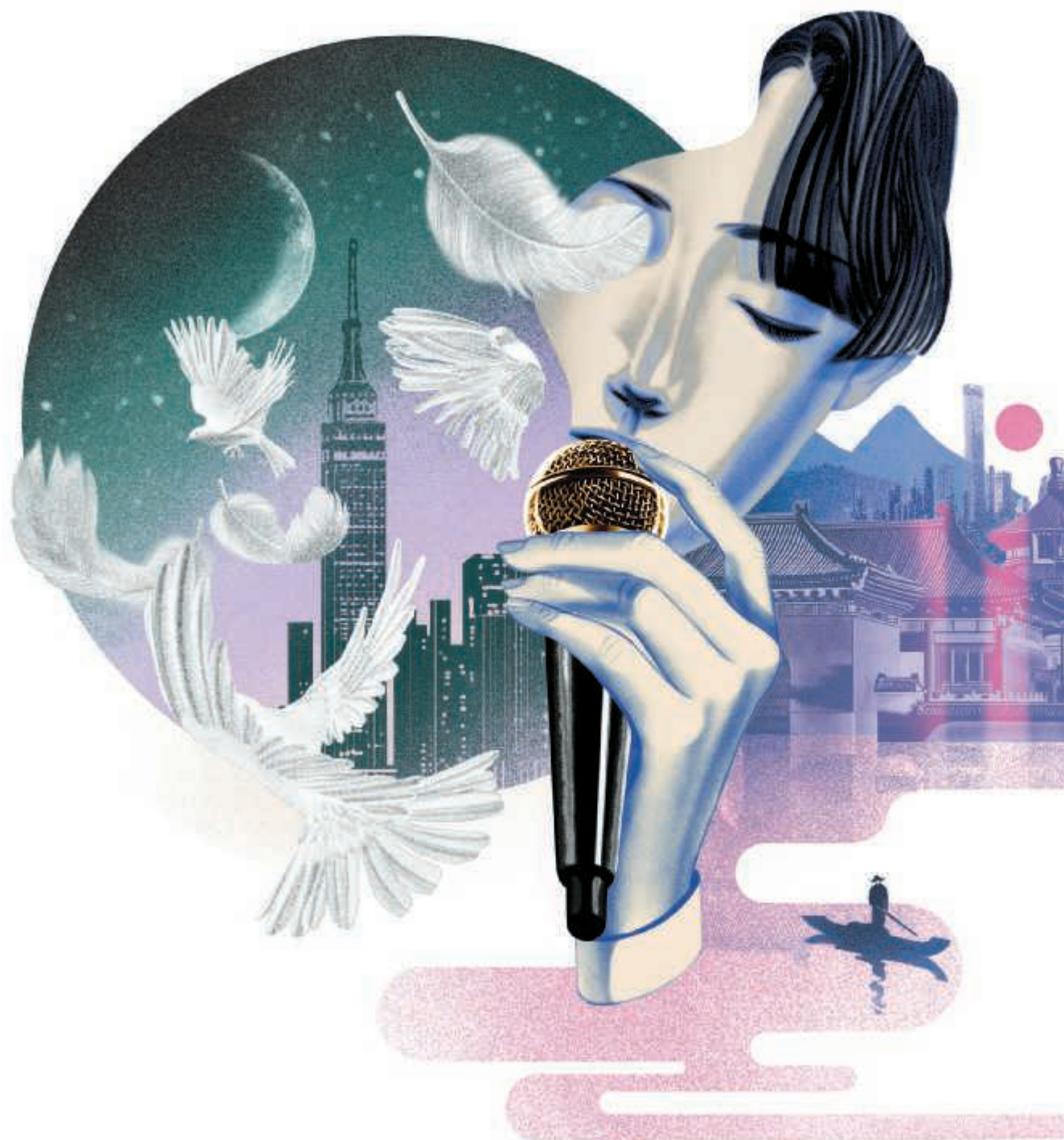
"Pousse-toi, Hong Kong. Un nouveau centre artistique d'envergure mondiale émerge en Asie : Séoul", annonce le **Wall Street Journal**.

Du 2 au 5 septembre, la capitale sud-coréenne a accueilli Frieze Seoul, la première déclinaison asiatique de Frieze Art Fair, une très célèbre foire d'art contemporain, déjà présente à Londres, à New York et à Los Angeles. Le magazine japonais **Nikkei Asia** dresse un bilan satisfaisant de l'édition 2022 : "Le champagne a coulé à flots, des ventes ont été conclues, et les galeries d'art de la ville étaient bondées." Profitant de l'émergence d'une nouvelle génération de collectionneurs locaux et de la renommée d'artistes comme Park Seo-bo, Lee Bul, Kim Whanki ou encore Lee Bae, Séoul attire depuis quelques années des galeristes étrangers de renom, parmi lesquels le Français Emmanuel Perrotin. Elle voudrait supplanter Hong Kong en tant que capitale asiatique de l'art contemporain. Mais la partie n'est pas gagnée. D'autres villes sont en lice, dont Tokyo, prévient *Nikkei Asia*. Et si la reprise en main par Pékin a terni son étoile, Hong Kong reste "la porte d'accès au marché international pour la Chine continentale", souligne le **Wall Street Journal**.

← Dessin de **JiYeun Kang**.

↓ À la Frieze Seoul, en septembre 2022. L'installation "Hub-1, Kitchen Lobby, 185 Comptons Lane, Horsham, United Kingdom, 2020", de l'artiste sud-coréen **Suh Do-ho**. Photo **Jung Yeon-je/ AFP**





MUSIQUE

Les étoiles étrangères de la K-pop

De plus en plus de stars de K-pop, à l'image de la Thaïlandaise Lisa, ne sont pas nées en Corée du Sud. Elles ont été dénichées à l'étranger et formées à Séoul pour conquérir la planète.

héritage thaïlandais”, remarque le journal hongkongais **South China Morning Post**. Mieux, complète le **Korea Times**, “elle a réussi quelque chose dont peu de chanteuses sont capables : mélanger joyeusement la K-pop avec la culture de son pays natal, la Thaïlande”.

Dur apprentissage. De son vrai nom Pranpriya Manoban, Lisa était encore adolescente quand elle est arrivée à Séoul pour rejoindre les rangs de YG Entertainment en tant qu'apprentie. Cette major coréenne commençait alors à lorgner d'autres pays de la région pour trouver de jeunes talents à former au métier de star. La K-pop “a toujours été pensée pour le marché international et pas seulement pour les fans coréens”, explique au **South China Morning Post** le producteur Jeff Miyahara, qui a grandi au Japon. De son côté, l'hebdomadaire nippon **Nikkei Asia** cite en exemple le cas de Yuta Nakamoto, un Japonais qui a pris un aller simple pour Séoul en 2012. Devenu

membre du groupe NCT après une audition avec le label SM Entertainment, le jeune homme “symbolise la globalisation poursuivie par la K-pop ces dernières décennies”, écrit la revue. Le collectif compte aujourd'hui des artistes originaires du Japon, des États-Unis, de Thaïlande ou encore de Chine. Il communique avant tout en coréen, mais l'anglais et le japonais sont aussi fréquemment employés “pour échanger au quotidien entre eux, mais aussi avec les metteurs en scène, les chorégraphes et les autres membres du personnel lors des répétitions”, précise la publication.

Contrairement à la J-pop nipponne, où les étrangers sont rares, la K-pop a parié sur la diversité culturelle pour étendre sa sphère d'influence. Cette logique la mène aujourd'hui loin. La société coréenne JYP Entertainment a fondé NiziU, un groupe de K-pop composé uniquement de Japonaises. Selon le **Japan Times**, “NiziU fait partie d'une stratégie baptisée 'K-pop 3.0', qui vise la 'globalisation par région'”. Ce n'est pas propre à JYP Entertainment. Les gros acteurs de l'industrie cherchent à séduire différentes audiences avec des artistes auxquels elles peuvent s'identifier.

Après avoir principalement recruté en Asie, les labels coréens font désormais leur marché sur d'autres continents. Si la formation Prisma ne soulève pas encore les foules avec ses chanteuses espagnole et italienne, une Sénégalaise fait partie

Quand Lisa est montée sur le podium des MTV Video Music Awards, fin août, les mots lui ont d'abord manqué. C'était la première fois que le trophée de la meilleure K-pop de l'année était remis à une chanteuse et non à un groupe. Puis elle a articulé des remerciements en anglais et a ajouté quelques mots en coréen. Selon le **Bangkok Post**, elle a ainsi “écrit l'histoire”, mais elle l'a fait dans une langue qui n'est pas la sienne. Un léger accent trahissait les origines de la jeune femme, une Thaïlandaise de 25 ans.

Avant de lancer son premier album solo, *Lalisa*, en septembre 2021, Lisa se fondait dans le collectif du groupe sud-coréen Blackpink. Ses premiers pas en dehors du quatuor lui ont permis d’embrasser son

du très populaire girls band Blackswan depuis 2020. Née à Yoff, près de Dakar, Fatou Samba s'est pris de passion pour la K-pop après avoir déménagé en Belgique à l'âge de 12 ans.

Conquise par ce genre "lumineux, amusant et léger", comme elle l'a confié au magazine **Rolling Stone**, la jeune femme a découvert la Corée du Sud pendant les vacances. Dans la rue, on la regardait comme une extraterrestre. Mais sa silhouette a tapé dans l'œil d'une agence de mannequinat, ce qui lui a vite ouvert les portes du label DR Music. Avant de

Depuis 2020, Fatou Samba, née au Sénégal, fait partie du girls band Blackswan.

monter sur scène, Fatou Samba a suivi une formation de deux ans. "Laissez-moi vous dire la dure et froide réalité : c'est tellement difficile", concède-t-elle au magazine musical américain. "Mais en fin de compte, ça en vaut la peine."

"Être un étranger dans la K-pop n'est pas aussi facile que ça en a l'air", abonde Sorn, une chanteuse thaïlandaise qui a quitté son groupe, CLC, et son label, Cube Entertainment, en 2021. "Alors que le coréen n'était pas ma langue maternelle, j'ai dû chanter et communiquer en coréen et vivre loin de ma famille dès le plus jeune âge. Et la K-pop est si intense", confie au *Korea Times* l'artiste, désormais embarquée dans des projets solos et en anglais.

Dans un article consacré à Blackpink, le magazine *Rolling Stone* donne un aperçu des coulisses d'une industrie impitoyable : "Inspiré par la Motown aux États-Unis et par Johnny's Entertainment au Japon, le système des apprentis de la K-pop est fréquemment pointé du doigt. Il n'y a aucune garantie de succès, ce qui signifie que les apprentis peuvent rester dans les limbes pendant des années." Soumise à un entraînement intensif, et à des auditions récurrentes, Lisa a plusieurs fois pensé abandonner pour rentrer en Thaïlande.

En mars dernier, la chanteuse est retournée pour la première fois chez ses parents depuis trois ans, auréolée du succès de son album *Lalisa*. Elle venait aussi de recevoir les félicitations du Premier ministre thaïlandais, Prayut Chan-ocha. Selon le *Bangkok Post*, le gouvernement voit en elle un bon moyen de promouvoir la culture thaïlandaise de par le monde. Le soft power coréen a fait des petits.

— **Courrier international**

BTS, un autre modèle de masculinité

La carrière de BTS, le groupe phare de la K-pop, a été auréolée de multiples prix, en Asie mais aussi aux États-Unis. Or rien ne prédestinait le septuor à un tel succès mondial, rappelle le critique japonais Akira Asada dans une interview accordée à **l'Asahi Shimbun**. La trajectoire de ses membres, originaires de province, n'a en rien suivi la ligne tracée pour les rejetons de l'élite séoulienne. "Ils ont dormi dans un appartement avec des lits superposés et se sont entraînés seize heures par jour. [...] Leur musique est une expression de la lutte des classes", juge-t-il. De ces origines, BTS a tiré une partie de sa force. Dans un pays où les jeunes sont sans cesse poussés à effectuer un parcours "modèle" - intégrer une bonne université pour travailler dans une bonne entreprise -, les membres du groupe "revendiquent leur statut de 'marginaux' et n'ont jamais cessé de dire qu'il faut se battre contre cette pression sociale", continue Asada. À l'international, BTS a su saisir l'air du temps, en affichant notamment une masculinité autre que celle promue par l'industrie

hollywoodienne, avec ses héros volontiers machos et parfois toxiques. Les membres du groupe ont "conquis le marché américain" avec leur image de garçons "mignons", "certes beaux, mais aussi gentils", conclut le critique.

À bonne école à Tokyo

Au Japon, la popularité de la K-pop est telle que de plus en plus de jeunes rêvent de faire carrière dans des groupes sud-coréens. À l'école Danse Studio Cielo, ouverte en 2011 dans le centre de Tokyo, ils peuvent apprendre la danse et la musique à la coréenne. Président

de l'école, Shingo Machida explique au quotidien japonais **Asahi Shimbun** que la K-pop n'est plus le marché de niche qu'elle était au Japon il y a dix ans. Elle s'est tellement généralisée que "désormais, on ne parle plus vraiment du fait qu'elle vient de Corée du Sud". Certains de ses élèves ont déjà mis le cap sur Séoul. Alors que les relations entre les deux pays ne sont pas au beau fixe, ces échanges nippo-coréens à travers la musique pourraient être une clé pour l'avenir, espère Joho Yamamoto, spécialiste de la K-pop, cité par le journal. "Les musiciens des deux pays devront continuer à travailler main dans la main", insiste-t-il.

49,07

MILLIONS. C'est le nombre de fans qui se sont connectés de par le monde pour regarder en direct le dernier concert de BTS qui avait lieu à Busan, en Corée du Sud, le 14 octobre dernier. Soit quasi l'équivalent de la population sud-coréenne (51,7 millions d'habitants). Selon Hybe, le label du septuor, ces fans étaient originaires de "229 pays et régions", relate le magazine **Nikkei Asia**. Le concert et sa retransmission étaient gratuits. BTS a dû mettre ses activités en pause, le temps que ses membres fassent leur service militaire obligatoire. Leur label laisse miroiter une reformation en 2025.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

"Kakao, grand nom du webtoon, vient faire son miel en France". En concurrence avec son compatriote Naver sur le marché hexagonal, le groupe coréen y a lancé cette année Piccoma, son service en ligne de bandes dessinées traduites en français. "Quand les séries sud-coréennes font saliver le monde entier". Surfant sur la popularité de la culture sud-coréenne, les entreprises locales misent sur le placement de produits sur les réseaux sociaux des artistes de K-pop et dans les séries pour se faire connaître à l'étranger. Et ça marche, raconte le quotidien financier japonais **Nihon Keizai Shimbun**, prenant l'exemple de l'industrie alimentaire.



SÉRIES

Le feuilleton d'un engouement mondial

Avant de déferler aujourd'hui sur les plateformes de streaming, les séries sud-coréennes ont conquis l'Asie, puis le monde. Retour sur le contexte qui a permis cet essor.

—Hankyoreh (extraits) Séoul

Quand on parle du début de la “vague coréenne”, on ne manque pas de mentionner *Sarangyi mwogilrae* [une saga familiale diffusée à l'international sous le titre *What Is Love*]. Cette série de la chaîne sud-coréenne MBC a eu un grand succès en 1997 sur la Télévision centrale de Chine (CCTV). Une autre chaîne coréenne, KBS, quant à elle, avait commencé dès les années 1980 à exporter vers Hong Kong et l'Europe des séries d'animation. Mais les exportations ont véritablement démarré au début des années 1990, quand les trois chaînes de télévision terrestre, KBS, MBC et SBS, ont créé leurs propres maisons de production et fait appel à des sociétés d'import-export pour vendre leurs émissions à l'étranger.

Au début, les séries ne faisaient pas partie de leurs priorités. Celles-ci génèrent des recettes essentiellement grâce aux publicités, et on ne pensait pas qu'elles pouvaient intéresser un public autre que coréen. Deux facteurs ont toutefois permis d'améliorer leur qualité, amélioration qui a changé la donne.

Le premier concerne la démocratisation du pays. Les différents secteurs de la

société ont bénéficié d'une plus grande liberté grâce à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement civil en 1993. Jusque-là, les produits audiovisuels avaient été soumis à la censure imposée par la junte militaire [au pouvoir à partir de 1963], du choix du sujet au scénario final. Les producteurs s'étaient limités d'eux-mêmes à un petit nombre de genres, tels que les mélodrames, les films historiques ou les comédies dramatiques mettant en scène une histoire de famille.

Cette situation change sous le gouvernement du président Kim Young-sam [1993-1998], puis, de manière plus définitive, sous celui du président Kim Dae-jung [1998-2003]. La liberté fait naître de nouveaux sujets et de nouvelles idées.

Le deuxième facteur est lié à la commercialisation des émissions. Dans les années 1990, à la suite du boom économique que connaît le pays, le marché publicitaire s'agrandit et avec lui s'intensifie la compétition pour l'audience entre les chaînes, désormais au nombre de trois, avec la création en 1991 de la chaîne privée SBS. Les séries garantissent des audiences à moyen ou long terme. S'il est regrettable que les chaînes soient devenues des esclaves de l'audimat, on ne peut nier que la compétition a amélioré la qualité des séries coréennes.

À la même époque sur d'autres marchés asiatiques, les médias connaissent une évolution similaire. À Taïwan, la fin de la loi martiale, en 1987, occasionne une plus grande liberté de la presse et de nouveaux médias commerciaux font leur apparition. Dans d'autres



pays asiatiques en plein développement économique émerge également une importante classe moyenne, et la culture populaire se développe rapidement.

En 1997, la crise économique frappe plusieurs pays asiatiques tels que la Corée du Sud, l'Indonésie, la Thaïlande. Avec le dollar taïwanais qui a perdu 15 % de sa valeur, les Taïwanais n'ont plus les moyens d'importer des programmes japonais et s'intéressent aux produits sud-coréens déjà diffusés en Chine continentale. Les séries sud-coréennes, quoique semblables à leurs homologues japonaises, coûtent un dixième de celles-ci. Eux-mêmes en pleine crise, les Sud-Coréens se montrent très désireux d'exporter leurs produits.

Compétitivité. Après Taïwan, d'autres marchés, Hong Kong et des pays de l'Asie du Sud-Est, s'ouvrent aux séries coréennes. Hong Kong, surtout, qui avait été dès la fin des années 1970 le centre d'où étaient diffusées beaucoup d'émissions vers la Chine, Taïwan et l'Asie du Sud-Est. La crise économique profite à l'industrie coréenne des séries, qui gagne en compétitivité.

L'exportation est dopée grâce à quelques grands succès tels que *Kyoul yonga* [*Winter Sonata*, un feuilleton sentimental, 2002] et *Dae jang geum* [une série historique dont l'action se déroule au XVI^e siècle à la cour du roi, 2003]. Les marchés asiatiques, surtout attirés par les prix concurrentiels des

La fin de la dictature, en 1993, a fait naître de nombreux sujets et de nouvelles idées.

produits coréens, s'avèrent vite insuffisants [pour amortir des coûts de production en pleine augmentation].

Les pays occidentaux restent toutefois assez inaccessibles. Puis, dans les années 2010, les réseaux Internet à très grande vitesse permettent de raccourcir considérablement le temps de transmission. De plus en plus de gens dans le monde entier regardent les séries sud-coréennes.

Les fans ne sont pas assez nombreux pour faire de chaque pays un marché intéressant. Cependant leur nombre est important à l'échelle mondiale. Internet permet de réunir ces fans dispersés en une communauté. On les trouve également en Amérique du Nord et en Europe, qui paraissent jusque-là inaccessibles à l'industrie coréenne.

Certes la langue constitue un obstacle, car la plupart des émissions ne sont pas sous-titrées. Les fans se mettent alors à creuser eux-mêmes un puits pour assouvir leur soif en créant des sous-titres et en les partageant. Cette pratique donne naissance à des plateformes spécialisées comme viki.com, créée en 2007 par deux Américains d'origine coréenne, qui font





appel à des traducteurs volontaires qui sous-titrent des émissions dès leur sortie.

La plupart des produits sud-coréens d'exportation, comme les semi-conducteurs, les voitures, les smartphones, sont commercialisés par de grandes entreprises. Mais ces dernières sont peu présentes dans la circulation internationale des séries, rendue possible grâce à une multitude d'intermédiaires de taille plutôt modeste. Les séries coréennes ont grandi grâce à une saine compétition au sein du marché domestique dans un environnement incitant à la créativité.

—Kim Yun-ji
Publié le 8 juillet

↑ Dessin de JiYeun Kang paru dans Allure Magazine, New York.

← La série Extraordinary Attorney Woo, succès de l'été 2022. Photo Netflix

↗ L'acteur Jung Hae-in dans la série Connect. © Disney+

SOURCE



HANKYOREH

Séoul, Corée du Sud
Quotidien
hani.co.kr

Le quotidien d'"un seul peuple" a été créé à la fin de la dictature de Chun Doo-hwan, en 1988. Se réclamant du peuple, de la démocratie et de la réunification des deux Corées, classé à gauche, il est surtout apprécié par les moins de 50 ans.

Décryptage

Même le Mexique a succombé

Au royaume de la telenovela, les jeunes se sont pris de passion pour les fictions sud-coréennes.

"Un homme robuste, à la chemise ouverte, en sueur, bronzé, éventuellement à cheval : vous aurez reconnu le beau gosse des telenovelas mexicaines", prévient **El País México**. Un héros que l'on pouvait croire incontournable à la télévision locale et qui pourtant, depuis quelques années, a été détrôné dans le cœur du public par ses homologues sud-coréens. Si le royaume de la telenovela a succombé à la fièvre sud-coréenne, c'est d'abord grâce à une politique offensive de Séoul. À partir de 2002, la Corée du Sud a fourni gratuitement des séries télévisées pour remplir les grilles de la chaîne régionale Canal 34, en manque de contenus. Et l'ambassade sud-coréenne s'est affairée à créer et à fédérer des fan-clubs des acteurs de ces séries. Mais à l'époque, une partie du public mexicain était aussi prêt pour de nouvelles expériences. "Il y avait déjà un marché de jeunes qui consommaient des produits de la culture populaire de l'Est asiatique, surtout du manga, de l'anime et aussi de la J-pop [pop japonaise]", commente Dinorah Contreras, professeure d'études culturelles et membre du Cercle mexicain d'études coréennes (CMEC), interrogée par *El País México*. Elle-même a été, durant ses années de lycée, une adepte des fictions sud-coréennes. "Je dirais que les jeunes qui ont grandi avec ces produits culturels ne se reconnaissent pas dans l'offre de divertissement mexicaine de l'époque. Nous en avons assez de voir toujours les mêmes histoires, les mêmes trames narratives." Les séries sud-coréennes se distinguent des telenovelas

par leur nombre restreint d'épisodes, leurs intrigues plus originales et moins diluées. Mais pas que. "Contrairement aux séries mexicaines, qui flirtent sans cesse avec la violence et le sexe, les fictions coréennes apportent [aussi] un soin particulier aux émotions", explique au site d'information Gabriela Poox, docteur en anthropologie sociale et cofondatrice du CMEC. Un point que confirme Andrea Juárez, une étudiante en communication qu'a rencontrée *El País México*. Elle prépare actuellement un master sur le phénomène coréen au Mexique. "Les acteurs des séries ou les stars des groupes de K-pop sont des garçons qui soignent beaucoup leur apparence, ce qui marque une rupture dans la conception de la masculinité. En tant que fille, j'ai toujours été incitée à me faire belle, mais je me dis : pourquoi seulement nous et pas eux?" Andrea est maintenant curieuse de se rendre en Corée du Sud pour découvrir le pays en vrai, confie-t-elle à *El País México*. "Cela m'intéresse de savoir si ce qu'on voit à la télé se vérifie dans la réalité, si les garçons sont comme ça, si la manière dont cette société se raconte elle-même est réaliste."



Tendance

Des Japonais à Séoul

Le cinéaste nippon Takashi Miike, touche-à-tout et volontiers déjanté, a cédé aux sirènes de Séoul, écrit **Nikkei Asia**. Il est venu tourner en Corée du Sud, avec des acteurs sud-coréens, la série *Connect*, qui sera diffusée en décembre sur Disney+. Dans ce thriller fantastique, adapté du webtoon du même nom, l'acteur Jung Hae-in (*photo*) joue un homme kidnappé par des trafiquants d'organes. L'un de ses yeux est prélevé et greffé à un tueur en série, dont le héros partagera désormais la vision. Avant Takashi Miike, Hirokazu Kore-eda (*Une affaire de famille*, 2018) était venu en Corée du Sud tourner son nouveau film, *Les Bonnes Étoiles*, sur l'abandon d'enfants (en salle le 7 décembre).

K-remake

TEL EST LE TERME UTILISÉ par **Sisa Journal** pour décrire un phénomène, en vogue d'après l'hebdomadaire de Séoul, qui consiste à adapter des séries et des films sud-coréens. Le néologisme s'inspire de nombreuses appellations créées en anglais pour exprimer l'engouement suscité par la culture populaire de la Corée du Sud aux quatre coins du monde (K-pop, K-drama...) Si le K-remake existe depuis les années 2000, il a connu depuis une accélération, mais aussi une extension, puisque, autrefois réservé aux pays limitrophes et à quelques autres – la Turquie aurait adapté une quarantaine de séries coréennes depuis 2011 –, le phénomène gagne aujourd'hui les pays occidentaux. Par exemple, le film français *Sans répit*, réalisé par Régis Blondeau et diffusé en février 2022 sur Netflix, est une adaptation de *Ggetggaji ganda* (*Hard Day*) de Kim Seong-hoon. Ou encore, la série *Good Doctor*, diffusée en France sur TF1, provient de la série coréenne du même titre.

GASTRONOMIE



Le monde à la baguette

La Corée du Sud se montre offensive sur le front culinaire. Elle s'efforce de conserver le patrimoine local, tout en exportant ses saveurs à l'international.

On a des fraises, du ginseng, trop bon le kimchi. Ça fait la peau belle et pleine d'énergie." En 2011, les Wonder Girls n'ont pas enflammé les charts avec leur chanson en anglais *K-Food Party* ("La Fête de la cuisine sud-coréenne"). Le groupe de K-pop, actif de 2007 à 2017, avait été sollicité par le ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche coréen pour vanter les mets de son pays natal. Son enrôlement entrait

dans le cadre d'une campagne lancée en 2013 par Séoul "pour faire de la cuisine coréenne l'une des cuisines les plus courues du monde", rapporte **The New York Times**. "La Corée du Sud n'est pas la première à pratiquer la gastrodiplomatie (même si le terme 'gastroguerre' est peut-être plus indiqué ici, puisqu'il s'agit pour le pays, à terme, de surpasser et d'éclipser les autres cuisines)", détaille le quotidien new-yorkais. Dans les années 1990-2000, la Thaïlande avait montré la voie et incité des chefs

du royaume à ouvrir des restaurants à l'étranger.

Avec succès, la Corée du Sud a adopté une stratégie similaire, relate *The New York Times*, citant des chiffres de l'Institut pour la promotion de la gastronomie coréenne. "Le nombre de restaurants coréens à l'étranger a augmenté de façon exponentielle : il est passé de 9253 en 2009 à 33449 en 2017." L'objectif est de doper les exportations agricoles et de favoriser le tourisme, en espérant que les amateurs de cuisine sud-coréenne seront tentés de visiter le pays de leurs délices. Pour les appâter, la Corée du Sud peut aussi compter sur la renommée de chefs étoilés comme Cho Hee-sook. À la tête du Hansikgonggan, à Incheon, elle est une pionnière et la "marraine" de la haute gastronomie dans son pays, selon la formule du magazine japonais **Nikkei Asia**.

Réappropriation. Mais il s'agit aussi de développer quelque chose de plus subtil et volatil : la "marque nationale", selon le concept élaboré, en 1996, par le consultant en marketing britannique Simon Anholt. Soit, dans le cas présent, des ingrédients, des plats et des recettes dans lesquels tous les Sud-Coréens sont susceptibles de se reconnaître, détaille *The New York Times*.

Bien sûr, la construction d'un tel patrimoine culinaire a sa part d'arbitraire et répond aux aléas de l'histoire et de la politique. "Comme l'explique l'anthropologue coréen Kim Kwang-ok, le riz [considéré comme un des ingrédients de base de la cuisine locale] a manqué pendant toutes les années 1950 et 1960 à la suite de la guerre de Corée, ce qui a poussé les autorités à en limiter la consommation, rappelle *The New York Times*. À partir de 1962, les marchands de plats préparés ont pu servir du riz, mais mélangé avec d'autres céréales. Et, de 1969 à 1977, les restaurants n'avaient pas le droit de vendre du riz au déjeuner le mercredi et le samedi, et la population était incitée à ne pas en manger. Ces jours étaient appelés jours bunsik, du nom d'un plat à base de farine."

Le gouvernement encourageait un régime alimentaire occidental, incluant pain et viande. "Cela a provoqué une réaction des intellectuels dans les années 1980 : ils se sont mis à plaider pour les ingrédients locaux et les techniques de cuisson traditionnelles. L'Occident n'était pas le mieux placé pour juger, répétaient-ils."

Deux décennies plus tard, en pleine affirmation de sa puissance culturelle, le gouvernement a pu faire sien ce narratif, et accompagner cette réappropriation culinaire. Singulier à cet égard est le destin de la gastronomie royale traditionnelle de la dynastie Joseon (1392-1910), première tradition culinaire à avoir été protégée en tant que patrimoine immatériel par la Corée du Sud, dès les années 1960-1970. Si on



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

"L'heure de gloire du kimchap coréen" et "En Corée du Sud, une soupe et au lit". Grâce à notre rendez-vous le Courrier des recettes (en ligne chaque samedi), découvrez l'histoire et la saveur de plats typiques.

"La cuisine méditative de la chef sud-coréenne Jeong Kwan".

Portrait de cette nonne bouddhiste de 65 ans qui a fait connaître la cuisine des temples.

la connaît encore aujourd'hui, c'est grâce aux efforts de l'érudite Hwang Hye-seong, qui, en 1943, "a déniché la seule personne encore en vie à avoir travaillé dans les cuisines royales et a noté les recettes et les rituels dont elle se souvenait et qui auraient sinon disparu à jamais", relate *The New York Times*.

Longtemps, la défense de cette raffinée gastronomie royale a concerné la sphère universitaire. Tout a changé en 2003, avec la diffusion de la série *Dae jang geum* ("Le Bijou du palais"), qui racontait le destin d'une orpheline du XVI^e siècle, devenue cuisinière et médecin du roi. "La cuisine royale s'est mise à faire fureur, et pas seulement en Corée mais dans toute l'Asie", poursuit

le journal. Et, en 2009, la Corée du Sud a pu pousser l'offensive gastrodiplomatie jusqu'à réclamer – en vain – que la gastronomie de la dynastie Joseon soit inscrite au patrimoine immatériel de l'Unesco.

Le pays a connu davantage de réussite dans sa promotion du kimchi. Depuis 2013, la recette de ce mets à base de légumes fermentés figure bel et bien sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, sous l'égide de l'Unesco. Mais Séoul reste prêt à batailler. En 2021, il a relancé "la guerre du kimchi" avec Pékin en recommandant que la préparation soit appelée *xinqi* en chinois, rapporte le **South China Morning Post**. En Chine, elle était jusqu'à présent appelée *pao cai*, selon le nom donné à des légumes fermentés du Sichuan. On s'en doute, la suggestion de Séoul a été fraîchement accueillie sur le continent.

— **Courrier international**

 Dessin de JiYeun Kang/ d'après Daekyo Publishing.



REVUE DE PRESSE

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Octobre-novembre 2022
8,50 €

LA BOMBE DÉMOGRAPHIQUE

**En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre.
Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres
géographiques et économiques? Faut-il encore faire des enfants?
Les réponses de la presse étrangère.**



Japon : le laboratoire du monde

Robotisation, recul de l'âge de la retraite... : l'archipel cherche
des solutions à la crise de la natalité.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier
international**

iPhone 14 Plus. Voyez les choses en grand.



iPhone 14 Plus

DAS tête : 0,98 W/kg
DAS tronc : 0,98 W/kg
DAS membres : 2,98 W/kg

DAS tête : 0,99 W/kg
DAS tronc : 0,98 W/kg
DAS membres : 2,99 W/kg

iPhone 14 Plus
128 Go

179€*

avec un Plus que forfait
220Go 5G et une offre
de reprise.



* Soit 629€ avec un Plus que forfait 220Go 5G avec engagement 24 mois au lieu de 1 169€ – 100€ de remise immédiate – 50€ de bonus reprise⁽¹⁾ – 300€ d'offre de reprise⁽²⁾. Offre valable uniquement pour l'achat d'un iPhone 14 Plus.

Kit mains-libres recommandé. Offre soumise à conditions, valable en France métropolitaine du 27/10/2022 au 14/11/2022 avec le Plus que forfait mobile 220Go 5G à 64,99€/mois (prix hors promotions) avec engagement 24 mois, réservée aux particuliers.

5G : avec offre et terminal compatibles, uniquement dans les zones déployées (réseau 5G en cours de déploiement). Débit maximum en réception jusqu'à 2,1 Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5GHz avec agrégation des quatre bandes de fréquences 4G et jusqu'à 615Mbits/s pour les zones couvertes en 2,1 GHz utilisée pour la 4G. Couverture détaillée et différenciée sur reseaux.orange.fr

(1) Dans les 31 jours suivant la souscription ou le réengagement d'une offre Plus que forfait à partir de 44,99€/mois avec engagement 24 mois (prix hors promotions), Orange rachète votre ancien téléphone (sans valeur minimum de reprise) 50€ de plus que sa valeur estimée. Bonus non cumulable avec les autres bonus reprise. Remise et conditions en boutique. (2) Pour le rachat en boutique Orange d'un ancien smartphone d'une valeur minimum de 300€ après diagnostic. Conditions détaillées en boutique.